

**PEUPLEMENT ET
MOUVEMENTS DE POPULATION
DANS LES VALLEES DES VOLTA
BLANCHE ET ROUGE**

J.P. HERVOUËT

**OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE OUTRE-MER**

**CENTRE DE OUAGADOUGOU
1977**



A 862



COPYRIGHT O R S T O M
CENTRE DE OUAGADOUGOU
1977

O.R.S.T.O.M.
Fonds Documentaire
N° : 0 1998
Cote I A
Date : 9 NOV. 1982

S O M M A I R E

	Pages
Liste des tableaux et figures	a
Résumé	1
Avertissement	2
INTRODUCTION	4
<u>PREMIERE PARTIE</u>	
UN ESPACE AGRAIRE STABLE, le XIXème siècle	8
A) <u>Des vallées non peuplées</u>	9
B) <u>Les mouvements selon les groupes ethniques</u>	12
1/ Les Mossi	
a) Les cas particuliers des cantons jouxant la Volta Rouge et le Gourounsi.	
b/ Manga et les cantons riverains de la Volta Blanche.	13
2/ <u>Les noyaux bissa</u>	
<u>DEUXIEME PARTIE</u>	
LES MODIFICATIONS DE CONDITIONS DE VIE ET LA CONQUETE DE LA FORET, de la fin du XIXème siècle à 1918	16
Conquête coloniale et éclatement des aires d'habitat le desserrement de l'espace utilisé.	19
A) La conquête coloniale, un premeir traumatisme poussant les populations à l'isolement	20
1/ La pacification.	
2/ La mise en mouvement des populations.	
3/ La forêt : une zone d'insécurité devenue lieu de refuge	21

B) L'administration coloniale 1905-1918.	
Le développement des forêts refuge	23
1/ Les charges	
2/ Le peuplement des vallées : une tenta- tive de fuite devant les charges trop lourdes	24
3/ Eclatement de l'espace cultivé et modifications agraires.	31

TROISIEME PARTIE

LA DISPARITION DES FORETS REFUGE ET LA FUITE VERS LA GOLD COAST 1918-1946.

La contraction des aires d'habitat.	33
A) La politique de mise en valeur et la fin des aires refuge 1919-1928	34
1/ Création et politique de la Haute Volta	34
2/ Fortes turbulences des populations et fuites	37
a) les mouvements internes,	37
b) le développement des fuites vers le Ghana.	40
3/ Un dépeuplement généralisé	42
B) La contraction des aires d'habitat entre Volta Blanche et Volta Rouge 1928-1946	45
1/ L'ampleur des mouvements de population	46
2/ Les caractéristiques des implantations	50
a) la faiblesse numérique des installa- tions	50
b) quelques rares marchés	51
c) l'absence de chefferie de terre	51
d) des implantations humaines de courte durée	52
Les villages aujourd'hui abandonnés: des campements de survie	53

C) C) Les conséquences des mouvements de population	56
1/ Un vaste transfert de population vers le sud	56
2/ L'extension des espaces cultivés et la dégradation des éléments écologiques	58

QUATRIEME PARTIE

L'EXTENSION CONSTANTE DE L'ESPACE MIS EN VALEUR	60
A/ les hypothèses de dépeuplement	64
B) Le peuplement des vallées et le resserrement des sites d'habitat	71

CONCLUSION	77
------------	----

Références bibliographiques	82
-----------------------------	----

ANNEXE I : Onchocercose et mise en valeur des terres des vallées	84
Bibliographie	91

ANNEXE II Le peuplement du pays <u>gourounsi</u> par les <u>Mossi</u>	92
Bibliographie	95

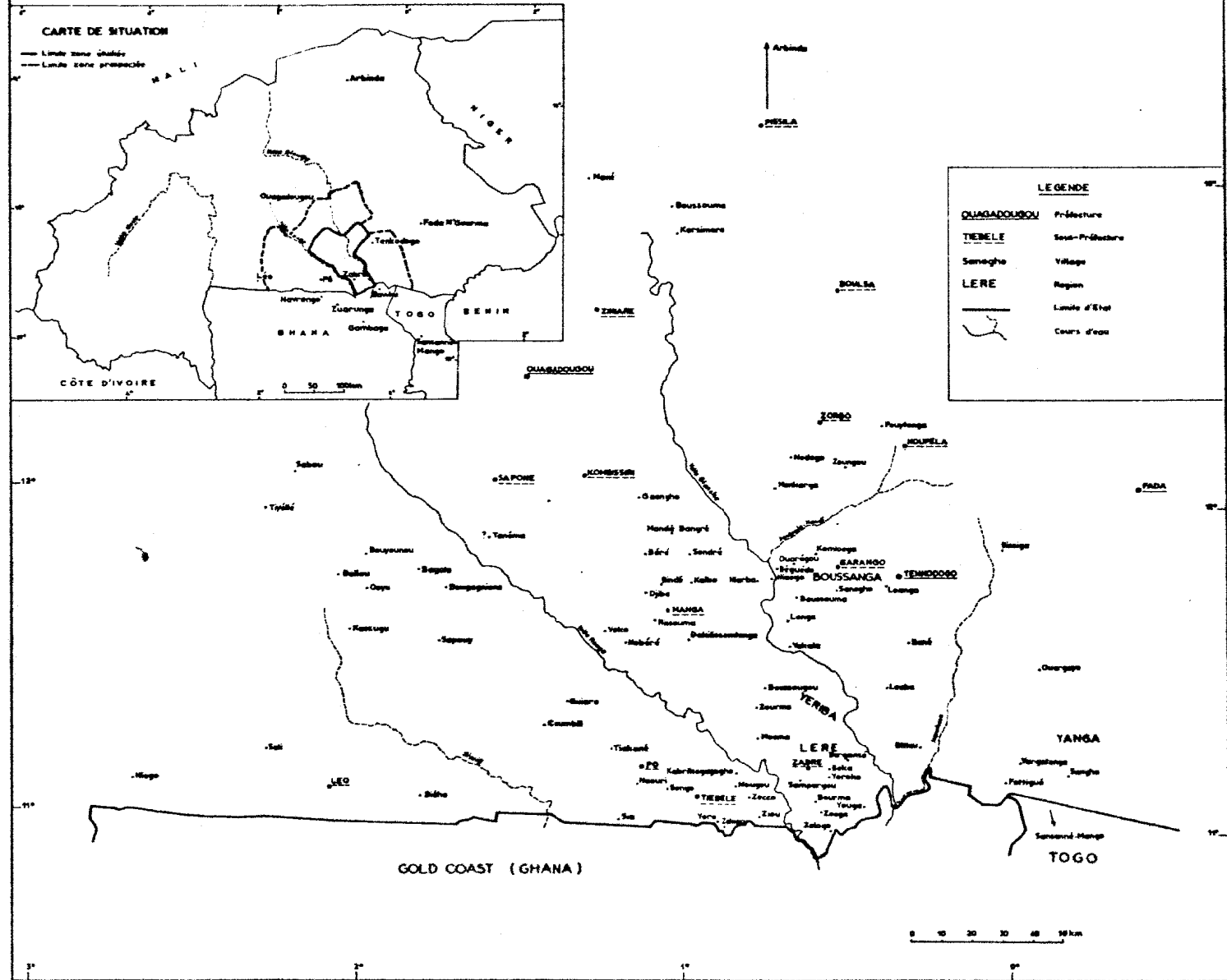
Liste des tableaux

	PAGES
Tableau I . Créations et abandons de villages <u>mossi</u>	27
II . " " " " <u>boussancé</u>	28
III . " " " " à partir du Léré et du <u>Koussacé</u>	29
IV . Evolution des populations cantonales recen- sées du centre-sud voltaïque	44
V . Durée des villages abandonnés par région	53
VI . Disparition des villages créés après la colonisation.	54
VII . Dénombrement des imposables et faits marquants.	62
VIII. Création et abandons de villages	71

Liste des cartes en fin de volume

- Croquis de localisation des noms de cité
- 1 Esquisse des valeurs agronomiques des sols
- 2 Origine des villages créés de la conquête coloniale à 1905
- 3 Origine des villages créés de 1906 à 1918
- 4 Créations de villages et origine des groupes 1919-1928
- 5 Abandons de sites d'habitat et destination. Avant 1928
- 6 Abandons et destinations 1929-1947
- 7 Abandons de villages après 1947
- 8 Evolution de l'occupation de l'espace entre Volta Rouge et
Volta Blanche. L'extension des sites d'habitat et de culture.
- 9 Idem. Les abandons de sites d'habitat et de culture.
- 10 Origine ethnique des villages créés depuis la conquête
coloniale.
- 11 Les chefferies de terre dans les villages créés depuis la
conquête coloniale.
- 12 Cultures, sacrifices et marchés sur les sites abandonnés.
- 13 Densité de population cantonale. Evolution de la population
1920-1970.
- 14 Evolution démographique depuis 1955.
- 15 Répartition des aveugles entre Volta Rouge et Volta Blanche.

CROQUIS DE LOCALISATION DES NOMS CITES DANS LE TEXTE



R E S U M E

L'espace occupé dans les Vallées des Volta Blanche et Rouge n'a cessé de croître depuis le début du siècle, et différentes phases peuvent être distinguées. Sous l'influence de la pression de l'administration coloniale, les aires d'habitat ont éclaté et atteint leur extension maximale vers 1925 ; puis, l'isolement étant devenu inefficace pour échapper aux charges imposées par l'administration, on assista à un resserrement de l'habitat, accompagné de nombreuses fuites vers la Gold Coast, et ce jusqu'en 1946. Le retour de nombreuses populations du Ghana à partir de cette date n'entraîna pas d'extensions notables des sites d'habitat, qui continuèrent à se contracter, à l'inverse de l'espace cultivé en extension constante depuis le début du siècle.

Desserrement puis regroupement des habitats, accompagnés d'extensions des superficies mises en valeur, sont les phénomènes essentiels de ces quatre-vingts dernières années, et l'onchocercose semble n'avoir joué qu'un rôle mineur dans ces dynamiques.

La réponse des populations locales aux transformations créées, tant par la colonisation que par l'évolution démographique, a été d'étendre constamment les superficies cultivées en défrichant les forêts des bordures des Volta. Ce mouvement s'est encore accéléré à partir de 1970 environ. Le "gel" par l'A.V.V. d'environ un million d'hectares le long des vallées des Volta Rouge et Blanche pour une mise en valeur "encadrée" entre en contradiction avec les mouvements spontanés de colonisation, en privant les populations locales de terres neuves indispensables à l'augmentation de la production agricole nécessaire en raison d'une forte croissance démographique. Si les décrets interdisant tout nouveau défrichement spontané à l'extérieur des limites cultivées en 1972 sont appliqués ils risquent fort d'accentuer les mouvements de migration vers le Ghana et la Côte d'Ivoire, ce qui irait à l'encontre des objectifs de l'Autorité des Aménagements des Vallées des Volta.

A V E R T I S S E M E N T

Les pages qui suivent représentent le premier volet d'une étude beaucoup plus large traitant de la dynamique de l'occupation de l'espace dans les bassins méridionaux voltaïques des Volta Blanche et Rouge. Lors de l'étude des mouvements actuels, la nécessité de replacer ceux-ci dans leur contexte historique nous est apparue très vite évidente : c'est le but de ces pages qui ne traiteront donc pas, ou peu, des dynamiques des vingt dernières années.

Les premiers résultats que nous présentons s'appuient sur trois sources de renseignements :

d'une part, sur les enquêtes réalisées dans l'ensemble des villages et quartiers de la zone considérés, et portant sur leur origine socio-historique et géographique et sur les mouvements de population qu'ils ont connus,

d'autre part, la collecte, chez les populations les plus proches et auprès de leurs anciens habitants, d'informations relatives aux sites d'habitat abandonnés,

enfin, les archives disponibles en Haute Volta, mais surtout à Abidjan. Cette dernière base de renseignements a permis le contrôle de nos deux premières sources.

La méthodologie utilisée tout au long du travail découle d'une prise de position "à priori" : le refus de tout échantillonnage aléatoire, s'appuyant sur une volonté de couvrir l'ensemble de l'espace à étudier, quand bien même il serait nécessaire de diminuer la finesse des renseignements obtenus. Les résultats acquis donnent raison à ce choix. De nombreux auteurs, tant en géographie qu'en démographie par exemple, ont travaillé sur des zones ou des échantillons restreints. Il apparaît aujourd'hui qu'il est impossible d'extrapoler leurs résultats au reste des bassins des Volta Blanche et Rouge, leurs domaines d'étude n'étant pas représentatifs. En raison de l'absence actuelle de toute base statistique suffisamment large, l'échantillonnage aléatoire est à proscrire. Il entraîne

notamment en géographie :

- 1) - des extrapolations abusives,
- 2) - des schématisations et des modélisations rendues obligatoires par l'absence de couverture exhaustive (même extensive) de l'espace et de son contenu. On débouche alors sur une négation de la géographie par la menée de travaux qui s'apparentent plus à des études verticales, sectorielles, "déspatialisées" qu'horizontales.

Les données qui suivent concernent en majorité la période coloniale, et tentent de comprendre les dynamiques de l'occupation de l'espace depuis la fin du XVIIIème siècle afin de mieux saisir ensuite les fluctuations actuelles.

I N T R O D U C T I O N

Le long des Volta Blanche et Rouge, une bande de terrains, large de 5 à 20 kilomètres suivant les endroits, apparaît exemptes de tout habitat. Cependant, par exception, quelques villages se sont installés durablement jusque sur les berges des fleuves. Cet espace qualifié d'inoccupé porte cependant de très nombreuses traces d'un habitat ancien, puis abandonné, tandis qu'aujourd'hui encore, on constate le dépeuplement ou la disparition de quartiers entiers situés à proximité de la brousse. A partir de ces indices, l'idée d'un peuplement ancien des vallées des Volta, suivi d'un reflux des populations depuis le début du siècle, pouvait évidemment naître. Mais l'installation d'un habitat isolé dans les forêts ne fut qu'un accident, tandis que, sauf exception locale, l'espace mis en valeur par les hommes s'est trouvé en constant accroissement depuis la fin du XVIIIème siècle.

De la conquête coloniale à 1918-20 environ, l'évolution du peuplement dans les vallées des Volta, zones non-habitées à la fin du XIXème siècle, apparaît comme le négatif de l'évolution démographique perceptible sur les plateaux densément peuplés. De la conquête coloniale, au plus tôt, et surtout à partir de 1905-1910, les zones d'habitat traditionnel se sont en effet dépeuplées ; ce mouvement constant se poursuivit jusqu'en 1947. Au contraire, de la Conquête française à 1918-1920, de nombreuses zones jusqu'alors délaissées furent habitées par l'homme ; les plus isolées furent abandonnées dès 1925-1930, les populations se repliant vers leurs régions d'origine ou, comme celle des zones les plus densément occupées, fuyant vers la Gold Coast. Le mouvement se renversa alors et prit de nouvelles formes ; les espaces défrichés et cultivés dans la forêt furent en extension constante mais ne s'accompagnèrent pas, comme avant 1918, d'un déplacement de l'habitat sur les lieux de production. Au contraire la contraction des aires d'habitat fut la règle. En outre, l'adoption de moyens de pro-

duction plus extensifs semble avoir été la réponse locale des populations aux contraintes nouvelles et aux mouvements créés par la conquête coloniale et la pacification.

La méconnaissance des mouvements historiques des populations purent faire croire en un dépeuplement contemporain des vallées et amener à en rechercher les causes.

Hors de toute influence historique, différents facteurs d'explications furent invoqués : l'eslavage, la maladie du sommeil, le développement de la faune et enfin et surtout l'onchocercose (1), maladie cumulative causée par la piqûre répétée de petites mouches, les simulies, et pouvant amoindrir la force de travail et même rendre aveugle. Rapidement, il fut admis que le non-peuplement des vallées était la conséquence de la présence des simulies et que si l'on désirait mettre en valeur ces terres vierges, il fallait supprimer cette maladie endémique. Le projet OMS d'éradication de l'onchocercose dans les bassins des Volta et l'Autorité des Aménagements des Vallées des Volta furent alors créés (2).

Cependant la gravité tant humaine qu'économique de la "cécité des rivières" justifie à elle seule l'importance des travaux entamés par l'O.M.S., tandis que la nécessité d'organiser la mise en valeur des vallées des Volta peut paraître évidente dans le contexte de la raréfaction des bonnes terres en Haute Volta. A l'issue de ce travail, historique, la question du projet de ces sociétés dans la nature - et non face à celle-ci - devra inévitablement être posé ; Y a-t-il par exemple, exploitation ou utilisation destructrice des éléments écologiques ? Ceci renvoie à une réflexion sur les genres de vie qui dépasse le cadre du présent travail.

(1) J.M. HUNTER 1966
T.E. HILTON 1968
G.REMY 1968

(2) cf. Annexe I. Le projet d'éradication de l'onchocercose dans le bassin des Volta et l'Autorité des Aménagements des Vallées des Volta.

Nous nous proposons, à travers une étude ayant porté sur près d'un degré carré (1), d'étudier les modalités d'implantations humaines dans les régions bordières des Vallées des Volta. En pays bissa comme en pays mossi, l'opposition est frappante entre les densités élevées supportées par la majorité des zones cultivées et le vide humain de celles qui ne le sont pas ou peu. L'évolution du peuplement a permis cette distinction nette ; il est donc nécessaire d'étudier les modalités du peuplement de cette région. Des enquêtes refusant tout échantillonnage aléatoire en l'absence de données de bases minimales, ont porté sur 287 villages et 805 quartiers représentant, en 1973, 240 000 habitants environ, si l'on exclut les villages gourounsi situés à l'ouest de la Volta Rouge. La partie des enquêtes concernant les évolutions socio-historiques des villages et les modifications survenues dans l'utilisation des éléments écologiques est ici seule utilisée.

Cent onze sites d'habitat abandonnés ont, en outre, été localisés puis soumis à l'enquête auprès des populations les plus proches et de leurs anciens habitants. Enfin, les archives voltaïques disponibles à Ouagadougou, dans les sous-préfectures et surtout à Abidjan ont été dépouillées et utilisées.

L'absence de marque nette du dépeuplement dans le paysage en dehors de petits sites d'habitat abandonnés, et surtout l'existence de traces tangibles d'une modification des techniques de production - d'abord imputée à un peuplement antérieur - nous poussèrent à tenter d'effectuer l'historique du peuplement des "vallées" (2), afin d'évaluer la validité de l'hypothèse de dépeuplement sur laquelle s'appuie la politique de mise en valeur de ces régions.

(1) entre 11 et 12° nord et 0°30' et 1°30' ouest.

(2) "Vallée" est pris ici dans le sens très large, qu'on lui donne généralement ici. Il ne s'agit ni du lit mineur, ni du lit majeur, pas plus que d'une zone façonnée par les rivières, mais de l'ensemble des zones non habitées et de leurs marges.

Cette démarche nous est apparue la plus sûre pour tenter de tirer des conclusions pratiques à partir des constats de l'évolution actuelle qui s'inscrit dans l'histoire, comme un prolongement de la période coloniale.

U N E S P A C E A G R A I R E S T A B L E

LE XIX^{ème} SIECLE

Au XVIIIème siècle, la mise en place des populations dans le centre sud de la Haute Volta est terminée. Les ethnies sont fixées en noyaux distincts, non jointifs, dans les régions où nous les retrouvons actuellement. Le XIXème siècle ne sera marqué que par de légers remaniements des limites des terroirs et par de faibles extensions des zones occupées et mises en valeur.

Les populations jouxtant les vallées des Volta, alors désertes, lorsqu'elles s'étendront, le feront sans modifier leurs techniques de production et en demeurant sur des types de sols identiques à ceux des zones mises en valeur antérieurement.

A) DES VALLEES NON PEUPLEES

Les enquêtes effectuées dans l'ensemble des quartiers et des villages de la zone concernée et dans 118 sites d'habitat abandonnés ont permis l'établissement de cartes traduisant l'évolution de l'occupation de l'espace depuis la fin du XVIIIe siècle (cf. figures II à IX). Différentes aires d'origines de populations ont alors pu être distinguées qui correspondent aux espaces effectivement peuplés au moment où les populations entraient en mouvement. Cette cartographie aussi bien que les documents d'archives, recueillis en majorité à Abidjan, ou les écrits des premiers voyageurs ayant traversé ces régions, attestent l'inexistence d'un peuplement des vallées des Volta Blanche et Rouge à la fin du siècle dernier et ce, sans préjuger d'un habitat beaucoup plus ancien. Seule l'archéologie pourrait permettre d'apporter une réponse à ce propos.

Au XIXème siècle, l'habitat était regroupé sur les interfluves. Seul le mouvement de Mossi, guerriers ou commerçants, vers le pays gourounsi, pillé et dépeuplé en moins d'un demi siècle, pouvait s'apparenter à une conquête de la forêt, l'extension des territoires occupés se faisant, partout

ailleurs, par progression directe des limites, sans discontinuité spatiale (1).

Les limites ethniques se marquaient alors dans le paysage. "L'aspect dénudé que présente le paysage, frappe tous ceux qui entrent en pays mossi. En revanche lorsqu'on se dirige vers le sud (...) on passe du pays mossi au pays gourounga et l'aspect du paysage change immédiatement..."(2).

Les rapports politiques et généraux des premiers administrateurs français sont aussi explicites quant à l'existence de forêts non peuplées. Ainsi en 1911, le résident de Tenkodogo dut effectuer "une tournée (...) dans les régions désertiques de l'ouest et du sud-ouest de la subdivision"(3) c'est-à-dire à proximité de la Volta Rouge et du Yériba si densément peuplé aujourd'hui.

En 1914, l'administrateur de Tenkodogo constatait que "de nouveaux villages se sont créés ces dernières années dans la zone désertique qui sépare la circonscription en deux parties"(4), et faisait ainsi allusion aux abords de la Volta Blanche et à l'est du Yériba. En 1921, le rapport agricole annuel de Tenkodogo indiquait "qu'il existe, presque partout, le long de la Volta, dans l'ouest du cercle, une zone assez boisée, déserte..."(5)

(1) Sauf en pays gourounsi ravagé par les Djerma dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle (cf. annexe II).

(2) L. MARC : Le pays Mossi . Paris 1909
Cité par G.REMY 1974.2.

(3) Rapport de tournée 1911, archives d'Abidjan. dossier 5EE
15(1/4)

(4) Rapport agricole mensuel Tenkodogo 1914-15 (3/4)

(5) Rapport agricole annuel Tenkodogo 1921 RR 138

Jamais, mis à part en pays gourounsi évidemment, il n'est fait état d'abandon de villages ou de l'existence de ruines dans ces zones non peuplées qui seront, rapidement mais partiellement, mises en valeur au cours des premières décennies de la présence française (1).

Avant l'arrivée des français en 1896, l'espace mis en valeur dans les vallées des Volta était restreint et ne s'approchait guère du fleuve, sauf en pays bissa, dans la région de Niaogho.

Ainsi au début du XIXème siècle, l'espace cupé par les Mossi, vers le sud, est-il peu différent de celui utilisé aujourd'hui. Ce n'est qu'à l'extrême sud de la "pointe" mossi, entre pays gourounsi et pays bissa, s'étirant entre la Volta Rouge et la Volta Blanche qu'une progression notable est discernable.

Il en va différemment des Bissa, et surtout de ceux situés entre Volta Rouge et Volta Blanche : leur espace va s'accroître considérablement en un siècle et demi, pour ne jamais ou rarement régresser. Dans la deuxième moitié du XIXème siècle, les turbulences créées par la crise du groupe Nakomsé (2) vont entraîner des dynamiques de l'occupation de l'espace variées, mais, sauf dans la région de Nobéré, elles resteront relativement homogènes. Partout l'on peut distinguer des choix écologiques précis : les extensions des terrains occupés se feront toutes sur les mêmes types de sols que ceux présents dans les zones d'origine.

(1) Sauf dans le rapport politique de Tenkodogo du 4ème trimestre de 1918 "les Boussanga recolonisent vers le nord et vers le sud des zones où l'on trouve encore quelques vestiges de la civilisation indigène " 5 EE 17 (6/2). Mais, sans plus de précisions quant à la nature et à l'ancienneté des vestiges. Certains lieux d'implantation d'habitat au début du XXème siècle étaient depuis longtemps cultivés, sans être habités. (cf. figure XII)

(2) Nobles pouvant prétendre au pouvoir politique chez les Mossi (sing. Nakonga)

B) LES MOUVEMENTS SELON LES GROUPE ETHNIQUES.

1) Les Mossi

A la fin du XVIII^{ème} siècle, l'extension mossi est terminée et les limites territoriales relativement bien fixées. Des Yarcé pénètrent le pays et débordent ses marges, notamment vers l'ouest, en pays gourounsi, sur la rive droite de la Volta Rouge.

a) Les cas particuliers des cantons jouxtant la Volta Rouge et le Gourounsi (1)

Nobéré, qui s'était développé au XVIII^{ème} siècle, prit de l'importance au XIX^{ème} siècle. Sa proximité à la fois de Ouagadougou et du pays gourounsi lui permit de jouer un rôle particulier. Situé à moins de 130 kilomètres de la capitale du Morho-Naba et à proximité des zones faiblement occupées de la rive droite de la Volta Rouge, le canton de Nobéré servit de terre d'accueil aux princes rejetés de la cour ou évincés du pouvoir. Ne pouvant prétendre à une quelconque chefferie au coeur du royaume, ils s'installèrent sur ses marges. La proximité du pays gourounsi, aux populations peu organisées, leur permit de mener une vie de brigandage là où le pillage des récoltes et la capture d'esclaves autorisaient l'attente avant de rentrer dans le royaume occuper le rang qui leur revenait ou accéder à une quelconque chefferie.

L'occupation de l'espace fut alors très fluctuante sur les marges de ce canton, la création et l'abandon de villages dépendant des exils des princes puis de leurs "retours au pays". Ce mouvement s'accentua dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, d'une part par la crise du groupe des Nakomsé trop nombreux pour une société mossi dont l'espace était stabilisé, et d'autre part par la présence des Djerma en pays gourounsi, qui alimentait un fructueux trafic d'esclaves, dépeuplant les régions kassena occidentales et nounouma.

(1) Le cas examiné ici est celui du canton de Nobéré. Le sud des régions de Saponé et de Kombissiri jouait certainement le même rôle. Ainsi, à Sapouy, les pratiques animistes se rattachent à Saponé.

De nombreux Mossi, notamment du canton de Nobéré, s'installèrent alors à l'ouest de la Volta Rouge, à la suite des commerçants yarcé. Ainsi se créèrent de petits cantons mossi, comme ceux de Guiaro, Sapouy, Kassugu, Bouganiena, beaucoup plus commerçants d'exclaves que cultivateurs, les Nakomsé ayant partie liée avec Babatu, le chef des envahisseurs(1)

Tandis que les limites ethniques se marquaient profondément dans le paysage, Nobéré et ses marges du pays gourounsi vivait largement de l'exploitation de la rive droite de la Volta Rouge (2). La dynamique de l'occupation de l'espace est alors la conséquence de cet état de fait et seule cette région(3) connaîtra des abandons.

b) Manga et les cantons riverains de la Volta Blanche(4)

Plus anciennement installée que celle de Nobéré, n'ayant pas subi les attaques du Morho-Naba à la fin du XVIIIème siècle et, enfin, relativement éloignée du pays gourounsi de l'ouest, la chefferie de Manga connut au dixième siècle une légère extension de sa superficie agricole et villageoise. Celle-ci se fit vers le sud par une progression sans discontinuité de l'espace occupé et mis en valeur. Il est fort possible que ce mouvement se soit effectué au détriment de quelques installations bissa et gourounsi, puisque la tradition rappelle parfois l'existence d'un peuplement antérieur et que quelques Bissa se disent originaires de cette zone.

(1) L'un de ces razzieurs fameux fut Boukary Koutou, évincé du poste de Morho-Naba et qui alla s'installer en bordure de la Volta Rouge à Tanéma. Sa position d'attente à proximité de Ouagadougou lui fut profitable puisqu'il devint Morho-Naba en 1890, en remplacement de Morho-Naba Sanem, sous le nom de Morho-Naba Wobogo... Son arrivée rapide à Ouagadougou lui avait permis d'éliminer des concurrents.

(2) "Les mossi des villages frontaliers vivent (...) de pillage et de brigandage. Des cavaliers de temps à autre font irruption dans la banlieue de quelque village gourounsi (...) et s'emparent par surprise des habitants occupés aux cultures ou à chercher du bois. Les captifs mâles sont échangés contre du sorgho, du nil et de la poudre et les femmes contre des chevaux (...). Je ne puis trouver meilleure comparaison qu'en appelant le gourounsi le vivrier du Mossi".
Binger op.Cit.. T.I.; p.442.

(3) A l'intérieur de l'espace étudié.

(4) Manga, Kaïbo, Béré, Bindé, Mandié-Bangré.

Ainsi, au XIXème siècle, si l'on exclut la "marche" de Nobéré, l'évolution du peuplement et de l'occupation de l'espace en pays Mossi est lente et progressive...Jamais on ne constate de changements radicaux dans les éléments écologiques choisis. Si le pays mossi du sud s'étendit au XVIIIème siècle, surtout sur des sols à pseudo-gley associés à des lithosols sur cuirasse ou sols ferrugineux remaniés à faible drainage interne, il en alla de même des zones conquises au XIXème siècle. Il s'agit ici d'une constante chez toutes les sociétés concernées ; il n'y a pas intégration d'éléments écologiques nouveaux lors des extensions territoriales du XIXème siècle (cf. figures I et VIII) : les choix de genre de vie sont faits et les populations s'y tiennent.

2) Les noyaux bissa.

Au début du XIXème siècle, à l'opposé de la situation actuelle, de grandes discontinuités spatiales apparaissaient dans l'occupation de l'espace faite par les Bissa. Refoulés de Ouarguaye et de Bittou par les Mossi au début du XVIIème siècle, ils semblent avoir calqué leurs installations sur les meilleures terres. Différents noyaux d'importance variable apparaissaient alors ; il s'agissait d'abord du bloc de la chefferie de Garango installé dans une région à vertisols sur matériaux gonflants et à sols hydromorphes associés à des pseudo-gley. Plus au sud, s'étendait la très petite chefferie de Boussougou, située dans les mêmes conditions écologiques que les Mossi ; venait ensuite la région du Léré, formée des chefferies bissa de Zabré, Yoroko et Beka. Ici dominant les vertisols sur matériaux gonflants, d'une épaisseur supérieure à quarante centimètres, bien que la roche affleure parfois. Un peu plus au sud enfin, débutait le pays Koussacé qui s'étendait en majeure partie sur le territoire actuel du Ghana.

Au cours du XIXème siècle, ces chefferies vont étendre leurs domaines par une conquête progressive de la forêt. Les différents groupes humains resteront séparés par des zones boisées et inoccupées, plus ou moins larges. A l'intérieur d'un même noyau de mise en valeur, les discontinuités des zones d'habitat demeuraient limitées et aucune installation isolée

ne s'opérait dans la forêt : il fallait en effet se prémunir contre les razzias d'esclaves et de mil effectuées par les Mossi. Le chef de Beka envoya ainsi son fils, vers 1850, créer un village aux limites de la zone utilisée, vers la Volta Blanche, afin de stopper ou de ralentir une attaque éventuelle des Mossi de Tenkodogo. Traditions orales et écrits divers attestent ce phénomène (1). Ces mouvements, qui constituaient une lente conquête de la forêt, se firent sans que les populations aient à défricher de nouveaux types de sol et demeurèrent tous très largement en deçà de l'espace actuellement occupé. Ce développement des espaces cultivés contribua à chasser ou à assimiler les Nankana alors présents dans la région.

Ainsi, à l'arrivée des troupes françaises commandées par le lieutenant Voulet, en 1896, les vallées étaient-elles très peu occupées et beaucoup moins peuplées qu'actuellement (cf. Fig.VIII). Deux systèmes de production semblent avoir prédominé durant cette période. Il apparaît que le système mossi n'était que peu différent de celui pratiqué actuellement, avec champ de case fumé par les déchets ménagers, champ de village sous parc à Karité et néré, et champ de brousse. Ce système extensif permettait de faire vivre une population dense grâce aux "surplus" pris par les Nakomsé chez les populations voisines. Par contre la pratique par les Bissa d'une agriculture intensive sous parc à Acacia albida avec fumure animale est probable. Les traces de parc sont encore nombreuses dans les zones de peuplement ancien, aux densités actuelles pas trop fortes et situées à proximité de la forêt. Les zones récemment conquises n'en recèlent pas.(2)

(1) - "La région bissa devient aussi un réservoir d'hommes et un grenier pour les guerriers mossi de Koupéla qui viennent y puiser chaque saison sèche captifs et vivres" J.P.Lahuec 1968 p.27
" Quand les mossi n'avaient pas suffisamment de mil, quand leurs troupeaux avaient été décimés par les épizooties ou même simplement quand ils voulaient se procurer des esclaves, le Morho-Naba réunissait ses guerriers et les engageait à aller razzier le Boussanga" Mangin 1960.

(2) Dans le sud du Léré, les vieux nous ont affirmé qu'"avant, ces arbres (Acacia albida) étaient partout autour des villages".

**LES MODIFICATIONS DES CONDITIONS DE VIE
ET LA CONQUETE DE LA FORET**

De la fin du XIXème siècle à 1918

La conquête française, puis l'installation d'une administration coloniale entraînent de forts mouvements de population, différents de ceux que l'on peut noter au XIXème . Ceux-ci se trouvent directement créés et entretenus par la colonisation et ses politiques. Jusqu'aux alentours de 1918, les vallées boisées des Volta Blanche et Rouge apparaissent comme des zones refuge aux populations soumises à une administration particulièrement exigeante.

Les enquêtes que nous avons effectuées nous ont permis de mettre en rapport les généalogies des chefs de villages, de canton, de province et du Morho-Naba et de noter les événements coloniaux ou naturels importants. Différentes phases historiques ont ainsi pu être distinguées et c'est en fonction de celles-ci que la cartographie de la mise en place des populations dans les vallées des Volta a pu être exécutée.

Il n'est pas inutile, pour aider le lecteur peu au fait de l'histoire voltaïque, de rappeler les grandes dates de l'histoire officielle de la Haute Volta depuis la fin du siècle dernier.

Alors que Morho Naba Wobogo (ex Boukari Koutou) règne à Ouagadougou, G.E.Ferguson, traitant métis britannique, vient signer un traité "au nom de sa gracieuse Majesté" avec les Mossi, le 2 juillet 1894. En 1895, le Yatenga se place sous la protection de la France.

En juillet 1896, alors que Destenave est en France, le lieutenant colonel Trentinian envoie à partir de Bandiagara, le lieutenant Voulet à la conquête du Mossi et du Gourounsi.

En Septembre 1896, conquête de Ouagadougou.

Voulet regagne Bandiagara.

Décembre 1896, Voulet revient à Ouagadougou.

Janvier 1897, Mahmadou est nommé, par Voulet, Morho Naba Siguiri (1), et le Mossi est placé sous protectorat français.

(1) Mahmadou, frère du Morho Naba Wobogo.

- Février 1897 - Voulet, puis Hugot pacifient le Gourounsi.
- Voulet va à Tenkodogo.
- Juin 1897 - Des forces rassemblées par Wobogo sont défaites par le capitaine Scal, laissé par Voulet à Ouagadougou. Le Morho-Naba regagne la Gold Coast en passant par Sondré et Manga.
- Mai 1898 - Wobogo a obtenu l'appui du Colonel Northcott qui marche sur Kombissiri. Il fait demi-tour à la lecture du traité de protectorat français sur le Mossi. Le Morho Naba Wobogo se retire définitivement en Gold Coast, où il mourra en 1904.
- 1902 - Création du territoire de Sénégal-Niger.
- 1904 - Création du Haut Sénégal-Niger.
- 1908-1910 - Révolte des chefs mossi contre l'impôt.
- 1912 - Début des recrutements militaires.
- 1916-1917 - Révolte Gourounsi - Lobi.
- Mars 1919 - Création de la colonie Haute Volta.
- Mai 1919 - Arrivée du Gouverneur E. Hesling.
- 1922 - Croissance des recrutements.
- 1925 - 6 000 km de route sont construits.
- 1925-1930 - Développement des cultures de rente.
- 7.8.1927 - Fin du gouvernement de E. Hesling;
- Septembre 1932 - Démembrement de la Haute Volta.
Toute la région considérée ici est rattachée à la Côte-d'Ivoire.
- Avril 1946 - Suppression du travail forcé.
- 1947 - Reconstitution du territoire de Haute Volta.
- 5 Août 1960 - Indépendance de la République de Haute Volta

Nous ne détaillerons pas ici les mouvements et décisions politiques de la Colonie de Haute Volta. Les éléments déterminant pour la compréhension des modalités d'occupation seront présentés dans la suite de ce travail.

CONQUETE COLONIALE
ET
ECLATEMENT DES AIRES D'HABITAT

Le desserrement de l'espace utilisé
1896 - 1918

A) LA CONQUETE COLONIALE, UN PREMIER TRAUMATISME POUSSANT LES POPULATIONS A L'ISOLEMENT.

L'arrivée de Voulet à Ouagadougou, ne se fit pas sans heurt et eut de lourdes conséquences sur l'occupation temporaire des vallées des Volta Blanche et Rouge.

1) - La pacification.

En septembre 1896, Ouagadougou fut brûlée tandis que le Morho-Naba se réfugiait vers le sud, recevant l'aide des chefs de Boulssa, Béré, Djiba, Manga, Nobéré et Rissouma. Rapidement, Nobéré retira son allégeance à Morho-Naba Wobogo, qui fut poursuivi en décembre 1896 dans la région de Kombissiri par les troupes françaises. De nombreux villages furent brûlés en chemin, tandis que les Naba de Mané et de Boussouma se soumirent après la mise à sac de leurs villages.

Dès janvier 1897, Voulet, qui aurait été soutenu par la chefferie de Nobéré, porta Morho-Naba Siguiri au pouvoir. Morho-Naba Wobogo demeura alors dans la région de Manga dont il avait le soutien. En février, Voulet marchait sur Tenkodogo, où il fixa une ligne de démarcation avec Stewart, commandant des forces britanniques, et en profita pour prendre parti dans les querelles de chefferie de cette région, qui duraient depuis près de 10 ans. En 1898, la marche de Morho-Naba Wobogo sur Kombissiri derrière les troupes anglaises du colonel Northcott ne donna aucun résultat pour lui et l'ancien Boukary Koutou dut s'exiler en Gold Coast britannique dont il ne sortit plus.

2) - La mise en mouvement des populations (cf. Figure II)

Cette conquête eut pour conséquence la mise en mouvement des populations et brisa le cadre des zones d'habitat traditionnel. De nouveaux villages furent créés par les populations du canton de Kombissiri, mis à sac par Voulet en 1896, dans la région de Nobéré, alors alliée des Français.

Dans les chefferies de Manga, la crise fut grave et le départ de Morho-Naba Wobogo entraîna de grandes craintes chez les populations. Certaines le suivirent dans son exil, d'autres

vinrent s'installer dans la forêt de la Volta Blanche; à l'abri des pillages des troupes françaises. Il en alla de même dans la sous-préfecture de Garango touchée par le passage de la colonne française, lors de sa marche sur Tenkodogo ; le mouvement de fuite vers des zones refuge se fit dans trois directions: d'une part, vers le nord, vers la vallée déserte de la Dougoula Mondi, d'autre part vers les forêts non occupées du sud du pays bissa, en direction de la Volta Blanche ; enfin vers le Yériba totalement désert à cette époque.

De la même manière, la prise de position de Voulet dans les querelles de Tenkodogo et la remise du pouvoir au légitimiste entraînent la fuite du territoire traditionnel de nombreux opposants au nouveau Naba(1). Ils se réfugièrent en partie à l'ouest de la Volta Blanche dans les cantons de Beka et de Yoroko, mais aussi plus au sud dans le pays Koussacé actuel, alors d'obédience britannique, où ils créèrent de nouveaux villages. Les débuts de mise en place d'une administration, avec la création en 1902 du territoire civil de Sénégal Niger, ne devait pas arrêter ce mouvement ; ils accentuèrent au contraire la pression mossi sur le pays gourounsi, à l'ouest de la Volta Rouge, où de nouveaux villages furent créés... Dans le même temps, les premiers recensements et surtout les réquisitions et les impôts précipitèrent les mouvements de population. De nombreux Nankana et Kasséna de Tiébélé, par exemple, gagnèrent la Gold Coast, alors que la délimitation de la frontière n'était pas encore faite. D'autres passèrent sur la rive droite de la Volta Rouge et s'implantèrent entre celle-ci et les régions bissa du Léré.

3) - La forêt : une zone d'insécurité devenue lieu de refuge.

La colonisation et les conditions qu'elle créa, changèrent la signification des zones désertes jouxtant les vallées des Volta. Les multiples razzias nakomsé, mais aussi dagomba, en avaient fait des zones d'insécurité où les imprudents qui s'y aventureraient risquaient fort d'être capturés puis vendus comme esclaves. Binger notait en 1887, la peur des habitants

(1) Abandon par exemple de quartiers entiers de Zepa.

du Gourounsi de s'éloigner de leur village et, s'ils devaient le faire, ils préféreraient rentrer chez eux sans utiliser chemins et sentiers, de crainte d'y rencontrer un groupe de cavaliers (1). Il en allait certainement de même dans les vallées des Volta Blanche et Rouge. Le seul espace de sécurité était alors formé par les zones densément peuplées où l'entraide pouvait permettre de se défendre contre les agressions des bandes armées.

La pénétration française inversa les espaces de sécurité et les espaces où le risque dominait. La force des colonnes françaises, découlant de leur organisation et de leur armement, leur permettent d'attaquer les villages, de les piller et pour le moins, de les soumettre... Elles ne s'aventurèrent guère dans les régions non peuplées, inintéressantes dans la mesure où ces colonnes ne pratiquaient pas la capture des esclaves pour la vente et devaient vivre sur le pays. Celles-ci étant par ailleurs largement débarassées des groupes pilleurs et raziEURS traditionnels, la seule chance d'échapper au massacre pour les hommes et à la captivité "mariée" pour les femmes était de fuir en brousse, hors d'atteinte des colonnes de "pacification".

Ainsi, en quelques années, les pôles d'attraction de la population s'inversèrent-ils. Voulet, puis Hugot pacifièrent le Gourounsi avec l'aide de Hamaria, l'un des anciens lieutenants de Babatu... Ils l'ouvrirent ainsi aux Mossi qui commencèrent à ressentir le poids de l'administration coloniale. Il en fut de même sur toutes les marges des vallées des Volta. La sécurité n'était plus dans le regroupement mais, au contraire dans l'isolement.

Cependant, cette période "guerrière" de la pacification fut de courte durée ; rapidement (1905-1906), une administration civile se mit en place.

(1) Binger.op.cit.T.I. p.427 et suivantes.

B) L'ADMINISTRATION COLONIALE 1905-1918
LE DEVELOPPEMENT DES FORETS REFUGE.

Dès les premières années suivant l'installation des administrateurs, la pression sur les populations fut vive et réorganisations politiques, impôts et réquisitions se développèrent. Les réactions des populations ne se firent pas attendre : les fuites vers d'autres territoires ou vers les zones non peuplées et les résistances diverses furent alors monnaie courante. Suivant les mouvements ayant vu le jour lors de la phase de conquête, de nouveaux villages se créèrent et l'aire occupée se distendit considérablement. Ce sont les régions les plus proches des postes administratifs qui virent les départs les plus nombreux.

1) - Les charges.

La mort de Morho-Naba Siguiri, en 1905, donna à l'administration française l'occasion de faire nommer un nouveau chef mossi en qui elle pourrait avoir confiance, et d'agir sur l'organisation politique du pays. Les pressions de l'administration firent élire Saïdou Congo (1), fils de Siguiri et âgé de seize ans. Cantons et principautés purent alors être remaniés sans tenir compte des hiérarchies traditionnelles et en plaçant aux postes importants les personnes les mieux disposées à l'égard des français.

Depuis 1903, les chefs indigènes étaient autorisés à percevoir l'impôt et on leur accordait une commission sur les recettes afin d'assurer son paiement régulier (2). Le poids de l'impôt devint, pour les autochtones, de plus en plus lourd : "cet impôt, tout d'abord léger, a rapidement augmenté en quelques années. En 1903, il s'élevait à 311 000 francs pour le territoire de Ouagadougou (3)(...). En 1904, il fut porté à 360 000

(1) Sous le nom de Morho Naba Kom II.

(2) décrets de juillet et novembre 1903 cité par E.P. Skinner 1966 p. 345.

(3) Préfectures actuelles de Ouagadougou et Tenkodogo et sous-préfectures de Léo.

francs, puis en 1905 à 555 000 francs et en 1910 à 656 000 francs. En outre, à partir de 1908, il fut perçu avec tant de rigueur et à si bref préavis que tout se passait comme si le montant de l'impôt avait triplé..."(1). Or jusqu'au début du XXème siècle, aucun impôt régulier ne fut perçu. Le Morho-Naba et les autres chefs versaient des taxes, comme dans le système traditionnel. Il fallait désormais que la Haute Volta participât au développement général de l'Afrique et surtout qu'elle couvrît les frais de son administration. Ce lourd handicap pesa longtemps sur le pays. De nombreux chefs, dont ceux qui avaient été déchus ou abaissés, refusèrent à partir de 1908 de payer l'impôt, jugé trop lourd, et combattirent la police... Ce "mouvement" dura jusqu'en 1910, date à laquelle les expéditions punitives et le "cassage" des villages ramèneront l'ordre.

Dans le même temps, les réquisitions et les prestations demandées aux populations allèrent en s'accroissant. En 1920, le premier recrutement de tirailleurs se fit sans difficulté mais il n'en alla pas de même les années suivantes, alors que les Naba avaient été autorisés à saisir les biens de ceux qui n'avaient pas acquitté l'impôt.

Les forêts étant encore largement inoccupées le long des Volta et le travail abondant en pays ashanti où les impôts étaient inexistantes, comme dans l'ensemble de la Gold Coast, deux mouvements souvent confondus, se développèrent. D'une part la création de villages "accidentels" dans la forêt se poursuit, d'autre part la migration vers le territoire britannique s'accroît à la suite du commerce vers le sud, continuation des échanges traditionnels transformés en mouvement obligatoire par la généralisation d'un impôt trop lourd.

2) - Le peuplement des vallées : une tentative de fuite devant des charges trop lourdes (cf. figure III)

Alors qu'une partie de la population des cercles de Ouagadougou et de Tenkodogo, commençait à s'exiler en Gold Coast -

(1) Tauxier : Les Noirs du Soudan. Paris Larose 1912 p.538.

où le chef de canton de Bittou était parti en 1908 (1)-, des populations de plus en plus nombreuses gagnèrent les forêts des Volta Rouge et Blanche. Une partie seulement de ce mouvement sera recensée par l'administration.

Au Léré, de 1903 à 1910, la population administrative passa de 17 248 à 26 807 habitants, soit un taux d'accroissement de 6,5 % l'an. "La croissance la plus forte se manifeste dans le canton du Nord (Yériba) où de nouveaux villages se créent"(2). Quant aux Mossi, ils sont nombreux à partir vers les cantons de la rive droite de la Volta Rouge, mais aussi à créer des villages au sud de leurs aires traditionnelles et ce jusqu'au Léré. Ils gagnent alors, à plus de trente kilomètres des dernières installations fixes, des habitats nouveaux isolés en pleine forêt.

Partout l'administration constate "l'augmentation rapide de la population des villages voisins de la zone désertique où des villages se créent"(3). Les administrateurs considèrent alors qu'un "mouvement continu pousse les indigènes à quitter les régions surpeuplées (...) et leur permet d'échapper ainsi à toutes les charges"(4).

En 1915, les impôts et les prestations sont fortement augmentés alors que partout, les populations étaient affectées par la famine consécutive aux mauvaises précipitations de 1913-1914, qui faisaient suite aux maigres récoltes qui se succédaient depuis 1908. En réaction, on note le développement du commerce avec le sud, que l'impôt rendait obligatoire et que l'administration encourageait. Le capitaine Lambert estime en 1907 que "cinq à six mille têtes de bétail franchissent chaque année la limite sud du pays mossi pour être vendues sur les grands marchés de Gold Cast, en tout premier lieu Salaga (5). En 1921, c'est à 30 000 têtes de bovins que l'on estimait les départs

(1) Rapport politique mensuel février 1910 Tenkodogo. Archives d'Abidjan. dossier n°5EE 16 (1/2)

(2) Rapport de tournée. M. Barrat 1910. dossier 5 II 16 (1/2)

(3) Rapport de tournée. M. Allarousse 8/4 au 3/5 1912. Dossier 5 EE 16 (1/4).

(4) Rapport mensuel 1914. Tenkodogo. 5 EE 15 (3/4)

(5) Cité par Izard. 1970. p.385.

de Pouytenga vers Kumasi (1).

En 1910, l'administration française note "la perpétuelle fuite de Nankana en pays britannique", tandis que "les quartiers rebelles de Zecco s'enfuient en Gold Coast"(2). En 1912, c'est au tour du Bargansé Naba de franchir la ligne de démarcation(3), alors que les cantons de Sanogho, Boussouma, Niarba et Niaogho voient de nombreux départs vers la colonie britannique (4). En 1913, c'est le village de Sia, du canton de Pô qui est totalement déserté, chef en tête, tandis que la famille du chef de canton s'exile à Naouri...(5). L'importance indéniable de ces mouvements non quantifiables cependant, ne semble pas atteindre celle des créations de nouveaux sites d'habitat entre Volta Blanche et Volta Rouge, très nombreuses au cours de cette période.

De 1906 à 1918, les populations mossi et bissa de la zone concernée créent 99 des 191 nouveaux villages formés de la conquête coloniale à 1928. De la conquête à 1905, 56 villages nouveaux avaient vu le jour et deux seulement avaient été abandonnés dans le canton de Nobéré qui représente une particularité. Les populations les plus actives étaient formées des Bissa qui entamaient la conquête systématique du Yériba mais s'étendaient aussi vers le sud. (cf. tableau I, II, et III).

Quelle que soit l'ethnie, les regroupements de populations, isolés dans la forêt se firent plus nombreux et la volonté de se situer dans les régions les moins accessibles à l'administration fut évidente (cf. figure III). Les implantations nouvelles de Bissa de Garango furent plus nombreuses dans le Yériba, difficile à atteindre à partir de Tenkodogo, et hors des grandes pistes, que dans le pourtour du pays de la Volta Blanche. Les Mossi, accentuant leur mouvement vers le sud, adoptèrent la même stratégie de camouflage. De la même manière, les limites du Léré éclatèrent vers la Volta Rouge d'une part, où les Bissa rencontrèrent des Nankana et des Kasséna de Tiébélé et de Ziou, et vers le Yériba d'autre part, où ils vinrent jouxter les Bissa de Garango.

(1) Rapport agricole annuel Tenkodogo RR 138.

(2) Rapport de tournée d'ensemble du cercle mossi. 1910.5EE 16(1/2).

(3) Rapport de tournée Tenkodogo 5EE 15 (1/4).

(4) Rapport mensuel Tenkodogo 5EE 17 (6/3).

(5) Léo. Rapport politique mensuel. Janvier. 5EE 17 (5/2).

TABLEAU I

Créations et abandons de villages mossi

		1	2	3	4	5
Peu avant la conquête	nb	7	0	7	2	5
	%	15 %	-	10,6%	4,8%	4,4%
Dela conquête à 1905	nb	16	9	25	0	30
	%	34 %	47 %	37,8%	-	93,7%
1905- 1918	nb	20	9	29	2	57
	%	42,5%	47 %	44,8%	4,8%	93,4%
1919-1927	nb	3	1	4	4	57
	%	6 %	5,2%	6 %	9,7%	87,7%
1928-1947	nb	1	0	1	24	34
	%	2 %	-	1,5%	58,5%	51,5%
1947-1960	nb	0	0	0	9	25
	%	0	0	0	22 %	37,8 %
Total	nb	47	19	66	41	19
	%	100 %	100 %	100 %	62 %	28,8%

Légende :

- (1) - villages créés qui seront abandonnés.
 - (2) - villages créés existants actuellement.
 - (3) - Total 1 + 2.
 - (4) - villages abandonnés au cours de la période
 - (5) - solde des villages à la période considérée.
- Le pourcentage de villages existants encore est calculé par rapport au nombre de villages créés.

TABLEAU II

Créations et abandons de villages boussancé.

(Province de Garango).

		1	2	3	4	5
Avant la conquête	nb	1	0	1	0	1
	%	4 %	0	2 %	-	100 %
Conquête à 1905	nb	7	5	12	0	13
	%	29 %	23 %	26 %	-	100 %
1905-1918	nb	8	14	22	0	35
	%	33 %	63,5%	48 %	-	100 %
1919-1927	nb	8	3	11	8	38
	%	33 %	13,5%	24 %	33,3%	82,6%
1928-1947	nb	0	0	0	6	32
	%				25 %	69,5%
1948-1960	nb	0	0	0	9	23
	%				37,5%	50 %
Total		24	22	46	23	22
		100 %	100 %	100 %	50 %	47,8%

Légende idem I

TABLEAU III

Créations et abandons de villages à partir du Léré.et
du Koussacé.

		1	2	3	4	5
Conquête - 1905	nb	15	4	19		19
	%	37,5%	65 %	23,7%		100 %
1905-1918	nb	22	26	48		67
	%	55 %	65 %	60 %		100 %
1919-1927	nb	3	6	9	6	70
	%	7,5%	15 %	11,5%	15 %	92 %
1928-1947	nb	0	4	4	22	52
	%	0	10 %	5 %	55 %	65 %
1948-1960	nb	0	0	0	10	42
	%	0	0	0	25 %	52,5%
Total	nb	40	40	80	38	40
	%	100 %	100 %	100 %	47,5%	50 %

Légende idem I

Cette période correspond à une distension très forte des anciennes limites d'habitat. La règle devint la dispersion maximale... Ces mouvements de peuplement des vallées s'accompagnaient d'un dépeuplement de nombreuses aires d'habitat traditionnelles.

Dès 1910, l'administration constata le dépeuplement du canton de Bané, dont les habitants gagnèrent les rives de la Volta Blanche et le Yériba (1). Les cantons de Boussouma et Pissila virent aussi leur population diminuer (2). En 1912, l'administrateur de Tenkodogo constatait la fuite des populations du Yanga(3)... tandis que de fortes turbulences de population au nord-ouest du cercle de Ouagadougou étaient notées, et que les cantons de Niou et de Sao se dépeuplaient (4).

Les administrateurs n'étaient cependant pas inquiets. Ils avaient des difficultés à récolter l'impôt, mais leur attention était plus attirée par la création de nouveaux villages à recenser que par les fuites de population ou la signification même de ces mouvements.

Dès 1910, les tournées se multiplièrent pour "visiter les nouveaux villages installés depuis peu dans les régions désertiques"(5) et, en général, seul le phénomène "frontière" était accusé de gêner la rentrée de l'impôt. Les nouveaux villages semblaient être "appelés à prendre un grand développement car de nombreuses familles (voulait) s'installer dans la région"(5). Il apparaissait alors à l'administration qu'une redistribution de la population était en cours, conséquence logique de la pacification. Les abandons, dans la circonscription de Ouagadougou, affectaient surtout les limites est et sud-est du cercle ainsi que celles de l'extrême nord. "De nouveaux villages se sont créés ces dernières années dans la zone désertique qui sépare

-
- (1) Rapport de tournée M.Barrat 1910 5EE 16 (1/2)
 - (2) Rapport mensuel du cercle mossi : 5EE 15 (3/3)
 - (3) Rapport mensuel 1912 5EE 17 (6/3)
 - (4) Rapport de tournée du 6 au 30/4/1915 5EE 16 (1/7)
 - (5) Rapport de tournée du résident de Tenkodogo.

la circonscription en deux parties. Un mouvement continu pousse les indigènes à quitter les régions surpeuplées(...) (et) donne prétexte à de nombreux indigènes pour quitter leur village sans prévenir et leur permet d'échapper à toutes les charges⁽¹⁾. On commença alors à reprocher à ces mouvements d'être une tentative de fuite devant les impôts et les réquisitions.

3) - Eclatement de l'espace cultivé et modifications agraires

Les mouvements de distension des zones d'habitat et de culture, conduisirent les Bissa à cultiver des sols nouveaux. Jusqu'en 1905, les Bissa du Léré ne mirent pratiquement en valeur que des vertisols reposant sur des matériaux argileux gonflants, il en allait de même de leurs cousins de Garango qui utilisaient aussi des sols à pseudo-gley hérités, associés parfois à des lithosols sur granite. A cette époque, limites d'utilisation du sol et limites pédologiques correspondaient, tant au Léré qu'au nord du Boussanga. Les nouvelles extensions territoriales rompirent cette concordance.

Les villages du Yériba, formés par des immigrants originaires du Boussanga, du Léré et du Mossi, se développent sur des sols sableux ou gravillonnaires reposant sur des matériaux argilo-sableux épais et au drainage interne limité. De même, vers le nord, les Bissa s'étendent sur des sols halomorphes, associés à des lithosols sur granites. Il est difficile d'évaluer l'importance, au niveau cultural, du changement survenu dans les types de sols mis en valeur. Ces villages nouveaux échappèrent certainement un certain temps aux cultures obligatoires de coton et d'arachide. Par contre, ils se trouvèrent confrontés à un nouveau problème qui devait se répercuter sur les techniques agraires. Lorsque l'on se réfère aux superficies utilisées par les Bissa à la conquête coloniale, leur exiguïté surprend (cf. carte VIII). Elles s'étendront ensuite largement. Comme le croît démographique était déjà, en grande partie, absorbé par les

(1) Rapport mensuel 1914 Tenkodogo. 5EE 15 (3/4).

émigrations, les densités par terroirs diminuèrent fortement et furent sans doute divisées par deux, sinon par trois. Il en résulta une "extensification"(1) des techniques agraires. C'est certainement à cette époque que les parcs à Acacia albida furent délaissés... Il n'en subsiste plus aujourd'hui que quelques maigres lambeaux ébranchés. Nous y reviendrons.

L'extension territoriale amena ainsi une modification dans l'utilisation traditionnelle des types de sol, en même temps qu'une forte diminution des densités humaines supportées par les terroirs villageois. Elle eut pour conséquence la transformation des techniques culturelles. Ce mouvement se poursuivit avec la création de la Haute Volta et l'arrivée du Gouverneur Hesling en 1919. Une nouvelle période s'instaura alors qui tenta de remédier aux fuites de population et de promouvoir le développement économique de la Haute Volta.

(1) "extensification", néologisme qu'il nous faut créer comme contraire d'"intensification".

LA DISPARITION DES FORETS REFUGE

ET

LA FUIITE VERS LA GOLD COAST

1918 - 1946

LA CONTRACTION DES AIRES D'HABITAT

Jusqu'au rétablissement de la Haute Volta en 1947, les mouvements spontanés de population, tant internes au territoire voltaïque qu'en direction de la Gold Coast, furent fortement influencés par les différences économiques et politiques existant entre colonie française et colonie britannique. L'isolement dans les forêts devint alors un moyen inefficace pour échapper aux prestations, aux réquisitions et aux impôts. La contraction des aires d'habitat débuta en même temps que le mouvement d'émigration vers la colonie anglaise voisine s'accrut.

A - La politique de mise en valeur et la fin des aires refuge.
1919-1928

Grands travaux et cultures obligatoires.

Le nombre de villages nouveaux créés durant cette période diminua considérablement : vingt quatre seulement virent le jour au cours de cette décennie. Par contre, dix huit sites d'habitat furent abandonnés tandis que l'administration durcisait ses positions et tentait de faire du centre du pays mossi une zone prospère et exportatrice de denrées agricoles.

1) - Création et politique de la Haute Volta.

Après la création de la colonie de la Haute Volta et la nomination du gouverneur Hesling en 1919, les résistances aux recrutements s'accrurent. De plus en plus, ceux-ci s'effectuèrent par la force ; les désertions devinrent nombreuses et les mutilations volontaires pour y échapper, fréquentes.

Les entreprises forestières de Côte d'Ivoire réclamèrent, dès la création de la nouvelle colonie, l'intervention de l'administration pour leur fournir de la main d'oeuvre.

En 1922, après un refus catégorique, le gouverneur Hesling observa une attitude bienveillante à l'égard des recrutements, puis à partir de 1927, il autorisa les administrateurs à prêter, "dans une mesure restreinte", leur concours officieux aux agents recruteurs (1).

(1) J.Y. Marchal 1974.

Or, les conditions de travail sur les chantiers étaient déplorables, et, en dépit des textes législatifs, le travail forcé, instauré. En raison de cette situation, le gouverneur général BRUNET, dans une correspondance adressée au gouverneur de la Côte d'Ivoire relative à 1 200 travailleurs affectés en Côte d'Ivoire à des travaux d'intérêt généraux notait : "nul doute que le déchet ne soit considérable. Le résultat immédiat sera de détourner pour de nombreuses années la population mossi de la Côte d'Ivoire et de compromettre ainsi nos projets d'avenir pour cette colonie"...

La pression pour le recrutement augmentera constamment parallèlement à l'accentuation des prestations exigibles. En 1922, la colonie de Haute Volta dut fournir six mille travailleurs pour la voie ferrée Thiés-Kayes et deux mille pour celle de Côte d'Ivoire, renouvelables tous les six mois... Dans le même temps, chaque personne active (environ 80 % de la population comptée comme active !) devait sept jours par an de prestations diverses en sus des impôts. De temps à autre, l'administration s'émouvait des conditions faites aux populations. Mais cela restait de courte durée et toujours sans conséquences pratiques. "Une industrie nouvelle est née (en Haute Volta) ; c'est le trafic des manoeuvres, engagés par des intermédiaires, transportés par camion en Côte d'Ivoire et cédés au plus offrant contre le versement d'une prime. Le commerce du bois d'acajou a ressuscité, dans une certaine mesure la traite du bois d'ébène"(1).

Alors que les ponctions de main d'oeuvre se faisaient de plus en plus lourdes, le gouverneur Hesling lançait un vaste programme de développement agricole et de construction de routes. En 1925, 6 000 kilomètres de routes étaient construits avec de solides ponts en bois ayant nécessité de nombreux jours de portage à tête d'hommes(2), cela représentait environ un huitième de

(1) Lettre du gouverneur par intérim Arnaud au gouverneur de la Côte d'Ivoire. 1927 cité par Lacardelle 1947 et par J.Y. Marchal 1975.

(2) Certains existent encore de nos jours, comme sur la route Ouagadougou-Léo, au nord de la Volta Blanche (inutilisé toutefois ou entre Léo et Kassou, plus petits, mais toujours en service.

tout le réseau routier de l'A.O.F.... Ordre fut donné en même temps aux populations d'augmenter considérablement les superficies cultivées :

"Je désire qu'en cette matière, non seulement de simples conseils mais des ordres fermes soient donnés aux chefs et aux indigènes, pour que les cultures soient sensiblement augmentées (...). Les indigènes ne doivent pas se contenter de cultiver comme ils le font généralement, uniquement pour leurs besoins personnels, ils doivent produire un excédent, mis en réserve ou destiné à la vente sur le marché".(1)

Ceci ne concerne pas seulement les cultures de subsistance mais aussi les cultures de rente telles que le coton puis l'arachide. Hesling pensait en effet que le territoire de la Haute Volta "peut et doit exporter des milliers de tonnes de coton aussitôt qu'un mode de transport facile et économique aura été créé" (2).

Afin de parvenir à ce résultat, différentes mesures furent prises. Ce fut d'abord la création des champs obligatoires devant être cultivés en coton, puis l'ordre donné aux chefs de faire doubler les superficies cultivées(3). Mais ces tentatives pour améliorer des productions agricoles qui nécessitaient une augmentation des temps de travaux s'effectuaient parallèlement aux efforts que l'on exigeait de la population pour fournir une main-d'oeuvre abondante aux compagnies ivoiriennes et pour participer aux différentes tâches d'entretien et de construction d'infrastructures en Haute Volta. Cette situation entraîna de forts mouvements de population, tant vers les marges des circonscriptions que d'une circonscription à une autre ou, très communément, vers la Gold Coast voisine. L'administration commença alors à s'émouvoir des mouvements de fuite vers le territoire britannique mais aussi des mouvements à l'intérieur de la colonie ayant pour but de faire échapper les populations au contrôle

(1) Hesling Lt gouverneur de la Haute Volta. Dossier RR 90.

(2) Cité par Skinner 1964. p. 354.

(3) Rapport mensuel juin 1926. Ouagadougou.

administratif. Elle tentera de supprimer ces turbulences par la surveillance de tous déplacements, qui nécessiteront dorénavant une autorisation préalable de l'administration.

2) - Fortes turbulences des populations et fuites.

L'analyse des créations et des abandons de villages, au cours de cette période, ne suffit plus à expliquer les déplacements de population que la région a connus car les fuites vers la Gold Coast devinrent très nombreuses. Cependant, les renseignements tirés des archives étant beaucoup plus nombreux et les recensements plus précis, il est possible de dresser un tableau des différentes réactions offertes par les populations à la "mise en valeur" de la Haute Volta.

a) Les mouvements internes (cf. figures IV et V)

L'administration eut beaucoup de mal à contrôler les mouvements de population. Le plus souvent, elle ne put que se borner à les constater et à donner des ordres, souvent sans effet, pour que les populations regagnent leurs aires d'origine.

La création de nouveaux villages fut alors notée dans les régions les moins fréquentées par les gardes-cercles et les administrateurs, c'est-à-dire dans les zones bordant les Volta Rouge et Blanche, et ce, toujours avec plusieurs années de retard. Trois directions principales de migrations internes agricoles se révèlent :

il y eut d'abord des mouvements de populations bissa, koussassé, et mossi du cercle de Tenkodogo vers celui de Fada N'Gourma, à l'est. Il nous est toutefois impossible de les chiffrer.

Vint aussi, un déplacement important de la région de Nobéré vers le cercle de Léo, qui alimenta un fort peuplement mossi dans les régions de Tuili, Bagata, Ooyu, mais aussi Guiaro et dans une moindre mesure Pô qui s'apparentait plus à une escale vers la Gold Coast qu'à une zone d'implantation.

Ces mouvements furent précoces et en général antérieurs à 1923, où les recensements de Nobéré constataient une diminution de 40 % de la population depuis 1915 (1).

(1) Rapport mensuel septembre. Ouagadougou. 5EE 15 (3/11).

Mais le plus important transfert de population, à l'intérieur du cercle, se fit en direction du sud du pays mossi et du sud-ouest du cercle de Tenkodogo, entre Volta Blanche et Volta Rouge, là où les terres libres étaient nombreuses, mais aussi là où les administrateurs rencontraient des difficultés pour se déplacer souvent, en raison de l'éloignement de Ouagadougou et Tenkogodo. Ces régions apparaissaient encore comme des terres neuves aux résidents, malgré la forte implantation humaine que le Yériba connut durant la période précédente. Les administrateurs constataient d'autre part que l'implantation de nouvelles populations se poursuivait :

" Il existe presque partout, le long de la Volta, dans l'ouest du cercle, une zone assez boisée déserte et dont le sol est en général très fertile. Quantité de Mossi et de Boussancé en ont entrepris, d'ailleurs sans méthode, la colonisation(...). Chaque année les parties cultivées s'étendent, la population s'accroissant très vite sur place, et beaucoup de nouveaux arrivés venant s'installer chaque année" (1).

Ce mouvement ne concernait pas seulement les zones proches des Volta, mais aussi les régions frontalières où, en 1924, lorsque la frontière venait d'être délimitée en accord avec les Britanniques, le résident de Tenkodogo notait que "de nombreux villages ont tendance à se former dans le no man's land avant la frontière de Gold Coast"(2).

Le retard apporté par l'administration aux recensements des nouveaux sites d'habitat ne lui permit que rarement d'évaluer l'ancienneté des implantations. Cependant, lorsqu'elle fournit des renseignements, ceux-ci sont toujours recoupés par les données de nos enquêtes.

Les populations qui se dirigeaient vers ces zones de colonisation avaient trois origines ethniques principales (cf. figure IV)

(1) Rapport agricole annuel Tenkodogo 1921. RR 138.

(2) Rapport politique mensuel juin 1924. 5EE 15 (3/12)

Ce furent d'abord des Mossi de la région de Manga qui quittèrent le plateau, bien contrôlé, pour s'enfoncer vers le sud, en direction du Yériba et de la forêt de la Volta Rouge. Ils ne s'approchèrent toutefois que très rarement des grandes vallées.

Ce furent ensuite, les Bissa de Garango et du Léré qui terminaient presque le peuplement du Yériba, et qui progressaient aussi vers le nord, vers la Dougoula mondi, où l'extension des zones utilisées n'avait jamais été aussi grande. Enfin, ils pénétrèrent largement aussi dans les cantons mossi jouxtant la Volta Blanche.

Les Gourounsi de Pô et de Tiépélé furent aussi de plus en plus nombreux à franchir la Volta Rouge en direction du canton de Zabré en pays bissa (1), mais aussi vers le canton de Zourma et le sud de celui de Manga.

Les rapports des années suivantes continuèrent à noter les mêmes axes de déplacements, en y ajoutant le mouvement bissa vers la Volta Blanche et le pays mossi : " un mouvement d'exode porte les populations de Tenkodogo vers les cantons frontière de Nédogo, Zougou, Mankarga, Gaongho, Sondéré, Kaïbo et Bindé (....) ils devront regagner leur village dès qu'ils auront récolté le mil"(2), ce qui n'était pas fait en 1927: "les Boussancé émigrés dans la province du Kamsorho n'ont pas rejoint Tenkodogo (3)".

Cependant, ces mouvements de création de nouveaux villages et de développement de sites d'habitat, isolés s'accompagnèrent de turbulences nombreuses qui firent déjà abandonner des villages nouvellement créés. Les populations regagnèrent parfois leurs zones d'origine mais se dirigèrent également vers d'autres régions de colonisation ou vers la Gold Coast (cf. figure V). Mis à part pour les Mossi partis sur la rive droite de la Volta Rouge, les retours vers les lieux d'origine restaient rares et, ne concernaient que quelques villages bissa installés à proximité de

(1) Ainsi, en 1924, 24 chefs de case et leurs familles ont quitté Nougou pour se rendre sur le territoire de Tenkodogo, 15 cases de Kabrikogagogho partaient vers le Yanga, 8 cases de Ziou s'installèrent vers Sampargou... Tenkodogo notait aussi l'arrivée de très nombreuses familles mossi de Manga dans le Léré et les forêts de Volta Blanche et Rouge, et était averti par Ouagadougou que des "Nankana allaient s'installer dans le canton de Zourma". (Rapports mensuels Ouagadougou et Tenkodogo).

(2) Rapport mensuel mai 1926. Ouagadougou X. 13-245 (5081)

(3) Rapport mensuel janvier 1927 Ouagadougou " " "

la Volta Blanche. Les mouvements vers le Yériba, vers les nouveaux villages et vers la Gold Coast furent largement prédominants. La forêt de la rive droite de la Volta Rouge apparaît comme une exception avec de nombreux retours vers le canton de Nobéré qui avait déjà connu, avant la colonisation, une évolution particulière : en 1925, 15 cases parties à Coumbili une dizaine d'années plus tôt, réintégrèrent Nobéré (1). En 1926, les mossi de Guiaro reçurent l'autorisation de s'installer dans le canton de Woko, rattaché à Nobéré (2), tandis que la population de Tiacané avait perdu 25 % de ses effectifs : "Les Mossi de Nobéré venus vers 1920, sont retournés chez eux"(3). La construction de la route Ouagadougou-Pô était alors terminée et il y avait beaucoup de travaux à effectuer sur celle joignant Pô à Léo...

Ainsi, pour échapper, autant que faire se peut, aux réquisitions et aux impôts, ces populations ont-elles constamment joué sur les marges des circonscriptions administratives et tenté de s'isoler au maximum : Des Mossi s'installèrent chez les Bissa et les Gourounsi de la rive droite de la Volta Rouge, des Bissa chez les Mossi, tandis que les Gourounsi pénétraient dans les aires de peuplement des deux ethnies précédentes.

Il faut dire que la rive droite du sud de la Volta Rouge était beaucoup mieux contrôlée par l'administration que le reste des rivières grâce à la création du poste de Zecco dès 1911 et à celle de la subdivision de Pô en 1922. Cependant, ces mouvements internes à la colonie, s'accompagnaient déjà d'un fort mouvement d'exode vers la colonie britannique voisine, entraînant un dépeuplement de tout le centre-sud voltaïque.

b) Le développement des fuites vers la Gold Coast.

Les fuites de populations vers la Gold Coast furent notées par les administrateurs dès 1908, et ces mouvements ne firent que s'accentuer dans les années suivantes.

(1) Rapport mensuel janvier Ouagadougou 1925. 5EE15 (3/13)

(2) " " mai Ouagadougou 1926. X13.245.(5081).

(3) " " juillet Ouagadougou 1926 X.13.245 (5081)

Les cantons les mieux contrôlés ou les plus proches de la frontière furent les premiers touchés. Bittou en 1908, le pays Nankana dès 1910 par exemple. Mais ce phénomène ira s'accroissant profondément avec l'alourdissement des réquisitions, du travail obligatoire, le développement des cultures de rente et des impôts. En 1919, le résident de Tenkodogo signalait que "cinq à six cents personnes des cantons de Fottigoué et Yargatenga étaient parties au Togo et en Gold Coast. Dans le canton de Youga le nombre d'imposables est passé en deux ans de 4 000 environ à 1 400 (...). Dans le cercle, de 3 à 4 000 personnes ont agi de même pour fuir le recrutement. De nombreux villages ont vu leur population diminuer de 25 à 30 %. Les indigènes étaient accompagnés de nombreux chefs de groupe"(1). En 1922, Kabrikogagogho se révoltait, puis la majorité des habitants fuyait en Gold Coast "afin d'échapper aux impôts et prestations"(2). Le village de Zelego s'installait de l'autre côté de la frontière ; Zongo et Yoro étaient en grande partie abandonnés et "les sanctions disciplinaires étaient inefficaces"(3). En 1924, l'administration s'alarme par la voix de l'administrateur en chef Arnaud de l'émigration en Gold Coast depuis 1919 (4), mais aucune action n'était entreprise pour supprimer les causes de cet exode qui touchait toutes les ethnies, y compris les Peul qui commençaient à fuir vers le sud pour échapper à une imposition de plus en plus lourde (supérieure à celle des paysans), tandis que les "gens du nord" devenaient fort nombreux à se diriger vers le territoire britannique, tout comme ils fuyaient vers le Mali ou Aribinda, au Sahel.

Il est cependant fort difficile de chiffrer ces mouvements d'exode, tout comme les déplacements à l'intérieur de la colonie ne peuvent être quantifiés. Quoi qu'il en soit, un dépeuplement généralisé du centre sud de la Haute Volta était amorcé.

(1) Tenkodogo rapport politique du 1er trimestre 1919. 5EE 17(4/6)
(2) P8. Rapport mensuel janvier 1923 Ouagadougou. 5EE 15 (3/11).
(3) Rapport mensuel mai 1929. Ouagadougou. 5EE 15 (3/11).
(4) J.Y. Marchal 1974.

3) - Un dépeuplement généralisé.

De 1923 à 1928, première période où les chiffres ne font pas défaut, seules les sous-préfectures actuelles de Kombissiri, Tiébélé, et Tenkodogo ne perdaient pas de population. Cette dernière sous-préfecture restait excédentaire uniquement grâce à la croissance de la population de Sanga, car tous les autres cantons perdirent une forte partie de leur population, mis à part les cantons de Bissiga et de Loanga qui restaient stables. Au cours de cette période, les sous-préfectures actuelles de Léo, Pô, Tiébélé, Zabré, Manga, Garango et Tenkodogo perdirent d'après les recensements, près de 100 000 personnes, alors qu'avec un taux de croissance annuel moyen de 1,5 %, elles auraient dû en gagner plus de 30 000... De 1926 à 1929, le canton de Ouagadougou perdait 2 000 habitants, quatre cantons de Zorgho, plus de 12 000 et Ziniaré 3 000... Ces chiffres sont évidemment sujet à caution. Les recensements ne sont pas exacts, et la majorité des populations nouvellement venues non comptabilisées... Mais la plus grande partie des départs n'est pas, elle non plus, comptabilisée. Si l'on veut bien estimer qu'une erreur peut compenser l'autre, il faut alors admettre que malgré l'extension des zones mises en valeur, 100 à 150 000 personnes abandonnèrent le centre-sud voltaïque de 1920 à 1928, soit environ un quart de la population résidente en 1920.

Ce sont d'ailleurs les chiffres admis par l'administration coloniale : le rapport mensuel d'avril 1928 de Ouagadougou note que dans la région de Manga "les exodes sont nombreux vers Tenkodogo et la Gold Coast. Les villages du nord ont perdu 30 % de leur population depuis 1925". "Ainsi, Manga a perdu 4 037 personnes depuis 1925. La moitié est au Léré et à Tenkodogo l'autre en Gold Coast"(1). Djiba a perdu 4 659 individus, ce qui fait pour Manga et Djiba 32 % de leurs effectifs partis en Gold Coast et à Tenkodogo, où la pression administrative est plus faible"(2).

(1) Rapport mensuel mai 1928. Ouagadougou X. 13.245 (5081).

(2) Rapport mensuel octobre 1928. Ouagadougou idem.

La même année, 287 personnes de Paha (Pô) partaient en Gold Coast, tandis que 20 chefs de case, du canton de Yargatenga, allaient s'installer à Sansanné Mango... La liste des départs pourrait encore être allongée. Elle ne traduit en fait que l'amorce d'un mouvement qui s'accroît jusqu'en 1946 et qui traduit l'échec de la politique de développement menée par le gouverneur Hesling. Il voulut trop demander aux populations à la fois en main d'oeuvre et en production agricole. Les deux exigences étaient, bien sûr, contradictoires et aboutirent à la dissolution de la Haute Volta en 1932, qui permit un accroissement des recrutements pour les chantiers forestiers. Aucune différence importante ne sera alors notée quant à la politique menée par Abidjan vis-à-vis de la Haute Côte d'Ivoire, à laquelle la région considérée fut rattachée.

TABLEAU IV

Evolution des populations cantonales recensées du centre sud voltaïque

Sous-préfecture	Canton	1923	1928	1948	1903	1910
LEO	Kassou	9 222	5 823	7 322(1)	7 230(2)	
	Bouyounou	9 113	6 646	4 258(1)	7 266(2)	
	Sapouy	5 001	3 264	6 587(1)	6 025(2)	
	Bieha	5 693	3 477	4 630(1)	5 727(2)	
	Total	29 029	19 219	22 798(1)	26 248(2)	
PO	P8	14 732	13 172	8 412(3)	11 993(4)	
	Guiaro	3 046	2 943	3 962(3)	3 020(4)	
	Total	17 783	16 115	12 374(3)	15 013(4)	
TIEBELE	Tiébélé	27 514	31 719		24 864(5)	
	Ziou	14 976	15 764		11 224(5)	
	Total	42 490	47 483		36 088(5)	
ZABRE	Gon Bous-	11 532	4 912(6)	5 413(3)	7 991(5)	
	sougou					
	Yakala	2 856	2 356(6)	2 811(3)	2 664(5)	
	Zourma	3 993	2 664(6)	2 698(3)	1 630(5)	
	Youga	4 229	4 076(6)	1 988(3)	2 185(5)	
	Zoaga	13 831	5 748(6)	3 003(3)	3 222(5)	
	Zabré	44 865	25 749(6)	20 510(3)	30 734(5)	17 248
Total	81 306	45 205(6)	36 423(3)	48 369(5)		
GARANGO	Garango	11 634	10 062(7)	13 834(3)	13 530(4)	
	Boussouma	10 149	4 293(7)	3 055(3)	5 137(4)	
	Béghedo	3 131	3 310(7)	3 107(3)	3 242(4)	
	Komtoega	10 581	8 482(7)	6 194(3)	6 122(4)	
	Lenga	16 051	6 467(7)	3 613(3)	2 551(4)	
	Niaogho	7 636	5 545(7)	4 750(3)	5 410(4)	
	Sanogho	30 959	9 195(7)	10 828(3)	3 489(4)	
	Ouaregou	4 388	3 056(7)	2 938(3)	9 709(4)	
Total	94 534	50 410(7)	48 319(3)	49 190(4)		
MANGA	Manga	19 004(8)	15 237	11 180(3)	21 955(9)	
	Mandié	?	5 559	4 087(3)	3 676(9)	
	Bangré					
	Béré	8 027(8)	?	6 258(3)	8 263(9)	
	Nobéré	?	10 428	7 694(3)	10 829(9)	
	Guiba	11 681(8)	7 022	8 039(3)	13 584(9)	
	Bindé	8 420(8)	?	6 726(3)	10 348(9)	
Total			43 984	56 455(9)		
TENKODOGO	Total	99 992	88 962(7)		80 209(5)	

(1) 1939, (2) 1963, (3) 1935, (4) 1958, (5) 1955, (6) 1932, (7) 1931
 (8) 1926, (9) 1950

? chiffre non connu

B - LA CONTRACTION DES AIRES D'HABITAT ENTRE VOLTA BLANCHE
ET VOLTA ROUGE 1928 - 1946 (cf. figure VI)

Sur les 102 villages créés depuis la conquête française et ultérieurement abandonnés, 52 disparaissent entre 1928 et 1948, soit 51 %. Au cours des périodes précédentes, 21 % seulement avaient été délaissés, et ce, bien souvent pour se rendre dans de nouvelles zones de mise en valeur.

Trois directions principales sont prises par les populations qui abandonnent les villages isolés dans la forêt. Il y a, d'une part, un fort mouvement de retour vers les villages d'origine, ou tout au moins vers le canton d'origine : les populations rentrent chez elles, car elles avaient, disent-elles, "le regret du pays". 87 % des villages mossi abandonnés, 64 % des villages bissa et tous les villages gourounsi de la rive gauche de la Volta Rouge voient une partie de leur population agir ainsi.

Une autre part importante de ces mouvements se dirige vers le Yériba et les villages nouvellement créés ; elle ne concerne que les Bissa.

Enfin, la fuite vers la Gold Coast s'accroît : 60 % des villages bissa abandonnés (mais seulement 8 % des villages mossi et 16 % des villages gourounsi) ayant une part de leur population émigrant en territoire britannique.

Souvent les destinations des populations abandonnant un site d'habitat isolé et récent ne sont pas uniques, que ce soit vers l'intérieur ou vers l'extérieur du territoire voltaïque. Il n'est cependant pas possible de quantifier la part de population revenant à chaque direction, même approximativement. Quoiqu'il en soit, le mouvement vers la Gold Coast des populations isolées des forêts s'inscrit dans ce phénomène beaucoup plus large qui touche toute la Haute Volta, ou au moins le pays mossi et le centre-sud voltaïque.

Ces abandons de villages n'ont pas été perçus par l'administration coloniale. Ceux-ci étaient beaucoup moins

importants en nombre, sinon en population, que les 118 villages créés depuis la conquête coloniale et qui demeuraient encore en place. D'autre part, ils représentaient les villages les plus isolés, donc les moins connus. Malgré ce reflux des populations "forestières" vers les interfluves et la Gold Coast, l'espace mis en valeur ne connut guère de réduction (1). Seuls, quelques sites culturels très isolés furent abandonnés. La majorité des sites d'habitat abandonnés ne furent pas délaissés par les cultures.

Ce mouvement de contraction des aires d'habitat se poursuit jusqu'à nos jours, tandis que l'espace cultivé est, sauf exception locale, en constante progression (2).

1) L'ampleur des mouvements de population.

Jusqu'au rétablissement du territoire de la Haute Volta, en 1947, un mouvement continu va pousser les populations vers le territoire britannique voisin. Chiffrer précisément l'ampleur de ce phénomène est impossible en raison de l'absence de données homogènes. En dehors des remarques qualitatives fournies par les rapports administratifs, deux sources peuvent néanmoins aider à approcher la réalité. Ce sont les recensements cantonaux de la Haute Volta et les recensements régionaux de la Gold Coast.

A travers les recensements cantonaux de la Haute Volta de 1928 à 1947, on peut estimer que plus de 100 000 personnes ont quitté le territoire voltaïque et ont été rayées des registres d'imposition. Ces estimations uniquement basées sur les chiffres des recensements sont certainement sous-estimées. Tous les cantons de la zone concernée étaient en nette décroissance démographique, sauf ceux de la sous-préfecture de Manga et celui de Ouaregou. Les 321 000 habitants que la région comptait

(1) Nous considérons ici que les jachères font partie de l'espace utilisé.

(2) cf. figures VIII et IX "les dynamiques de l'occupation de l'espace dans les bassins des Volta Rouge et Blanche" J.P. Hervouet. ORSTOM. Ouagadougou. A paraître.

en 1928, auraient dû être, au taux de croissance annuelle de 1,5 % l'an, 432 000 en 1948. Le tableau IV, bien qu'imparfait montre qu'il était loin d'en être ainsi, la population en 1948, n'excédant certainement pas 300 000 habitants. L'administration constate en 1929 que "par suite du changement de statut qui différencie les indigènes sujets français des indigènes sujets britanniques, les populations frontalières voisines se sont accrues au détriment des nôtres"(1). A titre d'exemple, le canton de Niego perdait en 1930, 1231 imposables, dont 1 144 partis en Gold Coast (2) ; de 1929 à 1931, le Léré perdait un quart de la population (3) ; de 1931 à 1935, la population du canton de Youga diminuait de 46 %, celle de Zoaga de 43 %...(4). De même en 1934-1935, un millier de Peul de Boulsa allaient s'installer dans la région du Bawku(5).

Cependant ce mouvement d'exode n'était pas continu, il était parfois marqué par des retours importants, consécutifs aux crises économiques que la Gold Coast pouvait connaître. Ainsi, au deuxième trimestre 1935, pouvait-on faire état du retour de 20 000 Mossi et Gourounsi dans leurs villages d'origine (6). Mais dès 1938, les migrations vers la Gold Coast reprenaient.

Côté britannique, le même phénomène était enregistré. A la suite de recensements décennaux, M.W. Cardinall (7) nota une croissance de la population de Gold Coast de 37 % entre 1921 et 1931, soit un taux annuel de 3,2 %. Il constata d'autre part, que l'augmentation la plus forte se produisit dans les territoires du nord où elle atteignit 41 %, soit une croissance annuelle de 3,4 % par an... Au cours de la même période le Nord-Mamprusi, comprenant les districts de Navrongo, Bawku et

(1) Rapport politique mensuel Octobre 1929. Ouagadougou.X.13-275.

(2) Rapport mensuel Ouagadougou septembre 1930. X.13-285

(3) Rapport annuel de Haute Volta 1931 IV 46/8 (3 304)

(4) Rapport premier trimestre Haute Volta 1935 IV 11 (3 304)

(5) Rapport Itier IV 46/11 (3 304)

(6) Rapport 2ème trimestre 1935 Ouagadougou IV 49/2 (2 861)

(7) Cité par Lacardelle 1949 et J.Y.Marchal 1974.

Zuarungo, avait un taux d'accroissement annuel de 3,5 %, le sud Mamprusi de 7,8... Or ces régions bordières des Volta Blanche et Rouge étaient déjà densément peuplées et ces fortes croissances ne sauraient être imputées aux seuls mouvements naturels. Le même auteur indique que "pendant toute la décennie 1921-1931, on a constaté un courant régulier d'immigration dans le Protectorat, qui parfois, pour des raisons très variées a été très rapide". D'autre part, il est signalé que ce mouvement est beaucoup plus important vers les districts de la Colonie que vers ceux du Protectorat, le coeur économique de la Gold Coast avec ses mines et ses plantations.

En tenant compte d'une sous-estimation probable des chiffres fournis par l'enquête de 1921, Cardinall estime enfin qu'environ 290 000 personnes sont venues de 1921 à 1931, s'installer en Gold Coast à partir des territoires français, c'est-à-dire essentiellement de Haute Volta (méridionale en majeure partie) et du Niger. Ces chiffres ne sont pas contradictoires avec ceux que nous estimons à partir des données voltaïques (environ 150 000 jusqu'en 1928 et à peu près autant de 1928 à 1948). Les données voltaïques ne tiennent pas compte des migrants temporaires allant s'engager comme salariés dans la colonie voisine. Le nombre réel des sujets français vivant en Gold Coast serait alors très supérieur. En 1929, le "Time", à la suite d'une communication Reuter, signalait que 600 000 indigènes français étaient passés en Gold Coast. Cette évaluation est certainement supérieure à la réalité, mais traduit tout de même l'ampleur du mouvement.

Le consul de France à Accra indiqua pour sa part que pas plus de 20 000 à 30 000 ressortissants français s'étaient fixés en Gold Coast et qu'ils venaient comme ouvriers salariés dans les mines et plantations, temporairement, avec une durée de séjour maximum de 3 à 6 ans, et cela uniquement pour une minorité d'entre eux. C'était évidemment, ici, ne pas tenir compte du mouvement le plus important, constitué par une migration agraire familiale se plaçant en dehors du salariat : Cardinall signale à ce propos la forte proportion de femmes parmi ces émigrants.

Deux flux distincts, sont à distinguer dans les mouvements des Voltaïques vers la Gold Coast. D'une part, des déplacements de durée courte à moyenne, vers les zones de salariat, concernant environ 30 000 personnes par an, d'autre part un flux d'émigrations "définitives", en vue d'installations rurales sédentaires. C'est ce deuxième courant qui entraîna le dépeuplement du centre-sud de la Haute Volta de 1910 à 1948, et parallèlement, accrut dans des proportions considérables les populations du nord de la Gold Coast. L'important n'est pas pour ce centre-sud de la Haute Volta, et pour l'établissement d'une typologie des migrations, d'étudier les distances parcourues et les lieux d'implantation, mais d'en établir la finalité : recherche d'un gain monétaire ou recherche d'un nouvel espace de vie. Cette deuxième catégorie de migration, même si les chiffres des populations concernées peuvent être inférieurs à ceux de la précédente (ce qui est loin d'être évident), revêt, pour l'économie de la Haute Volta et pour l'explication des dynamiques de l'occupation de l'espace, une importance primordiale. Les mouvements de migrations salariales privaient la société d'une partie de sa force de travail pendant une période limitée, tandis que les mouvements d'implantations agraires en Gold Coast faisaient disparaître des cellules de production entières, recrutées parmi les plus dynamiques.

L'administration française tenta de réduire ces mouvements de fuite en dispensant en 1930 et 1931 les cantons frontaliers du recrutement militaire. Cette mesure fut très insuffisante car impôt et prestations demeuraient. Elle fut, de plus, suspendue en 1941. Ce n'est qu'en 1947, à la suite du rétablissement de la colonie Haute Volta et de la suppression du travail obligatoire, qu'un mouvement de population sud-nord prit forme. On enregistra ainsi 2 586 rentrées à Zabré, 3 040 au Yenga, 3157 à Boussouma, par exemple.

2) Les caractéristiques des implantations temporaires d'habitat.

L'ensemble des observations tant visuelles qu'issues d'enquêtes, prouve qu'un nombre très restreint d'installations en forêt méritent le terme de village. Sauf exception, ces sites d'habitat s'apparentaient à des hameaux de culture et non à de véritables installations pérennes.

a) La faiblesse numérique des installations.

En 1926, l'administration de Ouagadougou estimait que, dans son cercle, vivaient environ 1500 Bissa. Or à la même époque, existaient, au moins, 11 installations bissa dans la seule région de Manga. Le mouvement de ces populations vers la brousse s'étant aussi effectué vers le nord, dans le sud de Zorgho, on peut penser, même si les estimations administratives sont inférieures à la réalité, que ces installations bissa dans la forêt regroupaient en moyenne moins de 100 habitants par village... Or, actuellement la taille moyenne des villages du Boussanga est de 1 053 habitants et celle des quartiers de 450. D'autre part, en 1923, par exemple, la population du Boussanga était plus nombreuse qu'actuellement et le nombre de quartiers plus réduit. Ce qui revient à dire que leur taille était plus grande qu'actuellement et que les "sites d'habitat" créés dans la forêt, ne pouvaient, par leur taille, s'apparenter à des véritables villages. Les enquêtes effectuées sur les villages abandonnés et l'observation directe des ruines sur le terrain amènent à la même constatation. Les installations de quelque ampleur sont rares. Pour l'ensemble du Léré et du Yériba, nous estimons que plus de 80 % des installations temporaires ne groupaient que quelques cases représentant moins de 50 habitants. Il en va de même pour les villages mossi abandonnés, si l'on exclut le canton de Nobéré où les sites abandonnés ont joué un rôle particulier.

Pourtant, les traces demeurant aujourd'hui dans l'espace indiquent des installations humaines de grande ampleur, comme c'est le cas à Moéma à proximité de la Volta Rouge. Mossi Bissa, Nankana et Kasséna s'y retrouvaient et un grand marché

s'y ouvrait périodiquement. Créé vers 1915-1920, ce village put prendre un grand développement dans la région la plus isolée des surveillances administratives.

Il se situait sur les chemins détournés menant en Gold Coast et la contrebande y était florissante(1). L'amélioration des communications et des services des douanes amena sa disparition entre 1940 et 1945...

b) Quelques rares marchés (cf. figure XII)

Sur un ensemble de 128 villages abandonnés, seuls 15 possédaient des marchés de quelque importance. Ceci est peu, compte tenu des habitudes et des besoins d'échanges économiques et sociaux de ces populations. Il faut noter, d'autre part, que 10 de ces marchés se situaient soit à proximité de la Volta Blanche et de la frontière de la Gold Coast, soit près de la Volta Rouge, à l'ouest du Léré, sur les pistes menant en territoire britannique. Les autres se trouvaient profondément engagés dans la forêt de la Volta Blanche. Les installations de marchés se firent donc le long des axes isolés menant vers la colonie anglaise voisine, et en dehors des zones bien surveillées par l'administration coloniale.

c) L'absence des chefferies de terre (cf. figure XI)

Les "villages" créés dans la forêt des Volta Blanche et Rouge, ne se dotèrent pas des structures socio-religieuses rencontrées habituellement dans leurs régions d'origine. 21 % seulement des installations mossi disparues possédaient un chef de terre en propre, ainsi que 36 % des installations bissa. Or, respectivement 76 et 88 % des villages mossi et bissa créés avant la conquête coloniale possèdent leur propre chefferie de terre, ainsi que 75 % des villages mossi créés depuis la colonisation et existants encore, mais seulement 43,6 % des villages bissa de la même catégorie... Ainsi les nouveaux vil-

(1) On trouve encore à proximité de cet ancien village des abris souterrains qui servirent aux contrebandiers jusqu'à une époque très récente (s'ils ne servent plus aujourd'hui).

lages créés au Yériba restent, du point de vue religieux, dépendants des zones d'origine de leurs populations. Le Yériba du nord est commandé par Boussouma et Garango, tandis que le sud est sous la dépendance du Léré. L'administrateur de Tenkodogo, avait d'ailleurs compris cette situation. "Les plus avisés des chefs des cantons Boussancé indépendants et du Léré cherchent à s'assurer des droits sur ces terres encore vacantes"(1).

Ainsi, une large majorité des "sites d'habitat" créés depuis la colonisation, qu'ils aient été ou non abandonnés, est restée dans la dépendance de ses régions d'origine quant au pouvoir religieux et politique. Il est remarquable de noter que parmi les 35 sites mossi et bissa ayant disposé d'un pouvoir religieux, se trouvent les 15 marchés de quelque importance. Il est vraisemblable que seuls les villages ayant connu un développement numérique et économique conséquent ont pu accéder ainsi à la chefferie religieuse. Il est rare aujourd'hui que l'on continue à faire des sacrifices rituels dans ces villages abandonnés. Les populations agissent ainsi sur quatre sites créés par les bissa de Garango, dont trois sont encore mis en valeur (deux l'étaient déjà avant l'installation des cases) (cf. figure XII). Quatre sites mossi sont encore visités par les fétiches, dont deux sont toujours cultivés. Quant à la zone sud, elle ne connaît qu'un village abandonné où l'on se rend encore pour les cérémonies rituelles. Même la présence de tombes d'anciens chefs ne suffit pas à entretenir ces mouvements religieux, comme à Dakilisomtenga.

La faiblesse du maintien des pratiques religieuses sur ces sites abandonnés prouve, s'il en était encore besoin, que l'implantation humaine y fut tardive et de courte durée.

d) Des implantations humaines d'une courte durée.

La durée moyenne des installations humaines abandonnées peut être estimée à 30 ans environ. Moins de 10 % ont eu une existence supérieure à 40 ans, tandis que 59 % des villages

(1) Rapport annuel de Haute Volta 1926 (X.13.245 (5081))

abandonnés disparurent avant 30 ans de présence dans la forêt. Nous excluons bien sûr de ces chiffres les villages qui existent toujours et qui furent créés depuis le début du siècle.

C'est dire qu'en règle générale, les villages aujourd'hui abandonnés n'ont pas existé durant plus d'une génération. Il leur était alors difficile de se doter de structures socio-religieuses solides.

TABLEAU V

Durée des villages abandonnés par région
(en pourcentage)

	Manga	Garango	Léré-Yériba	Total
Plus de 40 ans	12,5	13	5	9,7
30 à 40 ans	32,5	9	42,5	31
20 à 30 ans	42,5	56	45	46
10 à 20 ans	10	17	7,5	10,6
Moins de 10 ans	2,5	4	0	2

Les villages aujourd'hui abandonnés : des campements de survie.

De taille réduite, d'une durée d'installation faible et sans réelle organisation socio-religieuse, les villages abandonnés des vallées des Volta apparaissent en majorité comme des campements de culture, dont l'existence fut liée aux conditions historiques. Il ne semble pas que, au cours de leurs années de présence, les villages se soient beaucoup modifiés. En 1921, l'administration constatait : "Des embryons de villages se sont formés çà et là. Ce sont des agglomérations disparates et sans chefs"(1). Dix ans plus tard, alors que le mouvement de dispari-

(1) Rapport agricole annuel. Tenkodogo 1921 RR. 138.

tion de ces installations était largement amorcé, on notait que "là vivent et se développent des groupements plus ou moins organisés qui échappent à toute emprise et à tout contrôle"(1). La situation n'avait donc pas beaucoup changé. Seuls les villages isolés et situés sur les voies de contrebande et de passage en Gold Coast connurent un certain développement et possédèrent des marchés importants. Leur longévité en a été renforcée. Tous les villages ayant possédé un grand marché existèrent plus de 25 ans, et 20 % d'entre eux, plus de 40 ans. Il en va de même pour les sites d'habitat ayant eu en propre un chef de terre : aucun n'a vécu moins de 20 ans et 35 % ont existé plus de 40 ans.

Mais la durée n'est peut être pas essentielle à la compréhension de ce phénomène : les villages possédant une chefferie de terre ont en moyenne disparu plus tard que l'ensemble des villages abandonnés. Est-ce d'avoir vécu plus longtemps que les autres qui leur a permis d'accéder à la chefferie ? Ou est-ce cette chefferie qui a entraîné une disparition plus tardive du village ? Nous penchons plutôt pour la seconde hypothèse : lors des abandons les plus récents, ou en cours, que nous avons pu suivre, si les chefs étaient incapables de retenir les populations émigrantes, ils demeuraient toujours les derniers sur place, n'abandonnant le terrain que lorsque tout espoir de maintenir le village avait disparu. Cela ne préjuge en rien, par ailleurs, d'une installation récente de la chefferie.

TABLEAU VI

Disparition des villages créés après la colonisation
(en pourcentage)

Période de disparition	Ayant possédé un grand marché	Ayant possédé une chefferie de terre	Ensemble des villages disparus
Avant 1927	6,6	11,4	18,3
1928 - 1947	66	42,8	47,7
1947 - 1960	20	25,7	25,6
Après 1960	6,6	20	8,2

(1) Rapport mensuel. Tenkodogo. 1931 XVIII. 10 - 53/426 (6851).

Il semble que ces installations en brousse n'aient jamais pris un caractère organisé, mais qu'au contraire, elles se soient effectuées en ordre dispersé. Seul le Yériba encore peuplé actuellement, a échappé à cette règle. Alors que dans les forêts aujourd'hui inhabitées, les mouvements se sont effectués "individuellement et par groupes familiaux (...) entraînant en général des installations dans des campements de culture, isolés en brousse, à l'écart de toute route fréquentée"(1) ; les migrations vers le Yériba furent beaucoup mieux contrôlées par les chefs coutumiers qui y installèrent droits politique et religieux....

Ainsi, de la conquête coloniale à 1927, près de 200 villages ou sites d'habitats nouveaux naquirent, mais plus de 100 n'existent plus aujourd'hui. Deux phases distinctes d'occupation de l'espace du début du siècle à 1947 se distinguent alors, indépendamment des mouvements de population vers la Gold Coast voisine...

Jusque dans les années 1920, les aires habitées et mises en valeur éclatent : on assiste à un desserrement généralisé aussi bien de l'habitat que des cultures. Puis au plus tard en 1928, le mouvement s'inverse pour l'habitat. Sous l'influence de causes diverses, celui-ci se rétracte, mais sans entraîner cependant la contraction des zones de culture. Il est remarquable de noter que cette évolution entamée il y a plus de 50 ans se poursuit encore aujourd'hui, mais ses causes ont été modifiées entre la période coloniale et les temps actuels.

C - LES CONSEQUENCES DES MOUVEMENTS DE POPULATION.

1) Un vaste transfert de population vers le sud.

Indépendamment des nouvelles répartitions des populations voltaïques que la colonisation entraîna (surtout en pays bissa), les mouvements spontanés de population modifièrent l'équilibre démographique entre la Haute Volta et son voisin méridional, la Gold Coast. On peut raisonnablement estimer que plus de 300 000 habitants du centre-sud voltaïque gagnèrent de 1918 à 1946 la colonie britannique. Dans ce chiffre ne sont pas comptabilisés les migrants temporaires recherchant des travaux salariés au sud. Si la Haute Volta perdait une forte part de ses forces vives, la Gold Coast, et surtout le nord de celle-ci, allait bénéficier de l'afflux d'un nombre fort important de familles paysannes. Ceci devait modifier les conditions de mise en valeur de ces régions où l'habitat, identique dans sa répartition spatiale à celui du sud voltaïque était regroupé en zone de fortes densités. L'extension des zones cultivées et habitées était alors inévitable et nous pouvons estimer que c'est au cours de cette période que les habitats purent s'étendre jusqu'aux rives des Volta Rouge et Blanche : Hunter fixe approximativement l'existence de concessions à proximité de la Volta Rouge en 1918 (1). "It would seem... that the bank of the Volta was settled as late as 1918..." Au cours de la période 1921-1931, le sud-Mamprusi vit sa population augmenter de 112 % alors que cette région fournissait déjà de nombreux travailleurs aux plantations et aux mines du Sud... La population des Northern Territoires croissait alors de 3,3 % l'an d'après les recensements de Gold Coast et des chefferies bissa s'installaient dans les régions de Bawku et de Tamalé, tandis que le Kusasi voyait sa population croître dans de fortes proportions avec, jusqu'en 1931, une majorité d'homme. Le sex-ratio ne s'équilibra qu'entre 1931 et 1947...

(1) J.M.Hunter : River blindness in Nangodi, Northern Ghana : A hypothesis of cyclical advance and retreat. Géographical review. 1966. 56 p.269.

Mais il n'a pas entrepris d'études systématiques de ces peuplements.

Ces échanges étaient bien différents des transferts de population de la fin du XIXème siècle vers le Sud, dus en majeure partie à la traite des esclaves. En raison des différences existant au niveau politique et économique entre les colonies britannique et française, ces mouvements de population s'effectuèrent vers la Gold Coast et non pas vers la Côte d'Ivoire.

Jusqu'en 1934, les impôts de capitation étaient inexistantes en Gold Coast, ce qui n'était pas le cas en Côte d'Ivoire. D'autre part, les conditions de travail y étaient meilleures. En 1924, l'administrateur en chef Arnaud comparait les salaires accordés en territoire français et pays britannique. Alors qu'en Côte d'Ivoire un manoeuvre touchait 29 francs par mois, il percevait 3 livres en Gold Coast, soit 270 francs, la livre étant estimée à 90 francs par transactions entre les indigènes. De plus, le travail forcé dominait en Côte d'Ivoire. "Partout à la frontière, ajoutait-il, notre territoire est déserté"(1). En 1927, on signalait qu'un agent de la société minière de Gold Coast, installé à Navrongo, recrutait de la main d'oeuvre aux conditions suivantes :

contrat de 6 mois à 1 an, prime d'engagement de 6 livres frais de route 17 shillings 6 pences, salaire journalier 2 à 3 shillings. Les Mossi s'employaient aussi dans les cacoyères de l'Ashanti. Ils ne payaient pas d'impôts personnels, inconnus dans les colonies britanniques, et n'étaient pas astreints au recrutement militaire. Enfin, ils pouvaient se livrer à un fructueux trafic de contrebande lors des retours en Haute Volta. Ces conditions favorisaient surtout les mouvements de travailleurs temporaires qui purent, par la connaissance qu'ils avaient du pays, inciter à l'installation de familles entières dans le nord de la Gold Coast. Elles purent défricher les vallées des Volta, l'installation étant libre. Ces mouvements de travailleurs suivirent les vieux axes commerciaux qui depuis de nombreuses décennies menaient les Mossi et les esclaves vers les grands marchés du Sud, comme Salaga décrit par Binger en 1888 : la majorité des esclaves rencontrés y étaient gourounsi. Ce ne fut qu'à partir de 1947, avec la suppression du travail forcé et

(1) Cité par J.Y. Marchal op cit.

des réquisitions et avec l'amélioration des conditions de travail sur les chantiers ivoiriens, qu'une part importante de la main d'oeuvre voltaïque gagna la colonie française. Les salaires étaient alors passés entre 25 et 40 francs, par jour, chiffres équivalents aux ~~réquisitions~~ en vigueur en Gold Coast.

Ces mouvements nord-sud de travailleurs et de populations entraînèrent une extension considérable des espaces mis en valeur et habités. Mais les desserrements de l'espace de Gold Coast n'eurent pas les mêmes causes qu'en Haute Volta.

2) L'extension des espaces cultivés et dégradation des éléments écologiques.

En Haute Volta, les extensions de superficies cultivées furent constantes depuis le début du siècle. L'éclatement des aires d'habitat traditionnel, beaucoup plus passé en pays bissa que chez les autres ethnies, entraîna un énorme développement des espaces mis en valeur. Ce mouvement de conquête de l'espace, qui s'accompagna rapidement d'une diminution de la population, entraîna très probablement une évolution de l'agriculture vers "l'extensification" des techniques de production. Les extensions considérables des superficies cultivées au cours d'une période où la population globale diminuait et était privée en priorité des jeunes adultes, devaient amener à une réduction des temps de travaux dans les parcelles de culture. Elles repoussèrent en outre la forêt et le bois d'oeuvre et ménager très loin d'une grande partie des habitats (par exemple la mise en valeur totale du Yériba mis la majorité du Léré à de nombreux kilomètres de la forêt). Ce phénomène, dans un contexte d'absence de main d'oeuvre nombreuse put pousser à l'ébranchage abusif des arbres du terroir et parfois à leur disparition. Mal fumés par les déchets en majorité domestiques, mal entretenus et de moins en moins protégés par une végétation ligneuse en régression, les champs furent soumis à une forte érosion et devinrent incapables de faire vivre une nombreuse population. La quasi intégralité des zones conquises de 1900 à 1928 demeurèrent alors en exploitation (si l'on exclut quelques sites trop isolés) et continuèrent à s'étendre avec le retour des émigrés voltaïques à partir de 1947. Les superficies utilisées n'ont jamais été aussi considérables qu'actuellement, connaissant, sauf exceptions locales, une extension continue depuis l'indépendance.

Du fait des migrations vers le nord de la Gold Coast, les territoires septentrionaux britanniques connurent une évolution démographique inverse de celle du centre-sud de la Haute Volta. Plus de 300 000 personnes allèrent s'installer de 1918 à 1947 au sud de la frontière, entraînant une modification des conditions écologiques d'implantation. Les forêts des Volta Rouge et Blanche furent défrichées pour faire face à l'afflux de population. Il nous est difficile de juger des influences de ce mouvement sur les techniques agraires. On peut cependant estimer que les techniques intensives ne furent pas la règle générale. T.E.Hilton(1) note en effet de très nombreuses traces d'érosion sur les sites d'habitat abandonnés à proximité des Volta Rouge et Blanche.

Ces abandons sont d'autre part contemporains du retour vers la Haute Volta des populations voltaïques.

Ainsi, que ce soit par un déclin démographique, comme en Haute Volta ou par une forte croissance de la population créée par l'immigration, l'évolution agraire dans les bassins des Volta Blanche et Rouge, a été synonyme d'"extensification" et de dégradation des éléments écologiques : dépeuplement et surpeuplement ont eu le même résultat, en brisant les cadres traditionnels de la production. Cette évolution est d'autant plus importante qu'elle représente les bases de la mise en valeur actuelle.

(1) T.E.Hilton p 377 op cit.

LES VALLEES DES VOLTA :

L'EXTENSION CONSTANTE DE L'ESPACE MIS EN VALEUR

Le refus du "carcan colonial" et les nouvelles conditions de vie créées par celui-ci entraînèrent des mouvements de distension de l'espace utilisé accompagnés, dans un premier temps, d'une grande mobilité de l'habitat. Les "aires refuge" devenues inefficaces pour échapper aux prestations, aux réquisitions et aux impôts entraînèrent une contraction des aires habitées à partir de 1920 environ, mais jamais les limites de l'habitat ne revinrent aux anciennes. Les mouvements de populations vers la Gold Coast destinés primitivement à la recherche de numéraires pour régler l'impôt, se muèrent rapidement en émigration touchant des familles entières. Après la suppression du travail forcé en 1946, et le remembrement de la Haute Volta en 1947, ces populations purent revenir dans leurs régions d'origine. Il est évident qu'à chaque période de travail plus intense, ont correspondu des départs plus considérables de population. Le tableau VII traduit ce phénomène dans la circonscription de Ouagadougou et si nous utilisions les chiffres de Tenkodogo, nous arriverions aux mêmes constatations : sécheresse et mauvaises récoltes n'ont que de faibles incidences sur le nombre d'imposables présents, alors que toute action administrative amène des fuites nombreuses, d'abord vers les aires refuge mal contrôlées jusqu'en 1918-1920, puis vers la Gold Coast, lorsqu'elles furent mieux administrées.

Dès que la loi du 11 avril 1946 pris effet, le mouvement de population s'inversa et les rentrées d'émigrants dans le territoire voltaïque devinrent nombreuses. Cette loi interdisait toute utilisation de contrainte ou de pression pour engager des travailleurs. Elle mettait aussi fin aux travaux forcés et aux cultures obligatoires, tandis que la capitation britannique créée en 1934 atteignait un taux équivalent à celui de la Haute Volta. Les raisons ayant poussé les populations à fuir étant éliminées, ces dernières revinrent en masse. De 1947 à 1950, 11 936 habitants réintégraient Tenkodogo. Par ailleurs, 45 % des populations des villages abandonnés expliquent leur fuite par les actions de l'administration.

De 1955 à 1960, de nombreux Voltaïques encore installés au Ghana furent contraints par l'administration ghanéenne de

"rentrenter chez eux", tandis que de 1960 environ à la chute du président Nkrumah, les conditions économiques et politiques (austérité, blocage des salaires et du crédit) amenèrent de nombreux Ghanéens frontaliers à s'installer sur le territoire voltaïque. En 1969, ce fut Busia qui expulsa un grand nombre d'originaires de Haute Volta (Mossi possédant des plantations et surtout de nombreux Peul agriculteurs-éleveurs).

TABLEAU VII

: Année :	Imposables :	Faits marquants :
: 1915 :	428 390 :	Recrutement militaire consécutif à une famine :
: 1916 :	412 019 :	:
: 1918 :	408 711 :	Grippe espagnole :
: 1921 :	406 911 :	:
: 1922 :	407 415 :	Mauvaises récoltes :
: 1923 :	407 508 :	Construction du chef lieu croissance des réquisitions. :
: 1924 :	357 558 :	Sécheresse, mauvaises récoltes. :
: 1925 :	360 318 :	:
: 1927 :	362 567 :	Ordre de doubler les cultures, croissance des recrutements, meilleurs contrôles des populations. :
: 1928 :	355 797 :	:
: 1929 :	350 217 :	Sauterelles. :
: 1932 :	349 775 :	:

Depuis 1970, le mouvement s'est à nouveau inversé, les populations frontalières voltaïques retournant s'installer au Ghana, en raison certainement des différences notables du niveau de l'économie et des infrastructures.

Mais étudier les mouvements de population actuels n'est pas le but de ces pages (1). On peut cependant signaler que les reculs des cultures le long des vallées sont très rares depuis vingt ans et qu'au contraire les extensions des superficies cultivées sont considérables. Entre Manga et Garango, il existait en 1956, une bande de forêt d'une dizaine de kilomètres de large. Elle a totalement disparue aujourd'hui. Ces mouvements de défrichage ne sont pas accompagnés par une extension des aires habitées, au contraire, celles-ci marquent une légère tendance à la contraction qui n'empêche pas l'espace habité d'être beaucoup plus étendu qu'à la fin du siècle dernier.

Ces conclusions ne correspondent pas toujours aux hypothèses émises par différents auteurs, au Ghana comme en Haute Volta. Il est donc utile de rappeler celles-ci.

(1) J.P. Hervouet op.cit. (à paraître)

A) - LES HYPOTHESES DE DEPEUPLEMENT

L'ensemble de la littérature consacrée depuis trente ans aux vallées des Volta s'accorde pour parler d'un peuplement contemporain de leurs rives. "De nombreuses zones (...) faisaient vivre une population considérable au siècle dernier (et) sont maintenant à peu près ou complètement abandonnées"(1) "et le retrait continue aujourd'hui(2)" dit-on pour le nord Ghana. Les mêmes constatations sont faites côté voltaïque : "Le vide démographique le long de la Volta Rouge n'est pas une donnée acquise, héritage du passé. Il s'accroît d'année en année"(3).

"L'analyse du mouvement d'abandon des terres qui bordent la rivière (...) est un préalable à toute politique visant à promouvoir et coordonner une recolonisation (4) des terres inexploitées"(3). Le phénomène d'abandon n'est jamais mis en cause, même lorsque les auteurs constatent la dimension trop restreinte de leur domaine d'étude : cette limitation dans l'espace interdit seulement "de cerner dans leur ensemble les facteurs de l'abandon des terres de la vallée"(3). Seuls A.Rolland et G.Balay, dans leur excellente étude de "l'onchocercose en foyer Bissa"(5), tenteront de replacer les mouvements de population dans leur contexte historique, mais l'étude ne s'est attachée qu'aux seuls villages disparus et non pas à l'ensemble des villages de création récente (depuis la colonisation ou, pour les auteurs, depuis 1915 environ). D'autre part, l'étude de l'évolution du peuplement actuel ne porte que sur quelques cas de villages (9 villages, dont 4 disparus en 1969), ce qui limite sa portée en dehors des problèmes en entomo-médicaux.

(1) T.E.Hilton op. cité.p.377

(2) J.M.Hunter op.cité.p.267 "There is evidence that settlement has been retreating(...) and that retreat continues today".

(3) G.Rémy"les mouvements de population sur la rive gauche de la Volta Rouge cah.ORSTOM série SC.H. V. 2, 1968.p.45-66. ;

(4) Souligné par nous.

(5) OCCGE centre Muraz. Dossier 111/ONCHO du 30/5/1969. Ronéo 85 pages.

On lit, d'autre part, dans le rapport de l'O.M.S. (ocp/74.1) de 1975 : "La maladie (onchocercose) représente donc dans la région le principal obstacle au peuplement, et par conséquent au développement économique des vallées fertiles, qui restent inhabitées et improductives". On retrouve les mêmes assertions dans différentes communications, de l'O.M.S. Deux problèmes sont alors communément confondus : le faible (ou le non) peuplement des vallées et un dépeuplement de celles-ci.

Or, si la faiblesse du peuplement à proximité des bas-fonds conséquents est indubitable, il n'en va pas de même du dépeuplement des vallées : une approche restreinte, temporelle ou spatiale entraîne une telle affirmation. L'étude de l'ensemble des villages existants, ou abandonnés, proche des gîtes à simulies (1) et des vallées, n'autorise aucunement à parler de dépeuplement : au contraire, l'espace utilisé n'a cessé de croître depuis le début du siècle. Au Ghana, les superficies utilisées ont pu se restreindre depuis les années quarante avec le retour en Haute Volta de nombreux émigrés, mais rien n'indique qu'il y ait contraction de l'espace par rapport à la fin du siècle dernier, d'autant plus que l'analyse par télédétection indique, actuellement, une extension des zones mises en valeur depuis 1972.

Il reste cependant nécessaire de rappeler les différentes théories émises depuis vingt ans sur le dépeuplement des vallées.

Il est remarquable de noter que l'ensemble des hypothèses émises quant au dépeuplement (estimé) des vallées des Volta se rapporte à des phénomènes écologiques. Personne ne tient compte des problèmes posés aux sociétés concernées par la période coloniale qui imposa pourtant, aux populations voltaïques, de très lourdes contraintes, que personne ne peut nier (2).

Nous laisserons ici de côté les problèmes relatifs au dépeuplement des cantons Kasséna occidentaux et nounouma, dans

(1) Mouche transmettant l'onchocercose.

(2) G.Rémy y fait une timide allusion op.cité. A.Rolland et G.Balay ne leur accordent une importance que pour les migrations vers la Gold Coast.

les sous-préfectures de Léo et de Pô, dont la dynamique est différente de celle constatée dans les régions mossi, bissa et nankana proches des Volta Rouge et Blanche (1).

Le problème de ces études est souvent mal posé : "quand, comment, pourquoi la vallée de la Volta Rouge a-t-elle été abandonnée ?"(2) . Voilà la question généralement posée. Ceci sans se demander, au demeurant, si les vallées n'ont jamais été réellement peuplées, ou de quand datait ce peuplement, ni pourquoi elles avaient, éventuellement, été peuplées. Il manque alors une dimension historique aux explications des phénomènes dynamiques.

Quatre séries de travaux traitent plus particulièrement du dépeuplement des vallées des Volta, si l'on exclut le travail de Sarkie traitant de la Sissili surtout, et les travaux purement entomologiques qui ne posent que le problème de l'onchocercose, toujours présente. Ce sont les travaux de G.Rémy, dans la région de Nobéré, de A.Rolland et de G.Balay dans le foyer bissa pour la Haute Volta et de T.E. Hilton et Hunter pour le nord du Ghana.

Pour T.E.Hilton, l'"émigration constitue dans le nord du Ghana, la solution traditionnelle du problème démographique" et cet auteur note que "bien avant 1931, les districts frontaliers du nord accueillait des immigrants en provenance de régions situées encore plus au nord" et qu'à Bawku "plus du quart de la population était originaire de pays autres que le Ghana"(3). Il ajoute qu'en 1968, le mouvement d'évacuation de la zone inhabitée qui borde la Volta Rouge se poursuit (4). Pour T.E.Hilton, la décroissance générale de la population est liée à l'émigration vers les chantiers du sud, tandis que les disparitions de villages

-
- (1) Dans la forêt à l'ouest de la Volta Rouge, les installations humaines sont très différentes de celles constatées dans la région considérée ici. Elles forment de petits villages assez groupés dans les clairières isolées dans la forêt et toujours situées à proximité des bas-fonds. Elles ont été, en outre, très touchées par les razzias ayant pour but la capture d'esclaves menées par les Djerma, mais aussi par les Nakomsé.
- (2) L'abandon des terres de la Volta Rouge dans la région de Nobéré (cercle de Manga) G.Rémy ; rapport final de la 9ème conférence technique de l'O.C.C.G.E. ; Bobo Dioulasso 21-25/4/1969.
- (3) T.G.Hilton op.cit.p.386 . 1968.
- (4) Idem.

à proximité des Volta a "amorcé une reprise après 1948" (p.389). Ces abandons seraient liés, pour les plus anciens aux razzias d'esclaves effectuées par les Djerma de Babatu (pour la Sissili), puis plus tard à la trypanosomiase et aux destructions occasionnées par la faune. L'onchocercose, diminuant les forces de travail de sociétés déjà soumises à une forte émigration de salariés vers le sud et à la malnutrition, entrainerait alors un déclin démographique irréversible (1), surpeuplement et sous-développement étant tous deux facteurs de régression.

J.M.Hunter, étudie, quant à lui, le recul du front de l'habitat le long de la Volta Rouge, à proximité immédiate de la frontière voltaïque, dans le petit Etat traditionnel de Nangodi (2). Il constate qu'au nord, depuis 1941-1948, la ligne des habitats les plus proches de la Volta Rouge a reculé de 1,5 km tous les 7 ans, tandis que dans la région de Sokoti, un peu plus au sud, la vitesse du mouvement était de 1,5 km tous les 12 ou 14 ans. Ce reflux de la population serait dû à un fort déclin démographique dépendant de la gravité de l'onchocercose. Il émet alors l'hypothèse d'une possibilité de peuplement cyclique des vallées des Volta. Le reflux aurait commencé vers 1918, tandis que le peuplement des vallées aurait culminé vers 1895, à l'époque de la grande famine. Vingt à trente ans plus tard, l'onchocercose aurait affaibli les forces de travail entraînant lentement le processus d'abandon des vallées.

Quant à G.Rémy, dans le canton de Nobéré, (région de Manga), il étudie le dépeuplement de la rive gauche de la Volta Rouge (3). Il constate un recul constant des installations humaines les plus proches de la forêt. Après chaque abandon, les villages se trouvant alors en première ligne ont à leur tour tendance à se replier vers les interfluves : Les déclins démographiques sont lents et progressifs et les villages les plus proches de la rivière déclinent le plus rapidement. Nobéré se trouvant dans une zone méso-onchocerquienne, il ne peut considérer

-
- (1) Par contre près des rives de Sissili, le dépeuplement actuel des petits hameaux isolés serait dû à une forte mortalité et à la disparition pure et simple des installations humaines.
(2) J.M.Hunter. op. cit. 1966.
(3) G.Rémy.op.cit. 1968.

l'onchocercose comme un facteur d'explication du dépeuplement. Il constate d'autre part, l'insuffisance de la connaissance du contexte historique de ces mouvements.

A.Rolland et G.Balay (1) font appel aux conditions administratives instaurées par la colonisation pour expliquer le dépeuplement que le pays bissa a connu de 1921 à 1946 et la forte croissance démographique qui suivit la suppression du travail forcé. Ils constatent, d'autre part, que "seuls les villages situés à l'intérieur des terres prospèrent. Par contre, la population des villages situés à la limite de la ligne d'habitat, au bord des rivières, diminue et même disparaît dans certains cas."(2) Pour eux, le mouvement de reflux est ancien, commun à toutes les grandes vallées et ne frappe que les villages situés en bordure des zones inhabitées. Waddy faisait les mêmes observations au nord Ghana en 1949 (3).

Le recul se poursuit actuellement et la ligne d'habitat apparaît toujours nettement plus éloignée des cours d'eau chez les Mossi que chez les Bissa dont les possibilités de réaction paraissent plus fortes. Enfin, le recul de la ligne d'habitat n'est pas toujours accompagné d'un recul de la ligne de culture.

Il est possible de classer les facteurs de dépeuplement avancés par ces différents auteurs : certains ont disparu aujourd'hui, comme les recrutements, les impôts et le travail obligatoire, pour la Haute Volta. Les dissensions avec les autorités coutumières semblent, elles, avoir été un facteur de création de petits villages isolés. Les lions, les hyènes, souvent invoqués, ont presque totalement disparu aujourd'hui, tandis que la faune herbivore est en recul constant sous l'effet conjugué de la chasse et du braconnage de nuit. Enfin, la trypanosomiase ne fait plus de ravages depuis 30 à 40 ans.

Si les éléphants et les singes peuvent encore causer de gros ravages aux récoltes, la cause essentielle de l'abandon des vallées est imputée à l'insalubrité du milieu entraînant une surmortalité et une baisse de la force de travail.

(1) op.cit.

(2) A.Rolland et G.Balay :op.cit.p.48.

(3) B.B.Waddy : "onchocercose and blindness in the nothern territories of the Gold Coast". 1949. Report. Gold Coast government. Ministry of health.

L'émigration vers l'étranger touchant les interfluves et n'étant pas exclusive des vallées, ne peut être prise comme facteur du dépeuplement des forêts. La "brousse", représentée par les animaux, les maléfices et l'onchocercose, apparaît alors à ces auteurs comme le facteur principal du dépeuplement.

Il faut remarquer que chez les auteurs s'appuyant sur des études de cas et de villages, l'échantillon choisi est toujours limité. Hunter base son raisonnement sur l'étude de deux villages dont l'un avait 93 habitants en 1960 et l'autre 102, tandis que l'observation à Sokoti ne porte que sur 36 habitations. A côté de l'enquête systématique portant sur les sites abandonnés, A.Rolland et G.Balay observaient l'évolution démographique, depuis 1935, de 9 villages et étudiaient la démographie d'un village en dépeuplement : Yakala. Quant à T.E.Hilton, il appuyait son raisonnement sur les recensements du Nord Ghana. Enfin, G.Rémy étudiait le canton de Nobéré, dont nous avons dit le rôle particulier joué au niveau géographico-politique avant la colonisation : ceci entraîne qu'il ne peut être considéré comme représentatif des évolutions du peuplement dans les vallées des Volta, pas même de la rive gauche de la Volta Rouge qui comporte aussi les régions du Léré et du Koussassé pour ne parler que de la Haute Volta.

Enfin, la perspective historique manque constamment. Les enquêtes de A.Rolland et G.Balay portent sur l'abandon des sites d'habitat, mais ne se sont pas interrogées sur les causes de la création de ces villages temporaires.

De même, ni G.Rémy, ni J.M.Hunter, ni T.E.Hilton n'ont enquêté à ce sujet. Les contradictions sont alors nombreuses quant aux dates de peuplement chez les différents auteurs. Pour J.M.Hunter, le dépeuplement aurait commencé vers 1918 et peut-être avant. T.E.Hilton le place, pour sa part, vers 1947-48, pour les rives des Volta Blanche et Rouge. G.Rémy, lui, considère qu'un mouvement continu de dépeuplement existe le long des principales vallées depuis la fin du siècle dernier, extrapolant en ceci les résultats qu'il avait obtenus à Nobéré. Il affirme "il y a un demi-siècle, les premiers administrateurs ont constaté

(...) le mouvement d'abandon des villages riverains"(1). Nous avons montré, ci-dessus, qu'il n'en était rien. A.Rolland et G.Balay considèrent quant à eux que "sur 23 villages dont on connaît la date de fondation, 19 ont été créés entre 1918 et 1938"(2), soit 82,6 %, et sur "58 villages dont on a pu préciser l'origine, 34 étaient de création récente"(2), soit 58,6 %.

Il est évidemment difficile d'évaluer les significations d'"ancien" et de "récent" bien que l'on puisse estimer que "récent" correspond à la période postérieure à 1918. Cependant ces chiffres ne sont pas vraiment contradictoires avec les nôtres, si l'on veut bien considérer que la date de création adoptée par Rolland et Balay peut être celle de la nomination d'un responsable, c'est-à-dire souvent 10 ans après la date réelle d'installation des premiers habitants. Quant aux dates d'abandons, la concordance est bien meilleure en raison de la plus grande proximité du phénomène dans le temps. Les différences peuvent être causées par le fait que Rolland et Balay ont travaillé exclusivement sur l'ensemble du foyer bissa, alors que nous avons exclu la sous-préfecture de Tenkodogo et intégré le pays rossi de Manga dans notre travail (cf. Tableau VIII).

L'idée de dépeuplement est démentie par les faits enregistrables, par enquêtes, grâce aux archives, ou simplement par l'observation directe de ce qui se passe aujourd'hui. Elle semble être née vers 1947-1948 dans le nord Ghana alors soumis au départ des anciens émigrants voltaïques.

(1) G.Rémy "Mouvements de population et facteurs sanitaires en Haute Volta. Rapport de la dixième conférence technique de l'O.C.C.G.E. Bobo Dioulasso 1970 p.209-212 p.211.

(2) A.Rolland et G.Balay. op.cit. p.51.

Créations et abandons de villages Tableau VIII

	Créations des villages en %		Abandons %	
	R et B(1)	Nous	R et B	Nous
Avant 1918 ou anciens	42 %	86 %	2,4 %	4 %
1918-1948	58 %	14 %	48 %	64 %
Après 1948			49	32

B) LE PEUPEMENT DES VALLEES ET LE RESSERREMENT DES SITES
D'HABITAT.

Nous avons pu montrer, pour la Haute Volta, que les conquêtes de zones d'habitat ou de culture ont été très supérieures, depuis la fin du XVIIIème siècle, et surtout du XIXème siècle, aux abandons (cf. figure VIII et IX) tandis que, sauf exceptions locales, les régions abandonnées par l'agriculture ont toutes été reconquises depuis. Un seul village a vu - d'après les réponses aux enquêtes - toute sa population mourir sur place et a ainsi été rayé de la carte. Dans les autres villages, le déclin démographique a rarement été brutal, mais créé par le départ, en ordre dispersé, d'une partie de la population. Les dernières familles partirent ensuite, généralement en bloc, accompagnées du chef de village ou du responsable. Il apparaît alors qu'en dessous d'un certain seuil de peuplement, variable suivant les civilisations, la vie dans ou à proximité de la forêt est impossible à ces populations. L'ensemble des villages créés depuis le début du siècle, et qui subsistent et se développent aujourd'hui, sont situés dans des zones où les populations ont installé de fortes densités et éliminé totalement la brousse entre les installations humaines.

(1) R et B = A.Rolland et G.Balay.

Ce n'est alors pas le problème du dépeuplement des vallées qui se pose, mais celui de son non peuplement. On ne peut éliminer a priori les facteurs sanitaires comme responsables de cet état de fait ancien.

Si, mis à part l'onchocercose, les grandes endémies ont aujourd'hui été éradiquées du centre-sud de la Haute Volta, il n'en allait pas de même au cours de la période historique ici considérée. Diverses épidémies ravagèrent cette région jusque dans les années 1940. Certaines ne sont pas propres aux vallées, ou à la Haute Volta, mais s'étendirent sur l'ensemble du territoire du sud voltaïque et sur le nord de la Gold Coast. Ce fut le cas des épidémies de méningite cérébro-spinale de 1917 et 1918 par exemple, ou de la grippe espagnole de 1918, qui entraîna environ 8 000 décès dans le seul cercle de Tenkodogo. La variole était présente elle aussi, tout comme le typhus, originaire de Gold Coast, qui ravagea le sud de Ouagadougou en 1923. Mais la distribution géographique de ces maladies n'étaient pas confinées aux aires voisines des vallées, pas plus qu'à la Haute Volta. Il est donc difficile de leur attribuer des responsabilités quelconques dans le non-peuplement des vallées. Il n'en va pas de même de la trypanosomiase et de l'onchocercose, qui, si leurs manifestations sont différentes, présentent des caractères de transmission communs. Il y a en effet nécessité, pour le développement de ces maladies, de se trouver à proximité de gîtes à mouches tsé-tsé pour la première et à simulies pour la seconde. Il faut enfin qu'il y ait des individus infestés pour que "l'épidémie" puisse se développer. Cependant, une différence essentielle existe entre les deux maux. La trypanosomiase, ou maladie du sommeil, est un mal à évolution rapide. Des villages peuvent disparaître à cause d'elle en l'espace de quelques mois. Au contraire, l'onchocercose, "cécité des rivières", est une maladie à évolution lente et cumulative. Malgré le manque de données médicales fournies par les archives d'Abidjan, il est possible de dire que jusqu'en 1935 environ, la trypanosomiase a pu jouer un rôle dans l'abandon de villages. Dans le cercle de Ouagadougou en 1924 par exemple, dans six villages non précisés, on notait 1 600 décès causés par la maladie du sommeil en 4 ans, et celle-

ci remontait bien au nord de Yako. Cependant, deux villages abandonnés seulement se donnent la trypanosomiase comme cause d'abandon. La trypanosomiase existait, mais depuis le début du siècle aucune épidémie dévastatrice et cause d'un vaste mouvement de reflux ne semble s'être développée.

Il est beaucoup plus difficile de juger de l'impact de l'onchocercose sur les mouvements de population, car les réponses apportées aux questionnaires portent la marque profonde du travail effectué par l'O.M.S. En 1976, les réponses accusant l'onchocercose d'avoir obligé les populations à abandonner d'anciennes aires d'habitat étaient rares et uniquement situées sur les axes empruntés par les véhicules et les infirmiers du projet de lutte contre cette maladie (1). En 1977, alors qu'une campagne radiophonique active tente d'amener les populations à "retourner sur la terre de leurs ancêtres débarassée de la cause des abandons", l'onchocercose est généralement accusée du dépeuplement. Cependant, les archives consultées, tant administratives que médicales, mettent rarement en cause la "cécité des rivières". Elle était pourtant présente très tôt. En 1918, "le canton de Loaba est un canton mourant. La population est malingre et affectée de troubles de la vue"(2). En 1938, c'est Niarba qui est mis en cause : "Niarba est très déficient au point de vue physique. Il a dû être aidé par la société de prévoyance. Il vit en état de misère chronique" (3). Il est difficile de juger du rôle de l'onchocercose dans le dépeuplement, puisque, avant une période de récente, les populations ne jugeaient pas la "cécité des rivières" comme responsable des abandons et lui donnaient d'autres causes que la simolie. Ainsi, en 1930, les habitants du village de Kounou, proche de la Sissili, "presque tous aveugles", pensaient que leur cécité était causée par leurs techniques de pêche et l'absorption des poisons. Ils empoisonnaient l'eau avec l'extrait d'un épineux (Sossopoua) mélangée à des gousses de Néré (4).

(1) Axe Pô-Kampala-Volta Rouge.

et axe Ziou - Volta Rouge - Zabré par exemple.

(2) Rapport du 1er trimestre 1918. Tenkodogo 5EE 17 (6/2)

(3) Rapport du 2ème semestre 1938. Ouagadougou IV 49/12 (28)

(4) Rapport mensuel de juillet 1930. Ouagadougou X.13/235.

T.E.Hilton, confirme que la "cécité des rivières" n'amène pas une fuite de population. "Les efforts entrepris pour inciter la population à transférer dans une zone plus salubre n'ont eu aucun succès" (1).

Actuellement, l'augmentation du pourcentage d'aveugles dans les villages, si elle est liée à la proximité des gîtes à similies, est surtout dépendante du départ de nombreux jeunes, éléments non-onchocerquiens ou plutôt pas encore devenus aveugles qui, en vieillissant la population présente, augmente relativement le nombre d'aveugles dans les populations villageoises.

L'onchocercose ne peut que difficilement être accusé de l'absence de peuplement des vallées. Il n'en va pas de même de la trypanosomiase.

Cependant, des mouvements de populations existent dans ces vallées. Certains villages continuant à se dépeupler aujourd'hui ou étant en voie de disparition, il est possible d'utiliser l'étude des mouvements de population que nous avons effectuée, au niveau familial et individuel, dans 19 villages et portant sur les vingt dernières années. Un cas caractéristique est celui du village de Bourma de Zoaga, village vivant au contact de la brousse de la Volta Rouge. Depuis 10 ans, sa population est en légère décroissance, son taux d'accroissement annuel étant inférieur à 1,2 %, après avoir connu un fort apport de population originaire du Ghana et du pays bissa entre 1955 et 1965. Ces populations nouvellement installées ont été les premières à repasser la frontière après la chute du président Nkrumah, ou à partir vers le Léré. Leurs mouvements firent tache d'huile. Le pourcentage d'aveugles y est aujourd'hui supérieur à 5 % et de nouvelles familles désirent actuellement émigrer dans le pays voisin. Le chef de village déclare ne pas vouloir abandonner son village, mais qu'il devra pourtant s'y résigner si tout le monde part.

Malgré le fort taux d'aveugles, on ne peut accuser cette maladie endémique du dépeuplement. C'est en effet ce dernier phénomène qui a accru relativement le nombre d'aveugles : ce sont en majorité des familles jeunes qui partent, et elles ne comportent pas ou peu d'aveugles. En plus des départs de concessions,

(1) T.E.Hilton. "Accroissement et répartition de la population dans la région haute du Ghana" in "La population de l'Afrique tropicale". Collectif. The population council, NewYork, 1968.p.332.

vingt personnes sont parties chercher du travail dans le sud du Ghana, soit 7 % de la population totale ; 60 % de ces salariés ont entre 20 et 30 ans, et on ne compte évidemment aucun aveugle parmi eux.

Le village de Zerbogo, adossé à une colline proche de la frontière du Ghana, est en décroissance absolue depuis 20 ans. Le pourcentage d'aveugles y est de 2,77 % de la population totale, mais de 5 % de la population présente au moment de l'enquête (1); 17 personnes étaient parties au Ghana travailler, soit 22 % de la population totale. 47 % de ces hommes et femmes avaient entre 20 et 30 ans. Les hommes partis représentaient 72 % des hommes de cette classe d'âge. Au cours des 11 dernières années, 5 familles étaient parties s'installer au Ghana, soit à Bawku (2 familles), soit dans la région de Kumasi (3 familles). L'âge des chefs de famille migrants oscillait entre 20 et 50 ans, entraînant un vieillissement de la population villageoise. Ce phénomène devient, à moyen terme, un facteur de dépeuplement.

L'impossibilité de mettre en rapport l'évolution démographique et l'onchocercose (dont le degré d'infestation des populations est estimé à travers les pourcentages d'aveugles) ne se limite pas à ces villages comme le montrent les cartes XIV et XV. S'il ne fait aucun doute que la gravité de l'onchocercose est liée à la proximité des vallées et des gîtes à simuliés, le dépeuplement des villages n'est pas une caractéristique des sites d'habitat proches des grands bas-fonds, loin de là. En pays bissa, de nombreuses régions sont en forte croissance démographique alors que le pourcentage d'aveugle y est supérieur à 5 % tandis que des villages en décroissance en comptent moins de 2 %. La presque totalité du pays mossi comporte moins de 2 % d'aveugles, alors qu'une forte proportion des villages est en décroissance démographique absolue ou relative depuis vingt ans.

Peuplement ou dépeuplement semble plus être le résultat d'un comportement ethnique, socio-culturel, que le résultat d'une situation sanitaire.

Entraîné par la politique coloniale qui poussait les populations à l'isolement afin d'échapper aux prestations diverses qui leur étaient demandées, le mouvement de peuplement des

(1) Mars 1977.

vallées ne s'est guère démenti depuis. Cependant, l'isolement, obligatoire pour se protéger, est rapidement devenu insuffisant face aux moyens accrus de l'administration coloniale. Comme d'autre part, il n'est pas dans la nature de ces populations de vivre en dehors des lieux de contacts sociaux denses, les habitats isolés ont rapidement disparu. Aujourd'hui encore, le mouvement de contraction des aires d'habitat se poursuit. Il permet aux populations de vivre à proximité des marchés, des écoles et des grandes pistes qui sont à la fois axes de commerce et moyens de communication sociale. L'abandon des zones d'habitat les moins denses est alors inévitable dans ce contexte : privées de relations nombreuses et d'un encadrement suffisant, les populations, tant mossi que bissa, (mais surtout mossi) ressentent la brousse comme un milieu socialement hostile.

On tente alors de s'en éloigner afin de vivre dans un espace totalement humanisé, où chaque élément est connu et dominé par l'homme. Le développement au cours des dernières décennies de l'utilisation de la bicyclette, puis, et plus encore, du vélomoteur, est un facteur qui favorise ce mouvement de contraction des aires d'habitat puisqu'il permet des déplacements beaucoup plus longs vers les champs, sans augmenter les temps de parcours. Ceci ne veut pas dire que la brousse est un milieu hostile à l'homme. Les Bissa le considèrent comme le lieu privilégié de fourniture d'aliments : les récoltes de sorgho y sont meilleures que sur les terroirs jouxtant les habitats et l'on y trouve, de plus, du gibier. La brousse fait vivre, mais on n'y habite pas, afin de ne pas se priver d'une vie sociale active.

L'installation par l'A.V.V. de 900 familles nouvelles environ dans les forêts des Volta ne change rien à cette analyse. Le terroir aménagé de Kaïbo, par exemple, est situé à moins d'un kilomètre et demi du village traditionnel, et est relié à celui-ci par une bonne piste permettant de fréquents contacts. L'expérience est d'autre part trop récente pour permettre des conclusions définitives.

Au total, retraits de l'habitat et extensions des zones cultivées ne sont pas contradictoires puisqu'ils représentent des "nécessités" pour ces civilisations de contact qui impliquent l'élimination de toute brousse entre les sites d'habitat et des densités de population élevées.

CONCLUSION

A partir d'études de l'évolution de la répartition de l'habitat et des terres cultivées depuis le XIXème siècle, il s'avère impossible de parler de dépeuplement des vallées des Volta Blanche et Rouge. L'espace utilisé s'est constamment accru au cours de la période considérée. Ces extensions ont pris des formes variées suivant la conjoncture politique : alors que les populations étendaient traditionnellement leur domaine par progression des limites des aires habitées et cultivées, la colonisation rompt ce mouvement en poussant les populations à l'isolement dans les forêts. Mais ces sites d'habitat étant en contradiction avec les civilisations locales, ils se sont en partie résorbés, dès qu'ils ont cessé d'être utiles à la sécurité individuelle (voire collective, si l'on se place au niveau des familles). Contraintes et forcées, les populations ont profondément accentué la mise en valeur des vallées. Elles ont conservé la plus grande partie des zones défrichées en créant des terroirs jointifs, éliminant tout lambeau de brousse entre les villages, formés d'habitat "en nébuleuse". Les villages qui demeurent isolés, rares, sont d'autre part, de création ancienne. Il apparaît que lorsque la population d'un village proche de la brousse devient trop peu nombreuse, les habitants ont tendance à se replier vers les zones plus densément peuplées. Il y a refus constant de ces différentes ethnies de vivre hors de zones aux contacts sociaux denses. Cette attitude n'empêche pas de cultiver en brousse parfois à plus de cinquante kilomètres du lieu d'habitat. Des campements de culture, fréquentés de mai à octobre sont alors construits.

Mises à part les régions les plus proches de la frontière du Ghana, où les espaces cultivés regressent actuellement, en raison de l'attrait que ce pays exerce sur les jeunes et du départ d'anciens Ghanéens, partout ailleurs la forêt recule devant les champs sans qu'il y ait depuis plus de cinquante ans transfert de l'habitat vers les lieux de production agricole.

Cette évolution a entraîné "l'extensification" des techniques culturales en raison de la forte baisse des densités supportées par les terroirs résultant de l'extension considérable des zones cultivées et de la diminution de la force de travail des populations par émigration d'une forte proportion de jeunes.

Ces sociétés, en se transformant, ont montré leur aptitude à la mise en valeur spontanée des vallées onchocerquiennes de la zone soudanaïenne. Elles indiquent, d'autre part, leur refus de vivre dans l'isolement de villages perdus dans la forêt, ou dans des sites d'habitat à effectif humain trop réduit.

Ces constatations ne résolvent pas le problème de l'absence de peuplement des vallées au siècle dernier. Les razzias ne peuvent être responsables de cet état de fait en raison des regroupements denses de population supportés alors par ces civilisations. Si les forêts avaient été fortement peuplées, les razzias n'auraient pu s'y développer. Si elles ont pu avoir une action marquante, c'est que les densités de population y étaient quasiment nulles : on capturait les égarés, les téméraires qui avaient ouvert des champs isolés dans la forêt. Donc celle-ci n'était pas peuplée. La crainte de la forêt n'est certainement pas une raison suffisante pour expliquer ce phénomène. Certes, les Mossi s'installent toujours assez loin des arbres et des rivières et ont une forte appréhension face aux génies des bois. Les Bissa ont des habitats identiques à ces derniers, mais ils ont depuis longtemps traversé la Volta Blanche et défriché ses rives. D'autre part, la brousse, comme le prouvent les défrichements actuels, demeure le lieu privilégié pour la fourniture des produits vivriers elle n'est pas synonyme de mort, mais au contraire d'abondance en céréales et en viandes....

On ne peut, alors, manquer d'évoquer les facteurs sanitaires ayant empêché de mettre ces zones en valeur puisque les conditions pédologiques et hydriques ne semblent pas déterminantes. Ces hommes ayant prouvé que les fortes densités de population limitaient les dangers de l'onchocercose - s'entend

dans leur esprit - et qu'ils ne craignaient pas cette maladie à évolution lente, il est permis de penser que d'autres épidémies, aujourd'hui disparues, furent responsables de cette absence de peuplement. La trypanosomiase, encore très présente dans les années trente, est peut être le facteur explicatif. Cependant, lorsque les Mossi manquaient de quelque chose, ils allaient le chercher chez leurs voisins bissa ou gourounsi. Quant aux Bissa, et surtout ceux du Léré, il semble qu'ils possédaient un système agraire beaucoup plus intensif. L'espace cultivé étant suffisant pour faire vivre la population, il n'était pas nécessaire de s'exposer à des risques sanitaires inutiles en s'installant à proximité des gîtes à glossines ou à simulies. L'absence de peuplement des vallées serait alors la conjonction de l'absence de besoin en terres nouvelles et de plus grands risques sanitaires existant à proximité des rivières. La progression "en nappe" des espaces cultivés au XIXème siècle va dans le sens de cette interprétation, ainsi que les très nombreux défrichements effectués par les Mossi, depuis 10 ans dans la forêt au nord de Léo.

Actuellement, les campagnes de contrôle de l'onchocercose menées par l'O.M.S., ainsi que les émissions radiophoniques développent chez les jeunes une psychose de la "cécité des rivières". Chaque jour le dépeuplement massif des vallées est affirmé. Dans l'optique de la mise en valeur des zones libérées de l'endémie par le programme d'éradication de l'onchocercose, on tente de sensibiliser les populations à l'absence de risques de contracter cette maladie, afin de les faire revenir sur les "lieux où les ancêtres sont enterrés". Cette campagne procède de deux erreurs : d'une part, les populations n'ont jamais eu peur de la "cécité des rivières", d'autre part, leurs ancêtres n'ont jamais réellement occupé les régions où on veut les faire venir (1).

(1) Ceci sans préjuger d'un habitat beaucoup plus ancien. On trouve actuellement dans le lit de la Volta Blanche des meules dormantes, notamment à l'aval de Yakala, prouvant une présence humaine ancienne. Ces meules étant mise à jour par le surcreusement actuel de la rivière, ces installations humaines ont dû exister avant qu'une phase de remblaiement ne se soit mise en place.

L'extension des superficies cultivées par défrichement de la forêt a été, depuis le début du siècle, la réponse constante aux problèmes posés par la colonisation, puis, par la croissance démographique, depuis 1947. Dans ce mouvement accompagné d'"extensification" des techniques culturales, les populations ont aussi montré leur refus de vivre en petits noyaux isolés, hors de relations tant commerciales que sociales fréquentes. Les petits noyaux humains ressentent, beaucoup plus que les grosses agglomérations, les agressions de la brousse matérialisées par les mouches, mais aussi par les antilopes, les éléphants, les singes... L'inefficacité de petits groupes face aux éléments naturels pose le problème des structures sociales de la production que tout organisme de développement devra prendre en compte, sous peine de risquer l'échec à brève échéance. Ce sont actuellement les noyaux de production les plus larges qui défrichent le plus et ils le font à partir de régions densément peuplées. L'Autorité des Aménagements des Vallées des Volta dispose d'autre part de toute latitude pour interdire de nouveaux défrichements sur plus d'un million d'hectares le long des Volta Rouge et Blanche.

Si de telles mesures étaient prises, l'A.V.V. ne permettrait plus aux populations riveraines des rivières de poursuivre un système d'adaptation vieux de plus de 60 ans. Or les fortes croissances démographiques du pays bissa poussent ces populations à étendre leurs superficies cultivées. Si l'interdiction leur en était faite, ceci ne pourrait qu'accentuer les immigrations vers le Ghana et la Côte d'Ivoire, et irait à l'encontre des objectifs de l'organisme d'aménagement.

Ces constatations ne remettent aucunement en cause le programme de contrôle de l'onchocercose. Le nombre important d'aveugles à proximité des vallées, l'affaiblissement des forces de travail qui résulte de la maladie, posent à la fois un problème économique et humain qu'il est souhaitable de résoudre à brève échéance, même si la "cécité des rivières" n'interdit pas le peuplement des vallées. En privant les populations d'une partie de ses forces de travail, elle pousse certainement à l'"extensification".

Tenir compte, pour toute organisation de la mise en valeur de ces terres neuves, du comportement historique des populations est par contre indispensable. La mise en valeur des vallées s'est effectuée en tache d'huile, à partir de noyaux de vie densément peuplés et a été effectuée par des cellules de productions larges. Il est alors préférable de partir du peuplement existant, de contrôler ses défrichements plutôt que d'installer de nouveaux noyaux de peuplements isolés : bicyclettes et mobylettes ont énormément raccourci les distances. Cette action devrait, dans le cadre de la politique voltaïque de développement communautaire, s'attacher à mettre en place des structures sociales de production apte à éviter gaspillages et désertification qui progressent. Encore faut-il que l'organisme de mise en valeur (l'A.V.V. en l'occurrence) puisse disposer d'un système de contrôle des actions agraires des populations riveraines des vallées qui dépendent des O.R.D., organismes régionaux de développement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

(documents cités dans le texte)

- M.BENOIT 1977 Le chemin des Peul du Boobola contribution à l'écologie du pastoralisme en Afrique soudanienne. ORSTOM OUAGADOUGOU .
251 p. photo, cartes. Ronéo.
- L.BINGER 1892 Du Niger au golfe de Guinée par le Kong et le Mossi.
Ed. Hachette. Paris.
- A.W.CARDINAL
1920 The natives of the Northern territories of Gold Coast. London.
- T.E.HILTON 1968 Accroissement et répartition de la population dans la région haute du Ghana.
in : La population de l'Afrique tropicale.
The population council. New York.
- J.M.HUNTER 1966 River blindness in Nangodi. A hypothesis of clinical advance and retreat.
Geographical review.
- J.M.KOLHER 1971 Activités agricoles et changements sociaux dans l'Ouest Mossi (Haute Volta).
Mémoires. ORSTOM. Paris.
- P. LACARDELLE
1947 Exodes et migrations de la Haute Côte d'Ivoire en Gold Coast (1919-1947).
S.L. 97p. multigr.
- J.P. LAHUEC
1968 Zongho - Etude géographique d'un village de l'est Mossi. Cercle de Koupéla.
ORSTOM. Ouagadougou. 149 p multigr.
- MANGIN (Rev.P.)
1960 Les Mossi. Essai sur les us et coutumes du peuple Mossi au Soudan occidental.
Maison carrée - imp.
- L. MARC 1904 Le pays mossi.
Paris. Larose.
- J.Y.MARCHAL
1975 Les migrations internes Mossi : de la fin de l'expansion politique aux mouvements migratoires contemporains. (XVIIe siècle-1960).
in : "enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi"
Tome I. fasc.1. p. 10 à 58

- F. NICHOLAS 1952 La question de l'ethnie Gourounsi en Haute Volta Africa, vol. XXII, p. 170-72.
- G. REMY 1968 Les mouvements de population sur la rive gauche de la Volta Rouge (région de Nobéré).
in : Cahiers ORSTOM. Série Sc Hm Vol. V, n = 2.
- 1969 L'abandon des terres de la Volta Rouge dans la région de Nobéré.
in : neuvième conférence tech. OCCGE Bobo-Dioulasso.
- 1970 Mouvement de population et facteurs sanitaires en Haute Volta.
in : dixième conférence tech. OCCGE Bobo-Dioulasso.
- A. ROLLAND et
G. BALAY 1966 L'onchocercose dans le foyer bissa.
Rapport OCCGE, centre Muraz.
- J. ROUCH Notes sur les migrations en Gold Coast.
Ronéo. CVRS, Ouagadougou.
- E.P. SKINNER 1964 Les Mossi de la Haute Volta.
Editions internationales. Paris.
- J.W.R. SARKIES
1951 Blindness and eye diseases in the Northern territories (Gold Coast).
Official report to the direction of medical services. Accra.
- L. TAUXIER 1912 Le noir au Soudan, pays mossi et gurunsi.
Larose, Paris.
- B.B. WADDY 1949 Onchocerciasis and blindness in the Northern territories of the Gold Coast.
Report. Gold Coast Government, Ministry of health.
- ARCHIVES des cercles de : Ouagadougou, Tenkodogo, Léo dépouillées dans les sous-préfectures, au centre voltaïque d de la recherche scientifique et surtout à Abidja:
- DOSSIER 111/ONCHO. 30.5.1969.
Ronéo 85 p.

ANNEXE I

ONCHOCERCOSE ET MISE EN VALEUR DES TERRES DES VALLEES

Le projet d de l'Onchocercose
dans le bassin de la Volta
et l'autorité des Aménagements des Vallées des Volta.

Nous lions ces deux programmes dans la même note en raison de la dépendance du second par rapport au premier : l'un des buts de l'A.V.V. est de repeupler et de mettre en valeur les vallées, abandonnées par la population, débarassées du vecteur de l'onchocercose : la similie.

La maladie :

L'onchocercose ou "cécité des rivières" est : "une parasitose causée par un nématode, filaire du genre onchocerca et appartenant à l'espèce onchocerca volvulus."(1)

Elle affecte au moins 20 millions d'individus, en Afrique tropicale, au Yémen et en Amérique centrale. L'affection est localisée aux tissus sous-cutanés et occasionne des éruptions cutanées provoquant d'intenses démangeaisons, de la pachydermie, une dépigmentation de la peau et l'apparition de nodules caractéristiques où se trouvent les filaires adultes. Cette maladie entraîne souvent un vieillissement avant l'âge, diminuant la force de travail des populations et, conséquence la plus grave, des lésions oculaires pouvant entraîner la cécité.

Les savanes des bassins des Volta représentent l'une des régions du globe les plus touchée par l'endémie. On estime que sur 700 000 km² s'étendant en partie sur la Haute Volta, le Bénin,

(1) R. Puyelo et M. Holstein. 1950.

le Togo, le Niger, le Mali, le Ghana et la Côte d'Ivoire, plus de 1 000 000 de personnes sont infectées, qfau moins 50 000 individus sont aveugles et que ceux souffrant de troubles de la vue sont encore plus nombreux.

Les filaires sont transmis par une petite mouche, simulium damnosum, qui a besoin, pour se reproduire de cours d'eau à débit rapide, bien oxygénés, où elle dépose des oeufs. Lors de besoin en repas de sang, la similie peut s'infecter en piquant des individus porteurs de filaires. Cette maladie est cumulative et plus un individu sera piqué par des insectes infestés, plus ses manifestations seront accentuées. L'important pour le développement de l'endémie est donc la probabilité pour un individu de se faire piquer x fois, sur une période plus ou moins longue, par des similies infestées. Ce sont les populations vivant ou cultivant à proximité des gîtes à simulium damnosum qui sont les plus exposées, et le risque de se faire piquer est d'autant plus grand que les densités de population sont plus faibles.

La première étude clinique de la maladie fut rapportée dans le compte-rendu sanitaire du conseil de la Nouvelle Espagne, en 1571.(1) "Bolas que se forman en la cabeza, ojos que se arruga y van perdiendo la nocion de ver y piel que se torna como pargami no".

L'existence de cette filariose et de ses complications oculaires fut, en Haute Volta, mise en évidence par le Docteur Goarnison en 1931. Après quelques observations locales, R. Puyelo et M. Holstein étudiaient en 1950 "l'onchocercose humaine en Afrique Française, maladie sociale". Les études, tant cliniques qu'épidémiologiques, se poursuivirent ensuite en Haute Volta, avec notamment le centre Muraz de Bobo-Dioulasso, et devaient déboucher sur le programme OMS de lutte contre l'onchocercose dans la région du bassin de la Volta.

Réunis en 1968 à Tunis, l'OCCGE (2), l'OMS(3), l'USAID(4),

(1) Cité par R.Puyelo et M. Holstein.

(2) O.C.C.G.E. : Organisation commune de lutte contre les grandes endémies.

(3) O.M.S. : Organisation Mondiale de la Santé.

(4) U.S.A.I.D. : United States Aids for International Development.

concluaient que la lutte contre l'endémie était possible, et qu'il était souhaitable d'entreprendre rapidement une action de grande envergure contre *simulium damnosum* pour réduire prévalence et cécité en Afrique Occidentale.

De 1969 à 1970, les sept gouvernements concernés (cf. Supra) confirmèrent leur intérêt pour un tel programme et d'adressèrent au PNUD pour obtenir la mise en route d'une telle section. Une mission de l'OMS, financée par le PNUD, établissait un vaste rapport doté d'une vingtaine d'annexes sur le sujet et présenté aux différents gouvernements concernés en août 1973. Il comprend une analyse détaillée de l'onchocercose et de ses répercussions socio-économiques, une proposition chiffrée pour la mise en place d'un programme de lutte contre la maladie dès 1974, ainsi que pour la mise en valeur des vallées fertiles et autres zones abandonnées des bassins des Volta.

Pour la Haute Volta, deux zones principales d'intervention pour un développement rural étaient proposées. Ce sont, d'une part, les vallées des Volta Blanche et Rouge, d'autre part, les zones bordières de la Volta Noire et de la Bougouriba.

Ces choix se basaient sur le postulat suivant :

"La maladie représente (...), dans la région le principal obstacle au peuplement, et par conséquent au développement économique des vallées fertiles qui restent inhabitées et improductives."

De 1974 à 1976, le programme d'élimination de *simulium damnosum* commençait avec des épandages d'insecticides par hélicoptères et avion, et ouvrait les vallées à une mise en valeur "encadrée".

L'Autorité des Aménagements des Vallées des Volta :

A la suite d'une étude de pré-factibilité effectuée par la S.E.D.E.S., une cellule d'appui financée par le F.A.C. organisa et coordonna les études nécessaires à la mise en place du projet de mise en valeur des vallées des Volta, et ce dès 1972.

En mars 1974, la Société d'Aménagement des Vallées des Volta était créée par ordonnance présidentielle. Le 5 septembre 1974, une nouvelle ordonnance créait "l'Autorité des Aménagements des Vallées des Volta" (A.V.V.), organisme public à caractère industriel et commercial, rattaché au ministère du développement rural. Ses statuts seront fixés par décret présidentiel du 20 septembre 1974.

Les objectifs de l'A.V.V. sont :

- Repeupler les vallées libérées de l'onchocercose en organisant le transfert de migrants à partir des régions surpeuplées du pays mossi.

- Mettre en valeur les terres fertiles de ces vallées par une colonisation systématique, par l'établissement d'un schéma directeur, la mise en place d'infrastructures de base indispensables à l'accueil des migrants et en vulgarisant des techniques modernes de culture grâce à un encadrement dense.

Le domaine d'intervention :

Il couvre l'ensemble des bas bassins voltaïques des Volta, soit :

Volta Blanche - Nouao	8 250 000 hectares
Volta Rouge	3 900 000 hectares
Volta Noire - Bougouriba	6 000 000 hectares
Volta Noire - Poni	2 150 000 hectares

Seul l'aménagement des bassins des Volta Blanche et Rouge était avancé en 1977. Nous ne traiterons dorénavant que de ce secteur.

Dans les vallées des Volta Blanche et Rouge, 465 000 ha sont réservés aux terrains agricoles, 301 000 ha sont classés en zone d'élevage 114 000 ha représentent les forêts classées, 90 000 ha de réserves de faune.

L'installation de 12 250 familles y est prévue sur 15 ans. Cultures sèches et cultures irriguées sont différenciées depuis 1975, mais aucun aménagement n'est encore réalisé pour la dernière catégorie.

En 1974, 263 000 hectares étaient estimés cultivables. En raison des contraintes pédologiques, cette superficie a été ramenée à 130 000 hectares, soit 34 % de la superficie dite agricole. Chaque famille de 6 à 10 personnes, reçoit en moyenne 12 hectares de S.A.U., défrichés en 5 ou 6 ans.

En 1976, 806 familles avaient été installées sur sept blocs de cultures, mais 67 d'entre elles avaient donné leur démission dès leur arrivée. L'A.V.V. avait alors réalisé ses objectifs d'installation de famille à 52 %. 15 % des familles étaient originaires du nord du plateau mossi, 19,4 du centre-est, et 59,2 % de la préfecture de Ouagadougou, région du centre

L'expérience est encore trop jeune pour fournir des chiffres de production en coton ou en produit vivrier, d'autant plus qu'il y a absence de chiffres quasi-totale pour les saisons agricoles de 1972 à 1974, et qu'en 1975, les estimations des productions ont été faites à partir de carré de rendement. Aucune récolte de coton n'aurait dépassé 800 kg/ha, sauf à Mogtedo 3 (1294 kg/ha) où les superficies cultivées n'étaient que de 13,5 ha et destinées à la multiplication des semences, donc plus étroitement encadrées.

De 1974 à 1976 inclus, 274 paires de boeufs ont été introduites et placées auprès des paysans tandis que, depuis 1973, les paysans avaient amené avec eux 17 bovins personnels. Il y avait donc, en 1976, moins de 1 bovin par famille tandis que l'A.V.V. envisage de déplacer les éleveurs vers le périmètre de la Nouhao, très trypanosomé, où les sols sont trop médiocres pour des spéculations agricoles.

L'ancienneté des installations et des transhumances peul n'est pas reconnue par l'A.V.V. qui craint, dans un proche avenir, la compétition aux pâturages des animaux des villages et de ceux des troupeaux peul. Elle pense qu'il est indispensable d'éviter dès à présent la création de droits d'usage sur les pâturages des blocs, qui devront être placés en réserve pour les paysans installés. Ceci peut être un obstacle à l'intégration agriculture/élevage inscrite dans les textes de l'A.V.V. mais il ne revient pas à cette petite note de discuter de la politique de mise en valeur des Volta.

Enfin, pour une famille de trois actifs, en zone nord, on estime les superficies cultivées au bout de trois ans d'installation à :

coton	1 ha
sorgho	1 ha
arachide	0,30 ha
niébé	0,30 ha
maïs	0,40 ha
mil	1 ha
	<hr/>
	4 ha

auxquels s'ajoutent environ 1 hectare de champ de case, 3 hectares de jachère et 4 hectares de réserve foncière et de "bandes d'arrêt" boisées contre l'érosion.

En zone sud, la même famille met en valeur :

coton	1 ha
sorgho	1,25 ha
arachide	0,25 ha
niébé	0,25 ha
riz	0,25 ha
mil	0,75 ha
maïs	0,25 ha

plus 1 hectare de champ de case, 2 hectares de jachère et 3,5 hectares de réserve foncière.

La mise en valeur totale de l'espace concédé aux familles s'effectuant la sixième année en zone nord et la cinquième année en zone sud.

En fonction des rendements estimés en 1975, le revenu monétaire net varierait par famille installée depuis 3 ans entre 20 et 50 000 CFA, et serait d'environ 30 000 CFA pour une famille de 6 personnes, dont 3 actifs (1).

(1) Les chiffres qui précèdent sont tirés de :

- Bilan et diagnostic des actions entreprises au titre de l'aménagement des vallées des Volta. 1971-1976.
Juin 1976
République Française République de Haute Volta
Ministère de la coopération Ministère du Développement Rural

BIBLIOGRAPHIE

- LE BERRE R. 1970 Résultat des campagnes de lutte contre l'onchocercose.
Rapport final XXe conférence technique O.C.C.G.E., Bobo-Dioulasso.
- O.M.S. 1973 Contrôle de l'onchocercose dans la région du bassin de la Volta.
O C P/73.1., Annexes I à IV.
- PROST A. 1976 La cécité dans les Républiques du Mali et de Haute Volta. Prévalence. Répartition géographique.
OCP/EPI/76/17. Ouagadougou.
- PUYUELO R. et HOLSTEIN M. L'onchocercose humaine en Afrique noire. Maladie sociale.
M. Leconte. 2d., Marseille.

A N N E X E II

Le peuplement du pays gourounsi par les Mossi

L'évolution de la population des régions kassena et nounouna à l'ouest de la Volta Rouge, ne peut être saisie si l'on n'a fait appel à l'histoire de la dernière moitié du XIX^{ème} siècle, où elles furent ravagées par les razzias effectuées par les Djerma et les Nakomsé.

Le système d'occupation de l'espace y était très différent de celui rencontré en pays mossi ou bissa. L'exploitation s'y faisait par petits villages isolés dans la forêt et n'ayant que très peu de liens politiques entre eux. Ce pays était déjà soumis au début du XVIII^{ème} siècle à des prélèvements de captifs par les Dagomba et les Mossi, mais cela n'atteignit jamais l'ampleur du mouvement de dépopulation entraîné par la mise à sac systématique orchestrée par les Djerma. La majorité du paysage était constitué par des forêts dans lesquelles s'ouvraient les clairières d'habitat et de culture. "Cette contrée (...), et surtout aux abords du fleuve et des bas-fonds, est en général couverte d'une végétation qui, sans être luxuriante, est cependant belle pour le Soudan (1).

Vers 1850, alors que le djerma était ravagé par les guerres peul, deux cavaliers, Alpha Hano et Gazari se rendirent en pays dagomba et entrèrent au service du chef de cette région. En 1856, ce dernier devant livrer 2 000 esclaves aux Ashanti, les Djerma participèrent à une campagne en pays gourounsi, où ils se fixèrent. De 1856 à 1862, Alpha Hano commanda, à partir de Turu, les raids djerma en pays gourounsi. Puis, jusqu'en 1872, ce fut le tour de Gazari de diriger les razzias et la mise à sac du pays. Il s'allia aux Gourounsi de Sati afin de repousser l'attaque des Dagomba, jaloux des succès de leurs anciens mercenaires.

(1) Binger. Op. cit. p.443.

A la mort de Gazari, Babatu prit le commandement des cavaliers djerma, qui atteignirent l'apogée de leur force vers 1890 et se rendirent maître de l'ensemble des pays nounouna et kassena occidental (1) avec l'aide d'une partie de ceux-ci. Quelques villages furent épargnés par les razzias, comme Kassou chez les Nounouna et Combili chez les Kasséna : Les chefs de ces villages payaient de lourds tributs aux Djerma afin d'éviter le pillage de leurs gens.

"Le Gourounsi (qui) était bien peuplé"(2) ne compta plus bientôt que des villages ruinés dont Binger cite un certain nombre tels : Lave, Diabéré, Bouri, Boudassoué, Kou, Kotelé etc... Ce même auteur constate en même temps le développement de villages musulmans mossi "de formation relativement récente"(3), tels Bouganiéna et Baouér'a, qui entraînèrent respectivement le déclin des villages gourounsi de Tébéné et Baouér'a gourounga. Ces villages mossi, musulmans, comportaient une forte proportion de Yarcé se livrant activement au commerce des esclaves avec les Djerma, et accentuaient la pression de ces derniers et des Nakomsé riverains de la Volta Rouge sur les populations locales.

A l'arrivée du lieutenant Voulet et du Commandant Hugot dans la région, en 1896, le pays était largement dépeuplé et Hamaria, ancien captif gourounsi, lieutenant de Babatu, signa à Sati un traité de protectorat avec Voulet le 19 Septembre 1896, après la défaite de Babatu à Yaro. Ce dernier est, en mars 1897, définitivement chassé du territoire français par le lieutenant Chanoine, et devient l'allié des Britanniques contre Samory à Wa en avril 1897, avant d'être vaincu par ces derniers au Mamprusi en 1898 (4).

(1) Nous différencions les Kasséna orientaux, habitant les régions de Tiébélé et de Pô, des Kasséna occidentaux de Guiaro et de Léo. Les premiers habitent des zones densément peuplées, identiques à peu de chose près au pays nankana ou même bissa. Les seconds sont dispersés dans la forêt et disposent d'un habitat moins élaboré.

(2) Binger op.cit.p.447 T.I.

(3) Binger op.cit. p.2 T.2.

(4) Lettre de Donald Stewart, commandant, au lieutenant Chanoine, commandant de l'expédition française à PO. 12/4/1897. Archives C.V.R.S. Ouagadougou.

La pacification du Gourounsi était alors terminée, et en 1899, il sera rattaché au cercle du Mossi dont il ne sera, en partie, séparé qu'en 1922.

Le mouvement de peuplement mossi dans cette région se poursuivra au cours des décennies suivantes, mais, mis à part les chefferies de Baouér'a, Bouganiena, Sapouy, Dallou et Bagata, les installations humaines mossi y seront de courte durée, les émigrants allant se fixer à proximité des habitats gourounsi, sur les jachères de ces derniers.

En 1923, Nobéré avait perdu 40 % de ses effectifs humains depuis moins de 10 ans : ceux qui étaient partis vers la rive droite de la Volta Rouge étaient nombreux. On notait ainsi 40 familles parties à Tuili, 19 à Bagata, etc... tandis que l'administration expulsait 64 familles mossi de Sapouy, 20 de Guiaro, 26 du nord de Pô, qui rentraient dans le canton de Nobéré. Ce mouvement n'était pas toujours contrôlé ou décidé par l'administration : en 1928, 20 chefs de case des villages de Koro et Kamsi, dans le canton de Guiaro, rentraient spontanément à Nobéré et à Manga, ainsi que 20 cases de Pigahiri créées 25 ans plus tôt... En 1925, 15 cases de Combili venues s'installer en 1915-1916, réintégraient Nobéré... et en 1926, de nombreux Mossi de Guiaro recevaient l'autorisation de s'installer dans le canton de Woko, rattaché à Nobéré. En 1926, la population de T acané diminuait de 25 % : les Mossi venus vers 1920 étant retournés chez eux...

Les installations mossi sur la rive droite de la Volta Rouge furent ainsi de très courte durée, et jamais on n'assista au desserrement de l'espace constaté sur les marges du pays mossi et bissa entre Volta Rouge et Volta Blanche. Il est remarquable de noter que dans cette région, d'où nous excluons le pays nounouna, situé entre Léo et Sabou, la dynamique de l'occupation de l'espace par les Mossi reste identique aujourd'hui à ce qu'elle était il y a cinquante ans : on y vient - en dehors des chefferies mossi déjà citées qui restent stables - dix ans, vingt ans, puis l'on retourne au pays d'origine...

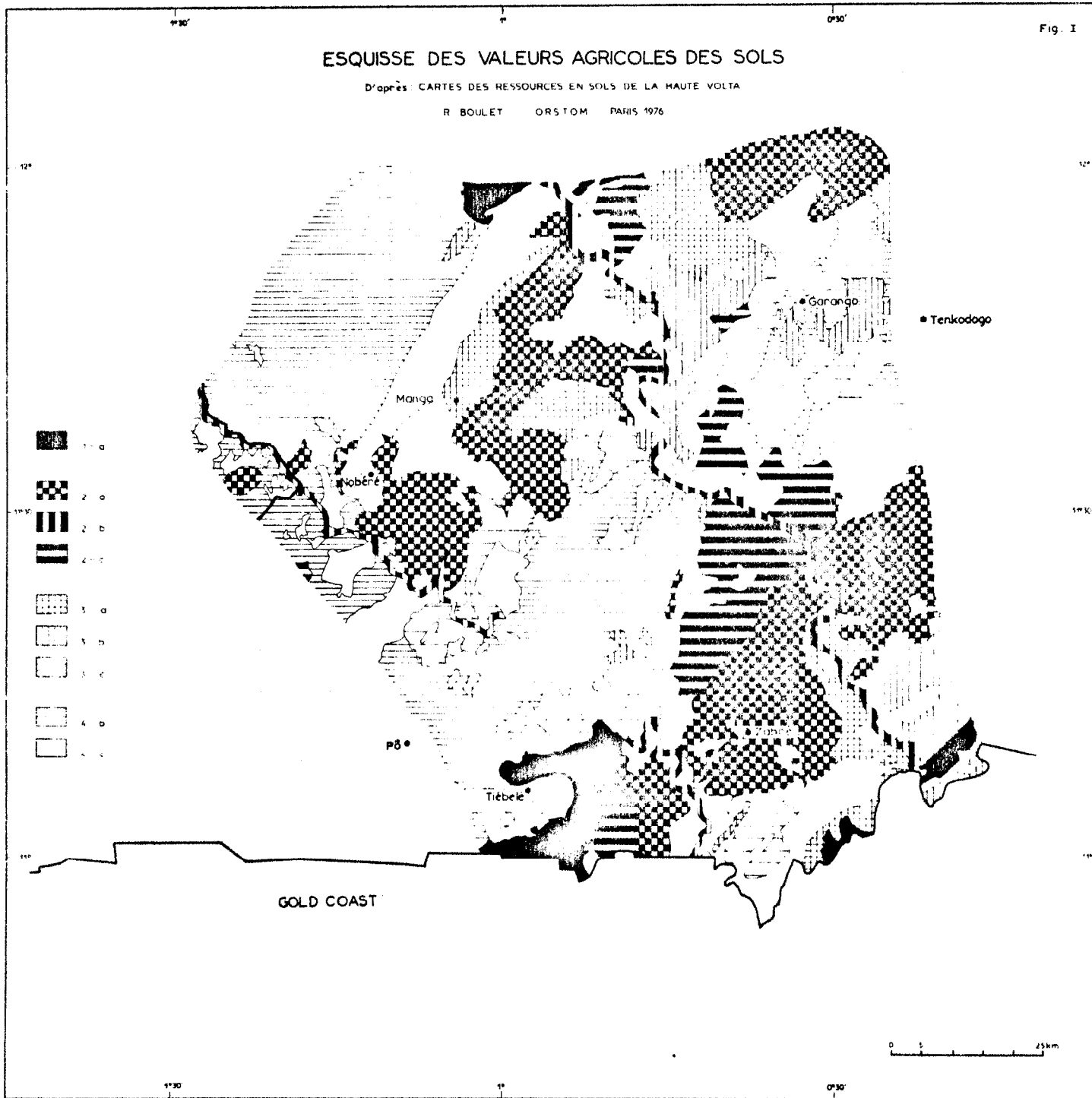
BIBLIOGRAPHIE

- CARDINALL A.W. The natives of the Northern territories of the
Gold Coast, London, 1920.
- NICHOLAS F. La question de l'ethnie Gourounsi en Haute Volta
Africa. Vol.XXII. 1952, p. 170-72.
- ROUCH J. Note sur les migrations en Gold Coast.
Ronéo Ouagadougou C.V.R.S.
- TAUXIER L. Nouvelles notes sur le Mossi et le Gourounsi.
Paris, Larose, 1924.

ESQUISSE DES VALEURS AGRICOLES DES SOLS

D'après CARTES DES RESSOURCES EN SOLS DE LA HAUTE VOLTA

R. BOULET ORSTOM PARIS 1976



LEGENDE : voir page suivante.

Légende de la figure I

n° légende	texture	eau	valeur agronomique
1	Sols bruns eutrophes associés à des vertisols. Argilo-sableux à argileux. Epaisseur supérieure à 40 cm, parfois un mètre.	Bonne humectation	Bonne
2 a	Vertisols dominants. Nombreux recouvrements sableux ou gravillonnaires sur argiles; Epaisseur supérieure à 40 cm mais roche parfois affleurante.	Bonne pénétration de l'eau;	Bonne à
2 b	Hydromorphes argileux à limono-argileux. Epaisseur supérieure à un mètre.	faible drainage interne (Maraichage)	moyenne
2 c	Sols ferrugineux lessivés - gravillonnaires. Epaisseur supérieure à un mètre.	drainage limite	
3 a	Vertisols sur alluvions fluviales et sables sur argiles	engorgement en hivernage	moyenne
3 b	Texture contrastée plus ou moins épaisse sur argiles	"	à
3 c	Sols ferrugineux et sableux sur argilo-sableux ou argileux Epaisseur : environ 40 cm	drainage interne réduit	faible
4 a	Alluvions variables sur argiles. Epaisseur supérieure à un mètre. Hydromorphes.	mauvais drainage	faible
4 b	Sols variables sur argiles ou argilo-sableux. Epaisseur variable.	drainage limité	à
4 c	Sols variables sur roches. Epaisseur inférieure à 40 cm.	drainage faible	nulle

Figure II

ORIGINE DES VILLAGES CRES DE LA CONQUETE
COLONIALE A 1905

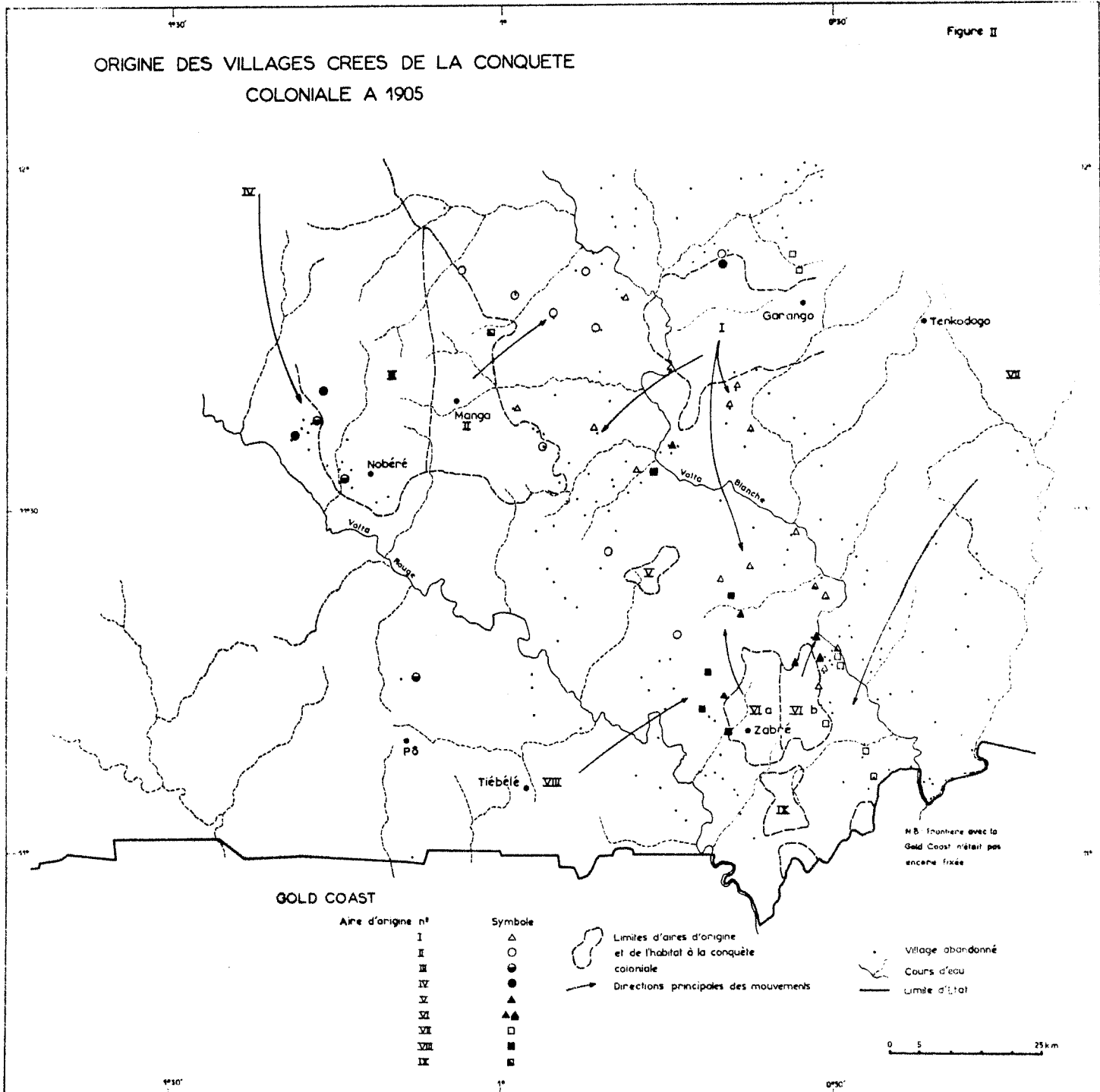
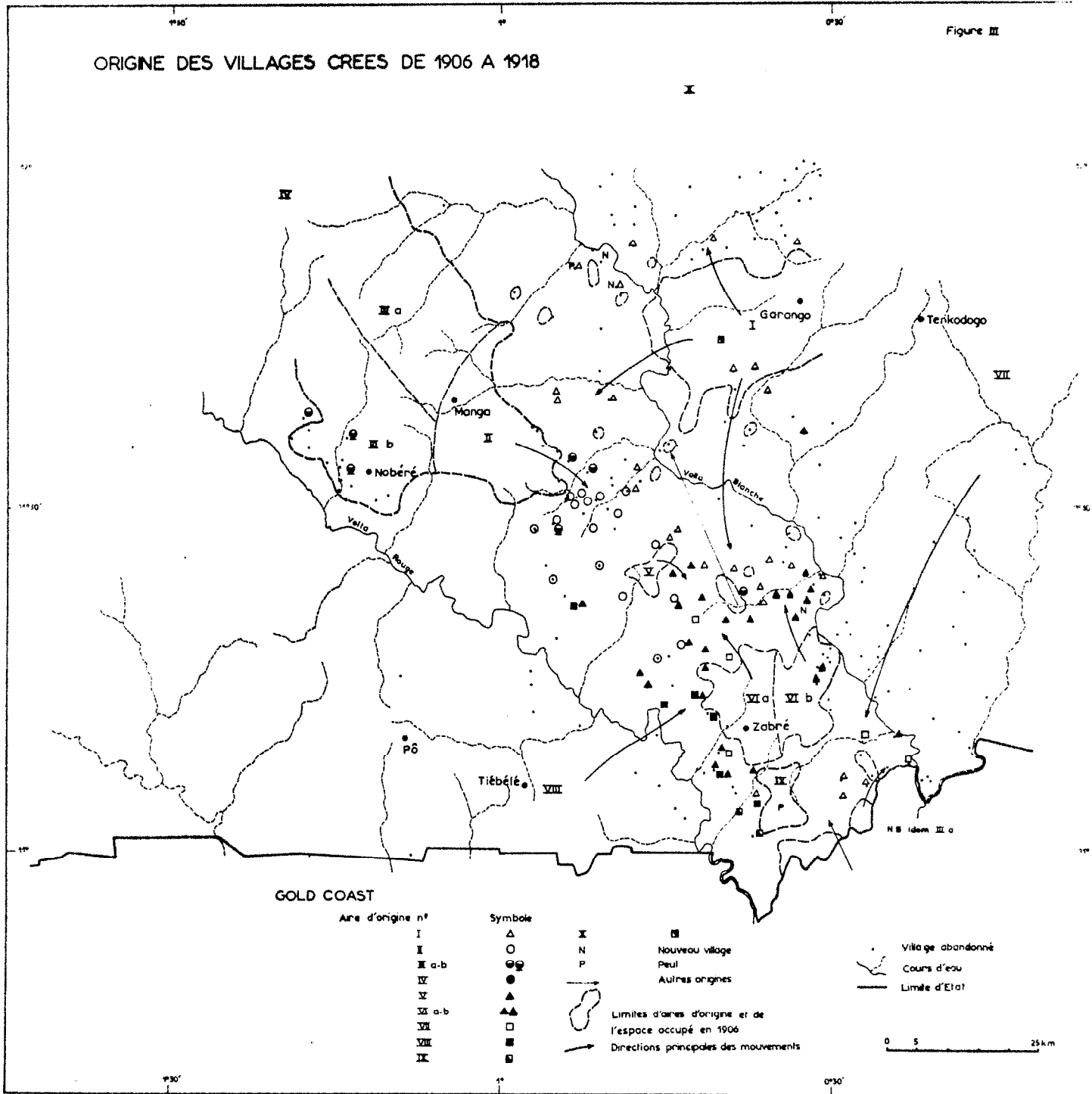


Figure III

ORIGINE DES VILLAGES CRES DE 1906 A 1918



GOLD COAST

Area d'origine n°

- I
- II
- III a-b
- IV
- V
- VI a-b
- VII
- VIII
- IX

Symbole

- △
-
- ⊙
-
- ▲
-
-

X

N

P

Limites d'aires d'origine et de l'espace occupé en 1906

Directions principales des mouvements

■

Nouveau village

Peul

Autres origines

● Village abandonné

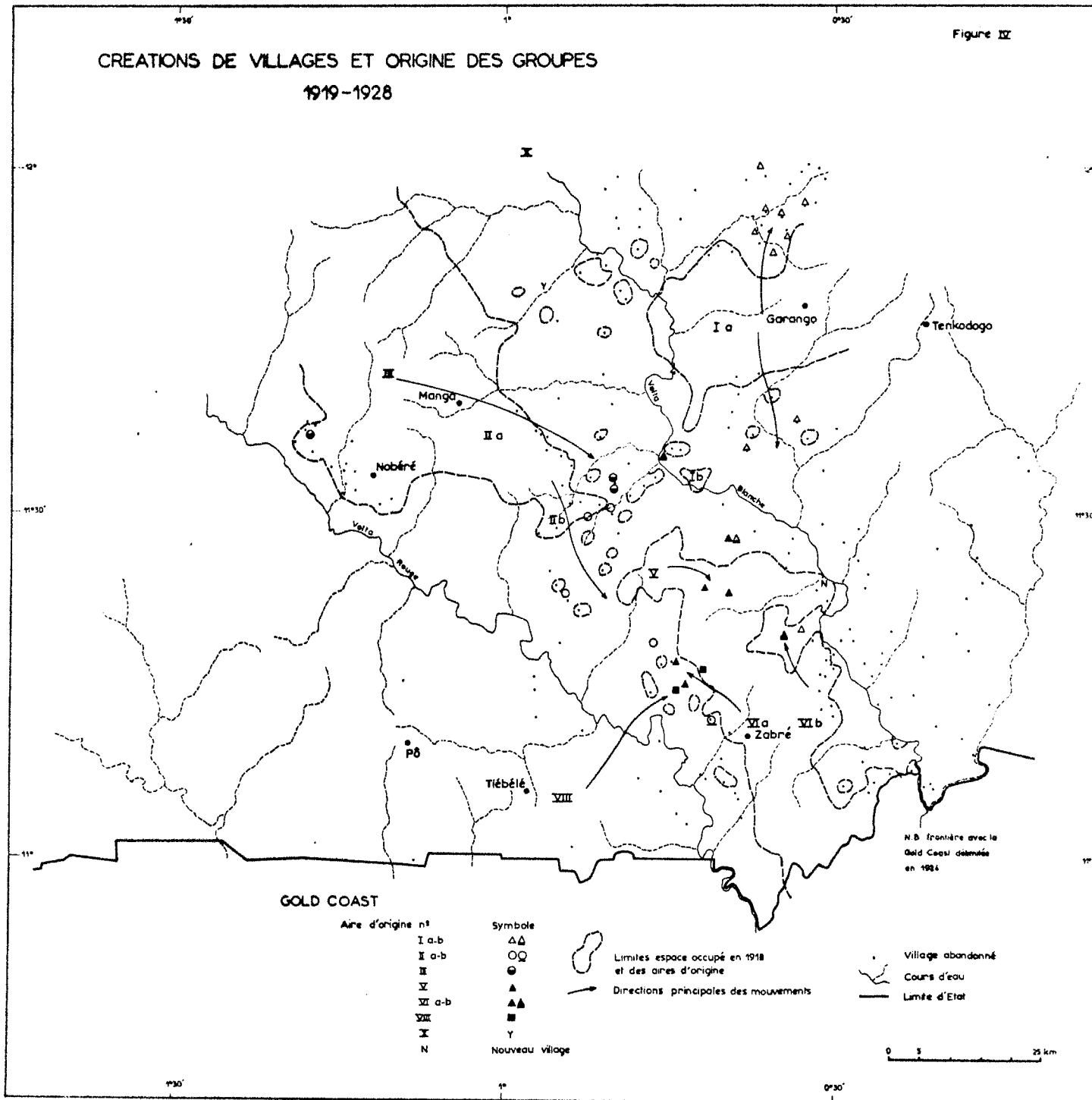
— Cours d'eau

— Limite d'Etat

0 5 25 km

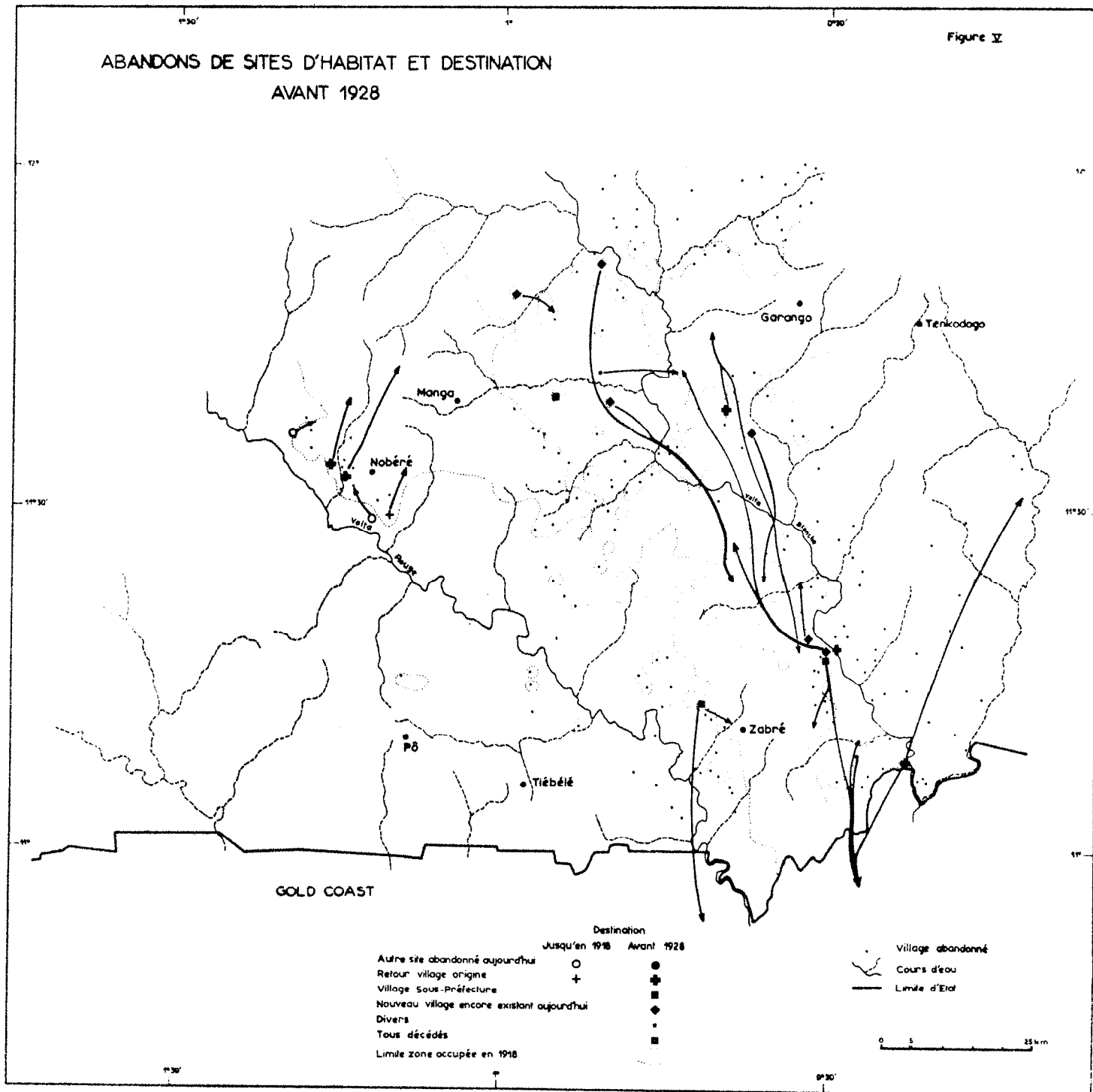
Figure IX

CREATIONS DE VILLAGES ET ORIGINE DES GROUPES 1919-1928



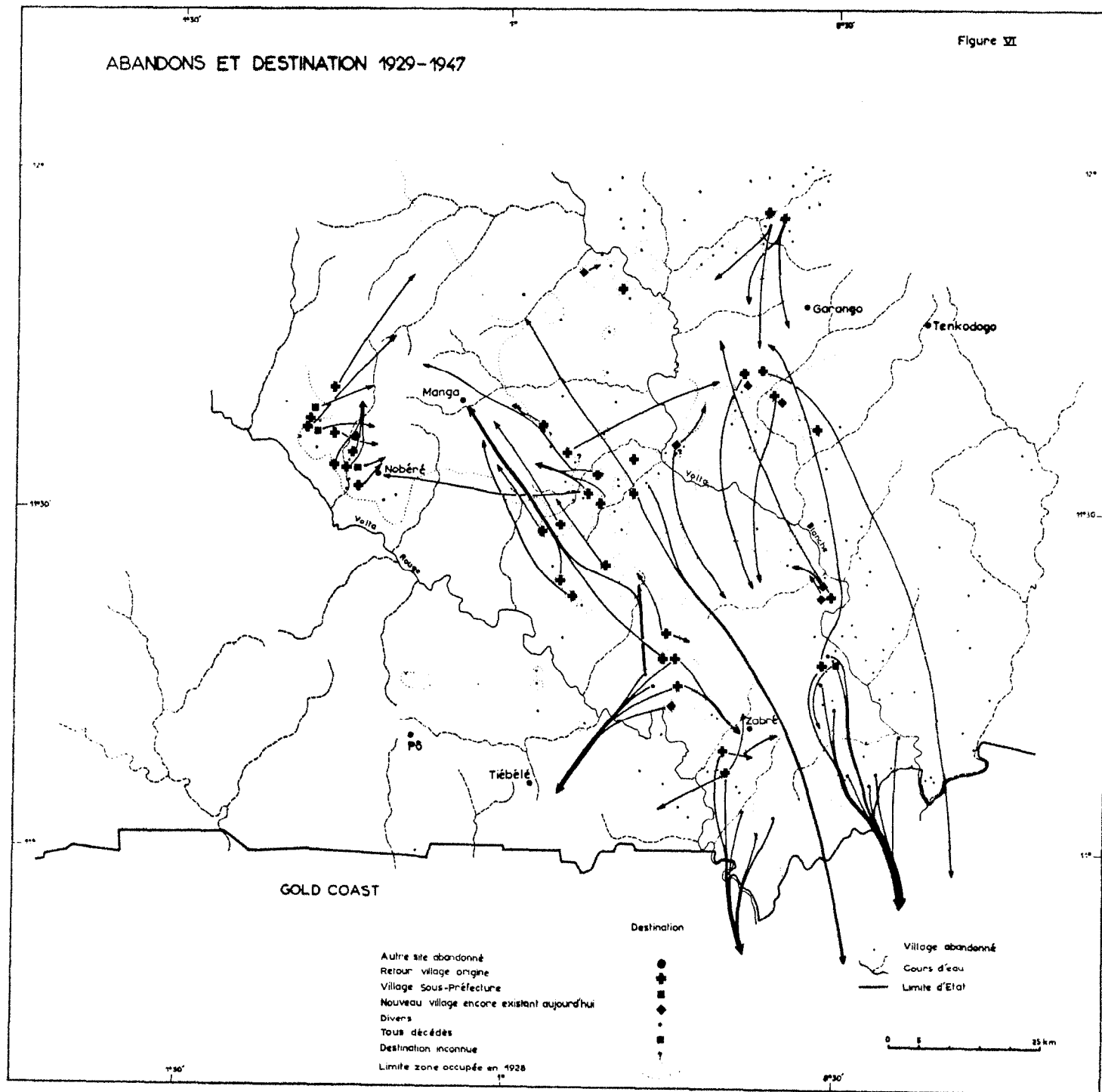
ABANDONS DE SITES D'HABITAT ET DESTINATION
AVANT 1928

Figure V



ABANDONS ET DESTINATION 1929-1947

Figure VI



GOLD COAST

- Autre site abandonné
- Retour village origine
- Village sous-Préfecture
- Nouveau village encore existant aujourd'hui
- Divers
- Tous décédés
- Destination inconnue
- Limite zone occupée en 1928

Destination

- Village abandonné
- Cours d'eau
- Limite d'Etat

0 25 km

ABANDONS DE VILLAGES APRES 1947

Figure VII

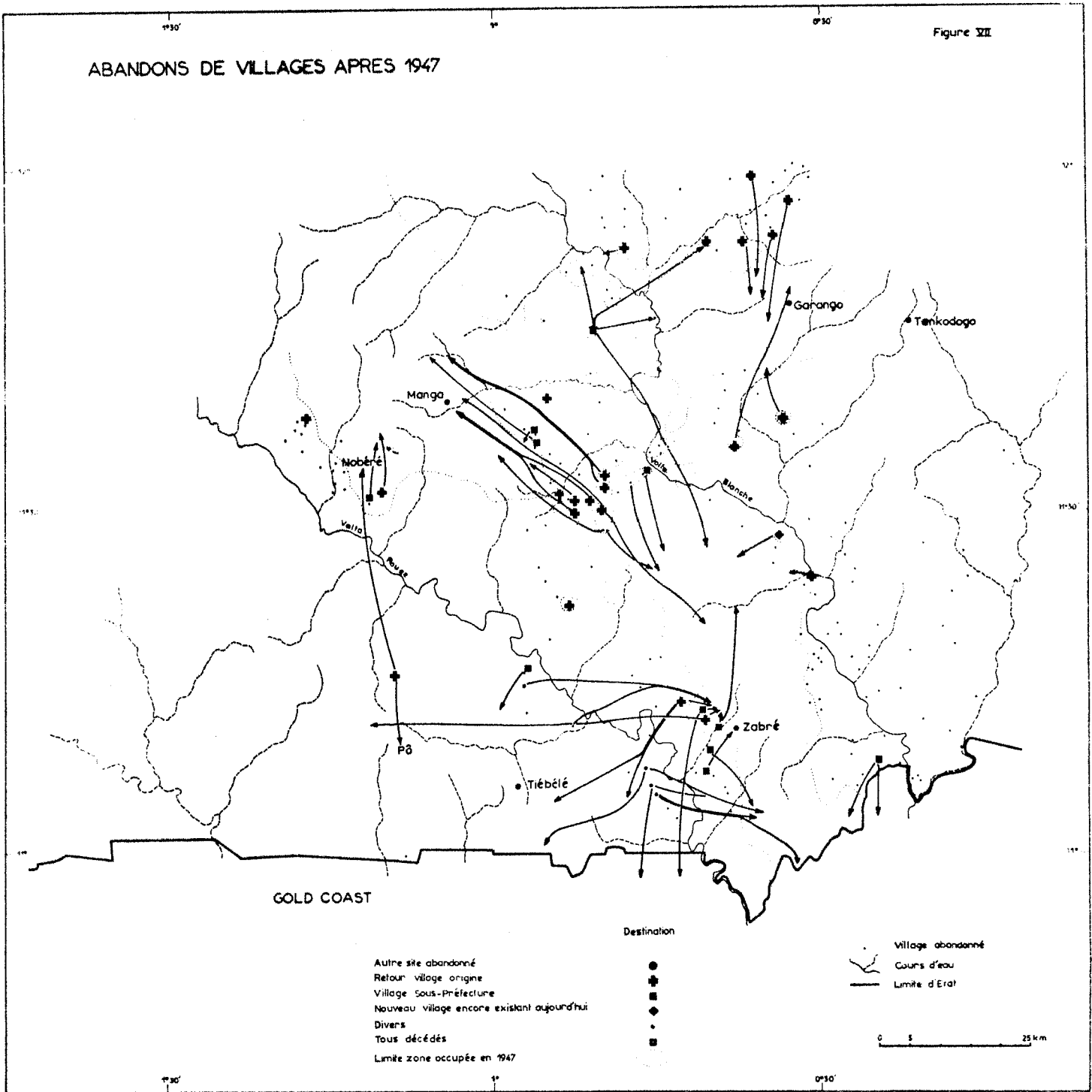


Figure VIII

EVOLUTION DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE
ENTRE VOLTA ROUGE ET VOLTA BLANCHE
L'extension de sites d'habitat et de culture

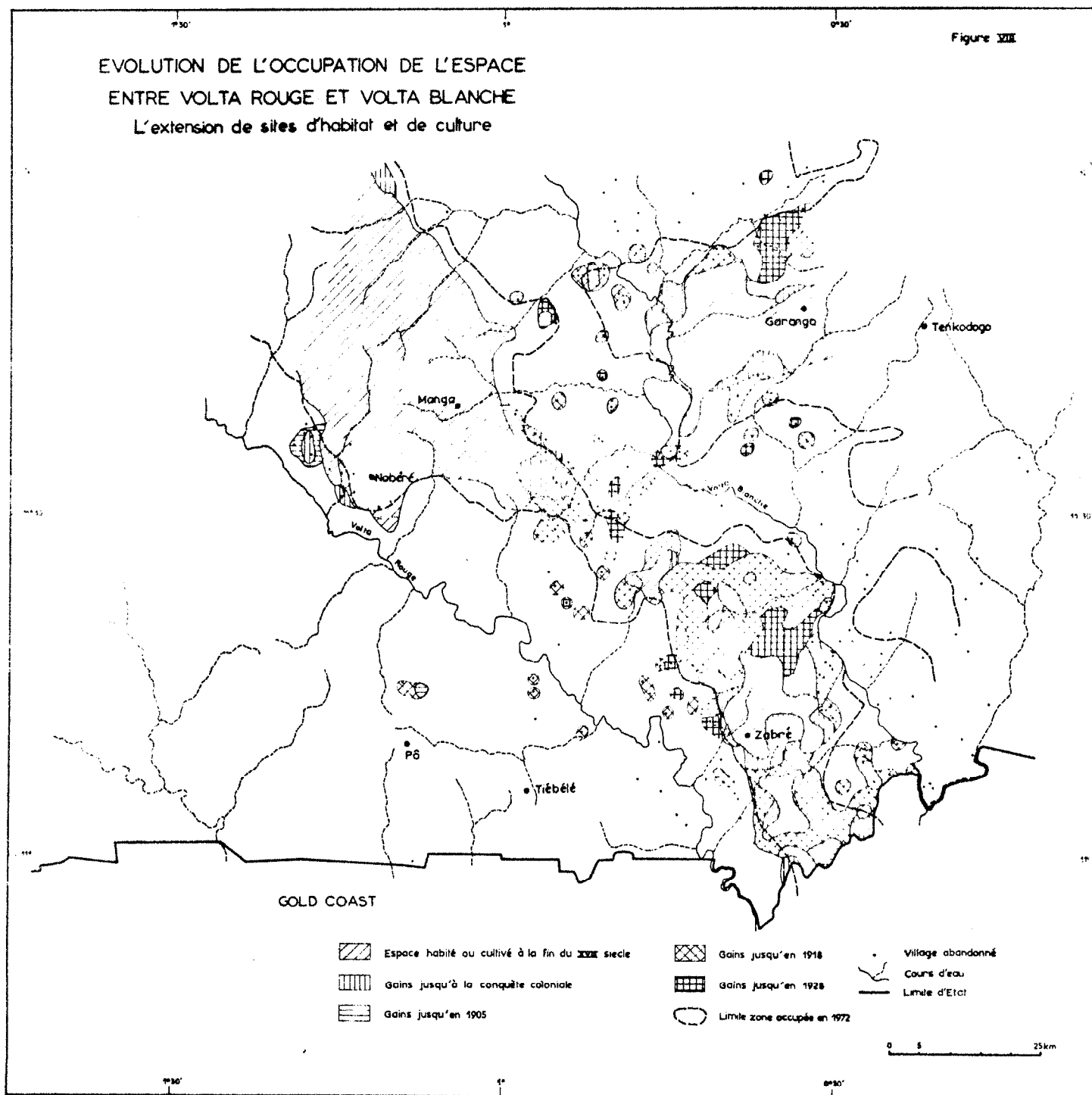


Figure IX

EVOLUTION DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE ENTRE VOLTA ROUGE ET VOLTA BLANCHE

Les abandons de sites d'habitat et de culture

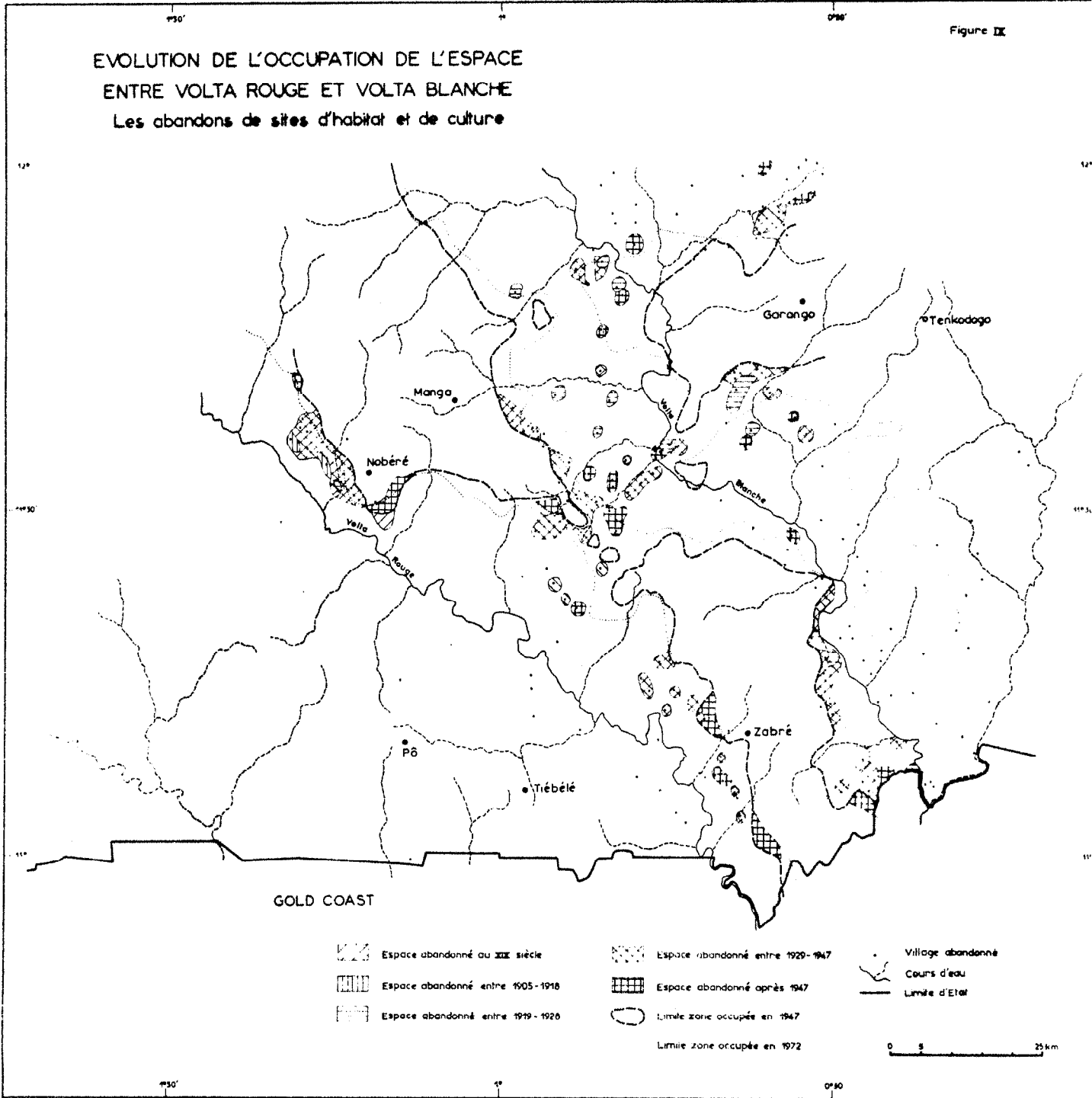


Figure 1

ORIGINE ETHNIQUE DES VILLAGES CRES
DEPUIS LA CONQUETE COLONIALE

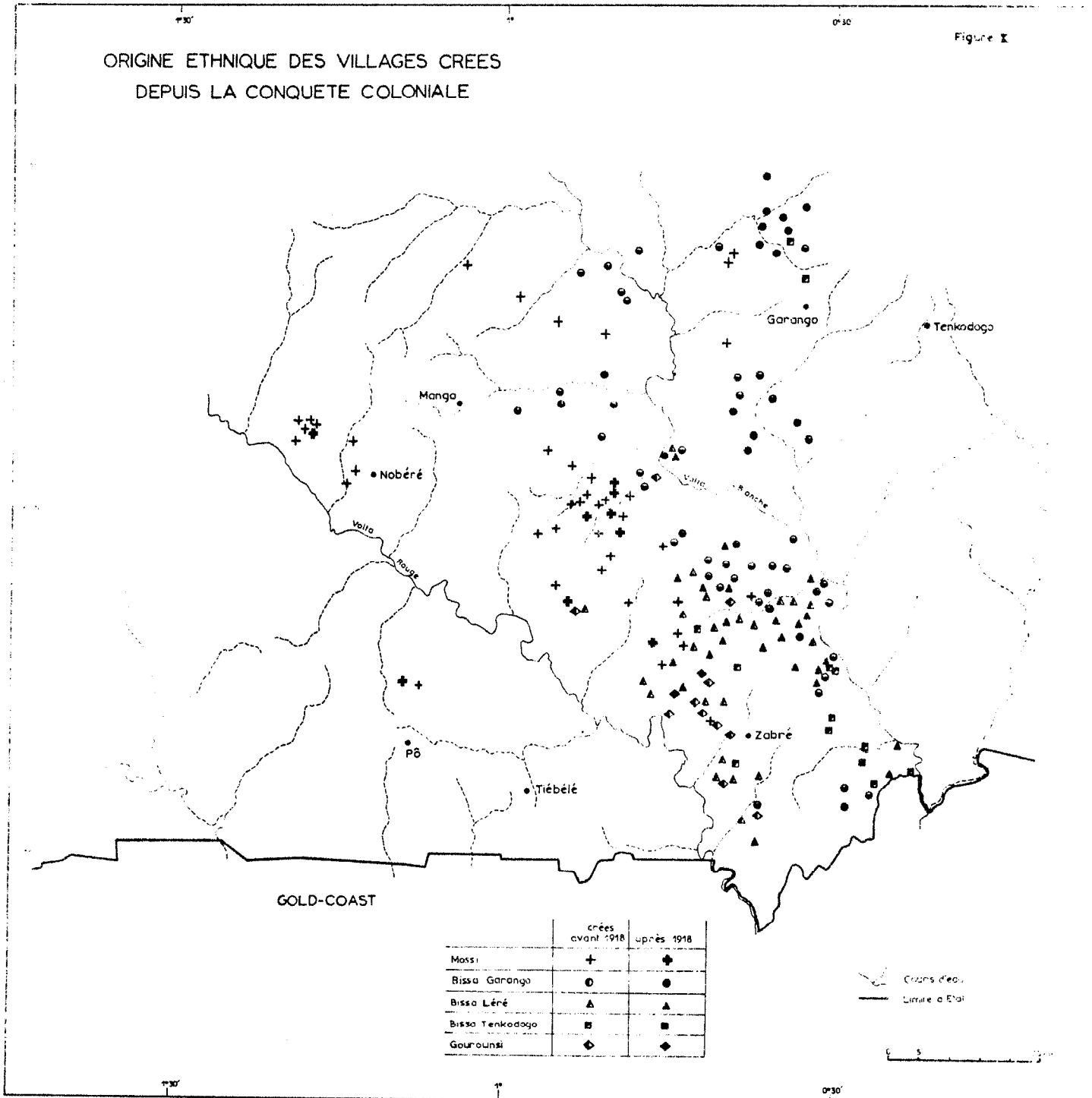
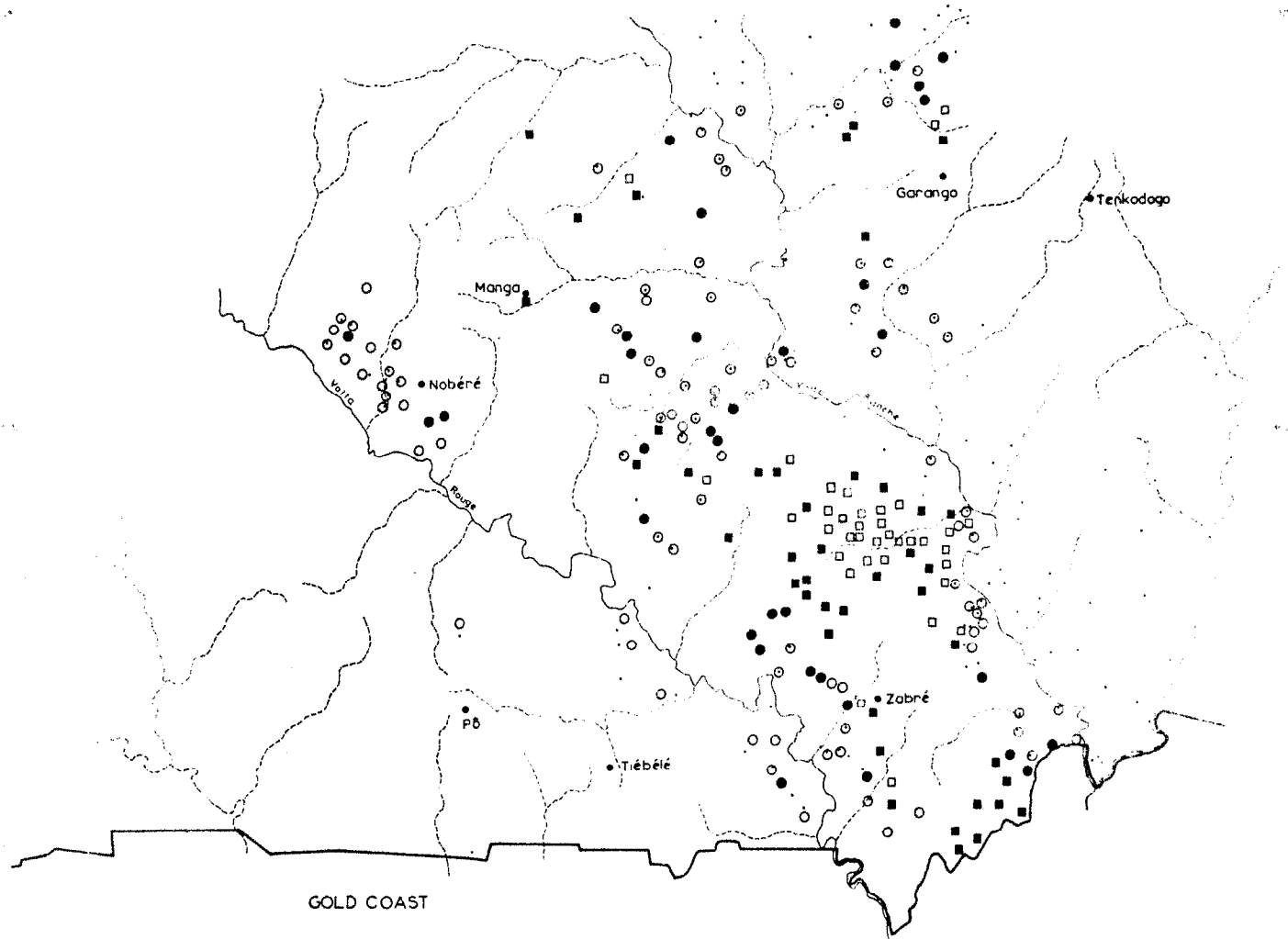


Figure XI

LES CHEFFERIES DE TERRE DANS LES VILLAGES CREES DEPUIS LA CONQUETE COLONIALE



GOLD COAST

Villages possédant un chef de terre

Villages dépendant du chef de terre d'un autre lieu

Villages disparus

Villages existants

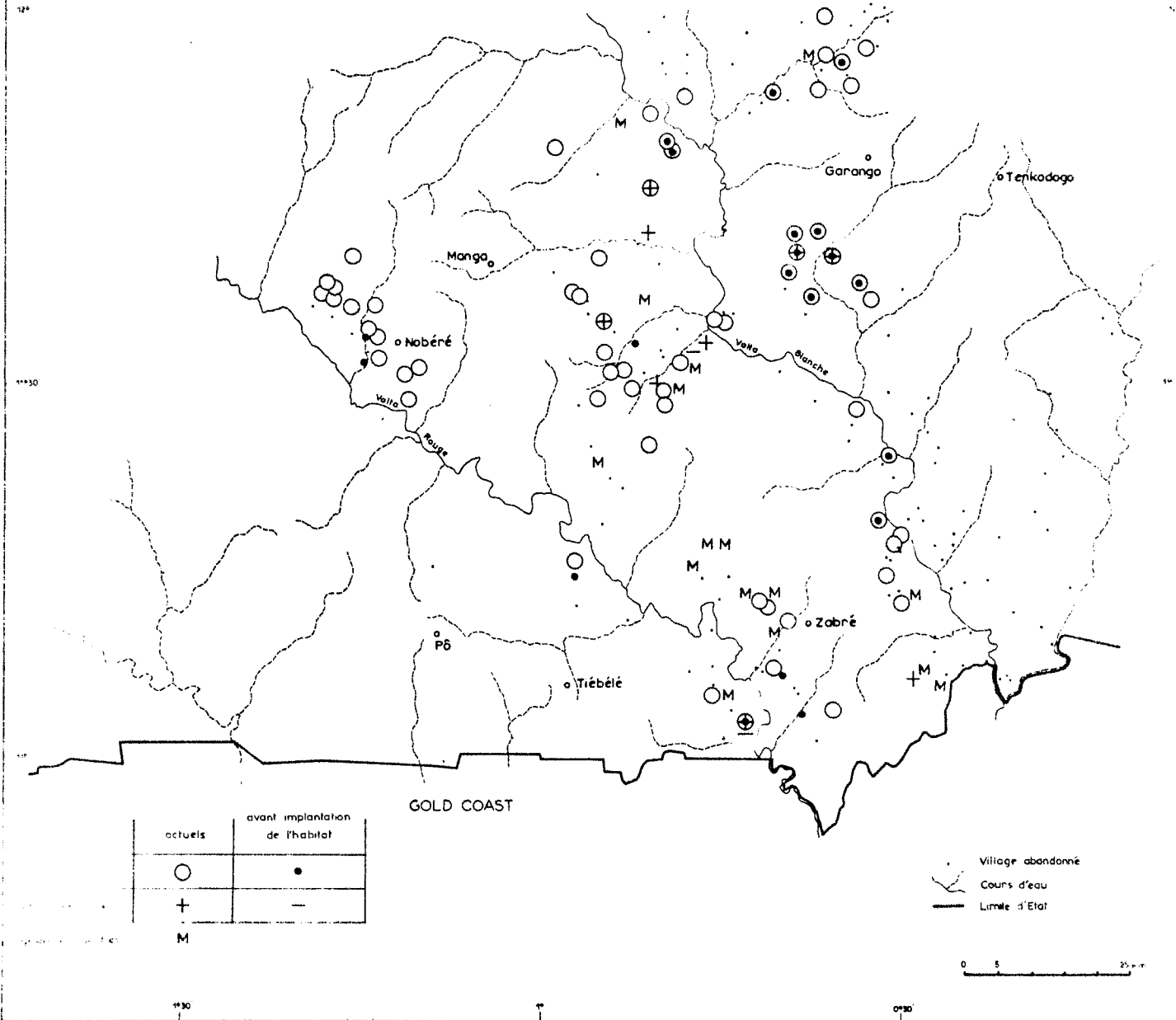
Village abandonné

Cours d'eau

Ligne de l'Etat

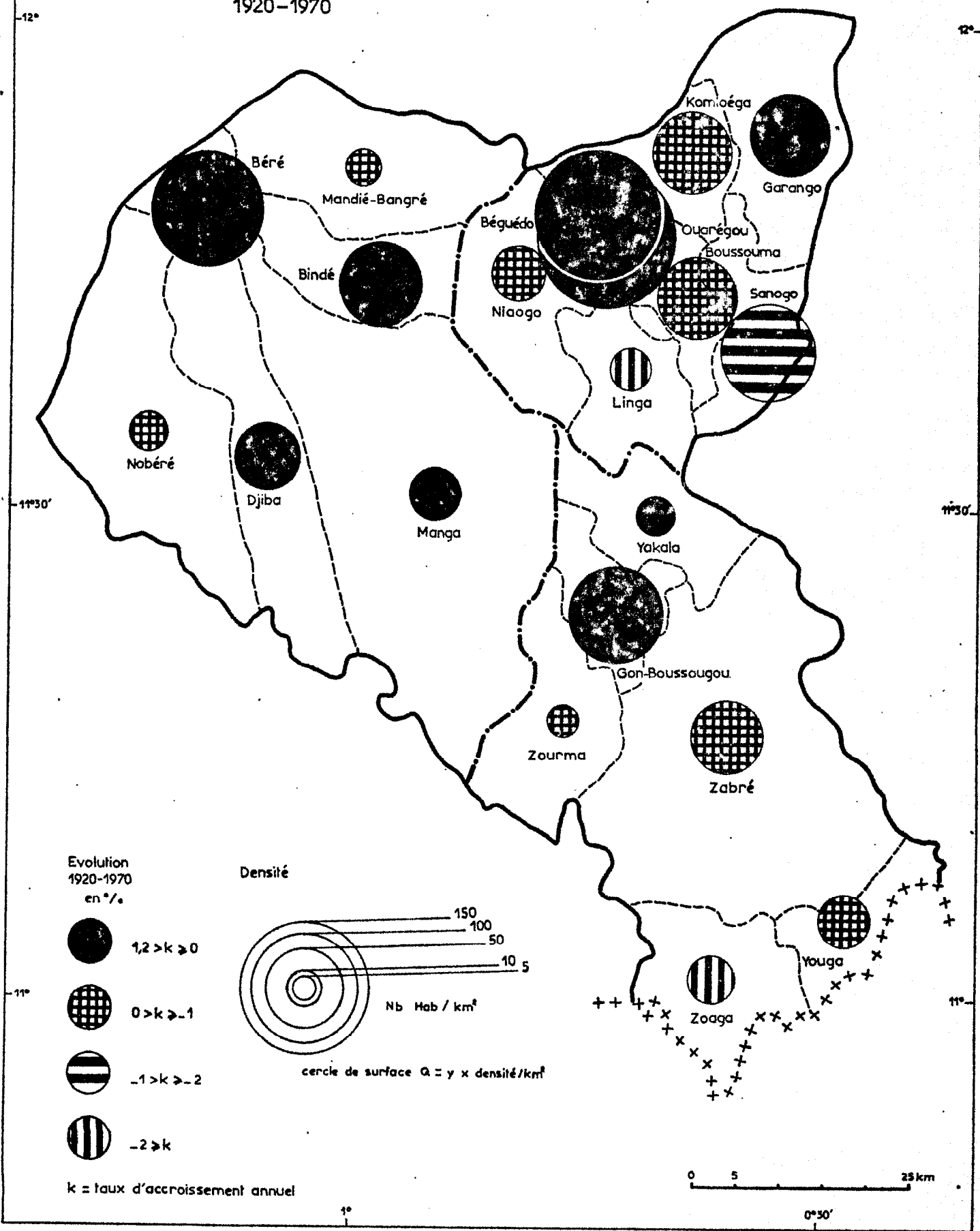
0 5 25 km

CULTURES, SACRIFICES ET MARCHES
SUR LES SITES ABANDONNES



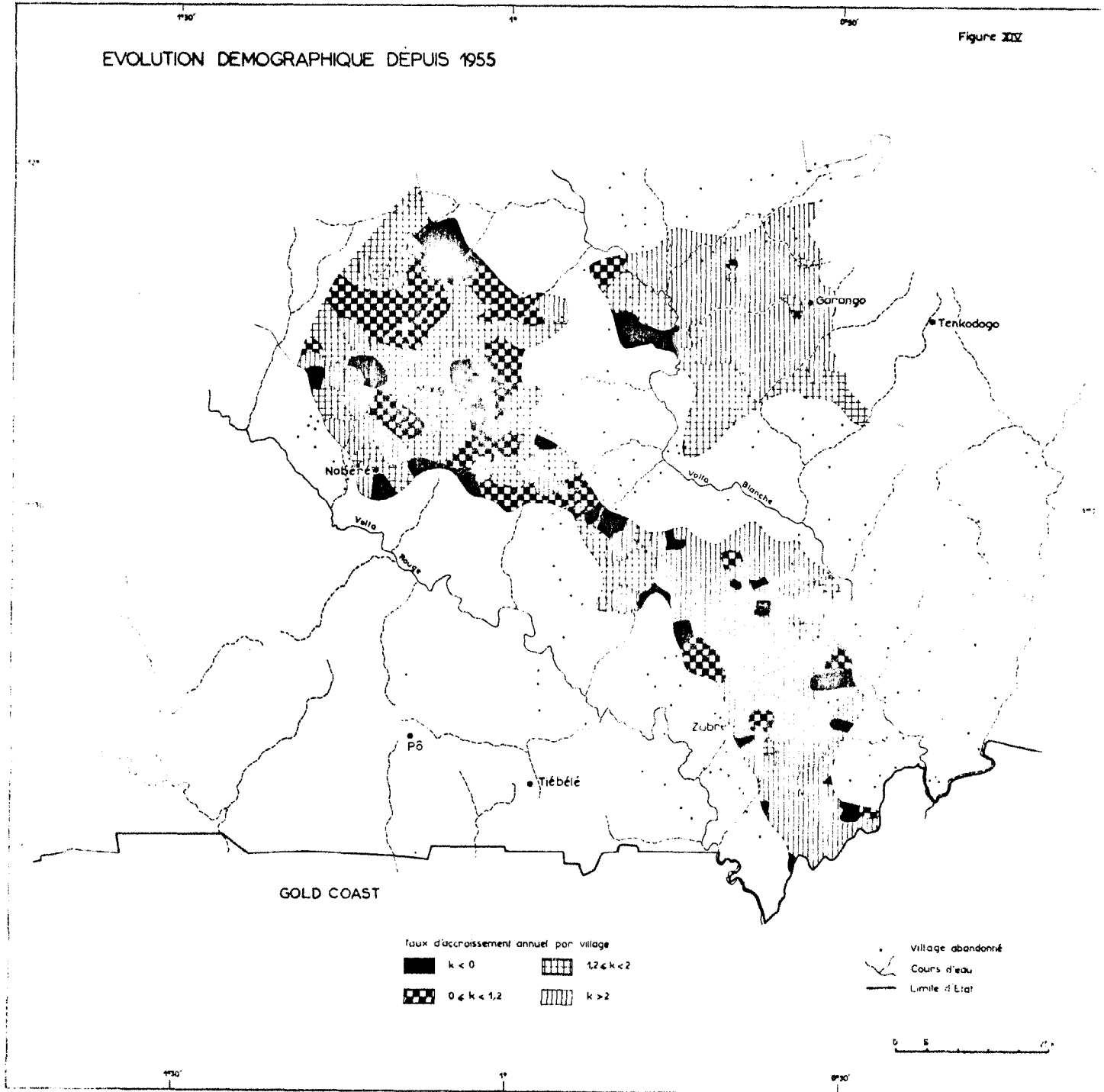
DENSITE DE POPULATION CANTONNALE EVOLUTION DE LA POPULATION 1920-1970

Figure XIII



EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DEPUIS 1955

Figure XIV



REPARTITION DES AVEUGLES
entre Volta Rouge et Volta Blanche

Figure XV

